



Assemblée générale

Distr. générale
14 décembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session
Point 150 de l'ordre du jour
Aspects administratifs et budgétaires
du financement des opérations de maintien
de la paix des Nations Unies

Exécution du budget du compte d'appui aux opérations
de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet
2020 au 30 juin 2021

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	7
II. Cadre de budgétisation axée sur les résultats	9
A. Département des opérations de paix	9
B. Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine	34
C. Département de l'appui opérationnel	40
D. Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	63
E. Bureau de l'informatique et des communications	85
F. Bureau des services de contrôle interne	89
G. Cabinet du Secrétaire général	92
H. Administration de la justice	94
I. Bureau de la déontologie	97
J. Bureau des affaires juridiques	99
K. Département de la communication globale	103
L. Département de la sûreté et de la sécurité	105
M. Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	109
N. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	110



III.	Exécution du budget	115
A.	Ressources financières	115
B.	Analyse des écarts.	117
IV.	Activités du Service intégré de formation	120
V.	Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	123

Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 (exercice 2020/21).

Le montant brut des dépenses engagées pendant l'exercice 2020/21 (y compris les dépenses liées au progiciel de gestion intégré, au dispositif de prestation de services centralisée, au Système de préparation des moyens de maintien de la paix ainsi qu'à la maintenance d'Umoja et aux services d'appui au système) s'est élevé à 355,5 millions de dollars, ce qui correspond à un taux d'exécution du budget de presque 100 %. À titre de comparaison, le montant des dépenses engagées pendant l'exercice 2019/20 était de 348,9 millions de dollars, soit également un taux d'exécution du budget de 100 %. Un dépassement de crédits de 0,5 million de dollars (0,2 %) a été enregistré au titre des postes. Celui-ci s'explique principalement par les ajustements qui ont été apportés aux traitements en raison de l'inflation, notamment la révision de l'indemnité de poste pour les administrateurs et les fonctionnaires de rang supérieur, et la révision du barème des traitements des agents des services généraux, ainsi que par la relève du personnel militaire détaché. Ce dépassement de crédits a été compensé par la sous-utilisation des crédits prévus au titre des autres objets de dépense, d'un montant de 2,0 millions de dollars (2,7 %), qui tient essentiellement aux restrictions des déplacements imposées en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Cette sous-utilisation des crédits a été contrebalancée par un dépassement de crédits de 1,3 million de dollars (3,6 %) au titre des dépenses institutionnelles, qui s'explique principalement par le fait que les dépenses liées à la maintenance d'Umoja et aux services d'appui au système ont été plus élevées que prévu. Ce dépassement de crédits a quant à lui été en partie compensé par le fait que les dépenses afférentes au Système de préparation des moyens de maintien de la paix ont été inférieures aux prévisions. Pendant l'exercice considéré, les taux de vacance de postes ont atteint en moyenne 11,1 % pour la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 13,4 % pour celle des agents des services généraux, alors que les taux prévus au budget étaient de 8,5 % et 13,6 %, respectivement. S'agissant des emplois de temporaire (autres que pour les réunions), les taux de vacance moyens ont été supérieurs aux prévisions pour la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur (17,4 % contre un taux de 13,5 % prévu au budget) et inférieurs aux prévisions pour celle des agents des services généraux (9,8 % contre un taux de 10,0 % prévu au budget).

Les départements et bureaux du Siège ont continué d'apporter aux missions un soutien souple et réactif correspondant à la vision du Secrétaire général. Ils ont continué de fournir des services d'appui aux missions clientes ainsi qu'aux États Membres et aux organes délibérants à New York, mais la pandémie de COVID-19 et les restrictions des déplacements imposées dans ce contexte ont eu une incidence importante sur l'exécution du programme, en particulier en ce qui concerne l'organisation de visites d'évaluation sur le terrain, de réunions, de stages et d'ateliers, les voyages Ressources humaines ainsi que la réalisation d'enquêtes et d'évaluations, d'où une forte sous-utilisation des crédits prévus au titre des voyages officiels. Les opérations de maintien de la paix ont toutefois continué de trouver des moyens novateurs et ingénieux pour exécuter leur mandat. Grâce aux conseils et à l'appui du Siège ainsi qu'au soutien des États Membres, elles ont mis en place diverses mesures visant à garantir la continuité des opérations et l'exécution de leur mandat. Ces mesures ont contribué à maintenir la propagation de la COVID-19 parmi le personnel de terrain à des niveaux relativement faibles, la plupart du temps dans des endroits confinés.

Exécution du budget : ressources financières(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Postes	242 685,1	243 207,9	(522,8)	(0,2)
Autres objets de dépense	76 824,0	74 785,0	2 039,0	2,7
Assurance maladie après la cessation de service (comprise dans les autres objets de dépense)	11 094,1	11 778,3	(684,2)	(6,2)
Total partiel	319 509,1	317 992,9	1 516,2	0,5
Progiciel de gestion intégré	13 381,3	13 381,3	–	–
Dispositif de prestation de services centralisée	868,5	868,5	–	–
Système de préparation des moyens de maintien de la paix	3 881,6	2 738,0	1 143,6	29,5
Dépenses liées à la maintenance d'Umoja et aux services d'appui au système	18 053,7	20 512,2	(2 458,5)	(13,6)
Total partiel	36 185,1	37 500,0	(1 314,9)	(3,6)
Total brut	355 694,2	355 492,9	201,3	0,1
Recettes provenant des contributions du personnel	26 817,1	27 615,6	(798,5)	(3,0)
Total net	328 877,1	327 877,3	999,8	0,3

Exécution du budget : ressources humaines

Catégorie	Effectif autorisé ^a	Effectif réel (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) ^b	Taux de vacance budgétisé
Postes				
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	940	837	11,1	8,5
Agents des services généraux et des catégories apparentées	414	359	13,4	13,6
Emplois de temporaire (autres que pour les réunions)				
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	57	47	17,4	13,5
Agents des services généraux et des catégories apparentées	11	10	9,8	10,0

^a Est compris un poste [G(AC)] au Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité créé le 1^{er} janvier 2021 et sont exclus trois postes (1 P-5, 1 P-4 et 1 SM) au Bureau des services de contrôle interne supprimés le 1^{er} avril 2021.

^b Compte tenu de l'effectif réel, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées à la section V du présent rapport.

Abréviations

AMISOM	Mission d'observation militaire de l'Union africaine en Somalie
BANUS	Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie
BNUUA	Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine
BSCI	Bureau des services de contrôle interne
BSLB	Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie)
CCQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
DOS	Département de l'appui opérationnel
DPO	Département des opérations de paix
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FISNUA	Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
IPSAS	Normes comptables internationales pour le secteur public
MANUL	Mission d'appui des Nations Unies en Libye
MINUAD	Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
MINUATS	Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan
MINUJUSTH	Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MINUSS	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
OMS	Organisation mondiale de la Santé
SWIFT	Société de télécommunications interbancaires mondiales
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

I. Introduction

1. Au paragraphe 12 de sa résolution [74/280](#), l'Assemblée générale a approuvé l'inscription au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, pour l'exercice 2020/21, d'un montant de 355 694 200 dollars, qui devait couvrir les dépenses institutionnelles au titre du progiciel de gestion intégré (13 381 300 dollars), du dispositif de prestation de services centralisée (868 500 dollars), du Système de préparation des moyens de maintien de la paix (3 881 600 dollars) et de la maintenance d'Umoja et des services d'appui au système (18 053 700 dollars), ainsi que 1 356 postes et 68 emplois de temporaire (autres que pour les réunions). Dans la même résolution, elle a approuvé la création d'un poste à compter du 1^{er} janvier 2021 et la suppression de trois postes à compter du 1^{er} avril 2021, portant le nombre total de postes et emplois de temporaire approuvés à 1 422 à la fin de l'exercice 2020/21.

2. Les dépenses effectives engagées durant l'exercice 2020/21 se sont établies à 355 492 900 dollars, contre un montant de 355 694 200 dollars autorisé par l'Assemblée générale, ce qui fait apparaître un solde inutilisé de 201 300 dollars (soit 0,06 % du total des crédits approuvés).

3. Les dépenses engagées au titre des activités de base financées par le compte d'appui (y compris les ressources affectées aux postes et aux autres objets de dépense mais non les dépenses institutionnelles) se sont élevées à 317 992 900 dollars, contre un montant de 319 509 100 dollars autorisé par l'Assemblée générale, ce qui fait apparaître un solde inutilisé de 1 516 200 dollars. Un dépassement de crédits de 522 800 (0,2 %) a été enregistré au titre des postes, et ce en dépit du fait que le taux de vacance moyen pour la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur a été de 11,1 % durant l'exercice, contre un taux de 8,5 % prévu au budget. Bien que ce taux était supérieur de 2,6 % à celui approuvé, des dépenses supplémentaires ont été engagées en raison principalement de l'augmentation des coefficients d'ajustement et de la relève du personnel militaire détaché. Comme il est expliqué dans le projet de budget du compte d'appui pour l'exercice 2021/22 ([A/75/785](#), par. 26), le coefficient d'ajustement appliqué à New York a été relevé de plus de 3,3 %, passant de 67,1 à 69,3 à compter du 1^{er} février 2021. De plus, un taux de vacance légèrement inférieur aux prévisions pour les postes de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées (13,4 %, contre un taux approuvé de 13,6 %) et l'ajustement à la hausse des traitements nets de 1,2 % à compter du 1^{er} novembre 2020, conformément à la circulaire [ST/IC/2021/1](#), ont entraîné un léger dépassement global des crédits prévus au titre des postes.

4. En raison des restrictions des déplacements qui ont été imposées à partir de mars 2020 afin de faire face à la COVID-19 et qui ont été maintenues jusqu'à la fin de l'exercice, un montant de 6 374 200 dollars relevant de la rubrique Voyages officiels a été réaffecté et utilisé au titre des postes, des dépenses institutionnelles et d'autres objets de dépense (principalement à la rubrique Fournitures, services et matériel divers) pour financer notamment la part des dépenses liées à l'assurance maladie après la cessation de service et à l'administration de la justice qui revenait aux opérations de maintien de la paix. Comme indiqué dans le rapport sur l'exécution du budget du compte d'appui pour l'exercice 2018/19 ([A/74/622](#), par. 146), en raison d'un dépassement de crédits au titre des coûts salariaux, le règlement de la part des frais d'administration de la justice financée par les opérations de maintien de la paix (1 922 700 dollars) a été reporté à l'exercice 2019/20. Au début de l'exercice 2020/21, tous les départements ont versé leur part afin que les arriérés soient absorbés pendant l'exercice. En conséquence, il a été procédé au cours de l'exercice au règlement intégral de la part revenant aux opérations de maintien de la paix, tel qu'initialement demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution [62/228](#), sans que cela n'ait une incidence majeure sur l'exécution des programmes des départements. De plus, le

personnel retraité couvert par le régime d'assurance maladie après la cessation de service ayant engagé des dépenses médicales plus élevées que prévu, un montant supplémentaire de 684 200 dollars au titre de la part de l'assurance maladie après la cessation de service incombant aux opérations de maintien de la paix a été financé au moyen des soldes inutilisés.

5. En ce qui concerne les dépenses institutionnelles, le montant total dû au titre du financement du projet relatif au progiciel de gestion intégré a été versé pour l'exercice 2020/21. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget-programme de 2020 [A/76/347, par. 44 à 46 et 48 c)], il est proposé de restituer aux États Membres le solde non utilisé, compte tenu du montant des ressources réservées aux activités d'appui aux clients pour 2021 approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/253 A et conformément au ratio de partage des coûts afférents au projet Umoja, ainsi que l'a décidé l'Assemblée dans sa résolution 74/263. La sous-utilisation des crédits prévus au titre du Système de préparation des moyens de maintien de la paix s'explique principalement par le fait que le nombre de pays contributeurs et de contributions annoncées s'agissant des capacités requises pour la brigade d'avant-garde a été inférieur aux prévisions en raison des difficultés logistiques en matière d'achat et de formation rencontrées par les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police pendant la pandémie de COVID-19, qui ont eu une incidence sur le nombre total d'unités disponibles pour le niveau d'engagement Déploiement rapide du Système. Le montant des dépenses effectivement engagées au titre de la maintenance d'Umoja et des services d'appui au système s'est établi au niveau initialement proposé par le Secrétaire général dans le rapport sur le budget du compte d'appui pour l'exercice 2020/21 (A/74/743).

Pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)

6. Les départements et bureaux du Siège qui apportent un appui aux opérations de maintien de la paix au titre du compte d'appui ont régulièrement communiqué avec les missions de maintien de la paix pour leur fournir des conseils et un soutien et ont continué de renforcer leur collaboration avec les États Membres, les groupes d'Amis, les organisations régionales et d'autres partenaires clés dans le cadre de rencontres organisées en présentiel ou en ligne.

7. En ce qui concerne l'exécution du budget du compte d'appui, la pandémie de COVID-19 a surtout eu une incidence sur les voyages officiels, l'organisation de séminaires, d'ateliers et de séances de formation, ainsi que sur le recrutement du personnel. Les membres du personnel et les participants n'ayant pu ni se rendre au Siège ni en partir, de nombreuses activités qui devaient se tenir en présentiel n'ont pas pu avoir lieu et ont été organisées, dans la mesure du possible, en ligne. Des renseignements détaillés sur les différents domaines d'activité touchés par la pandémie sont présentés pour chaque département et bureau après le tableau des produits, ainsi que des explications sur les écarts entre les produits livrés et les produits prévus. Certains domaines ont été plus gravement touchés, l'exécution des activités à distance s'étant avérée impossible ou moins efficace. Dans d'autres, les plans d'exécution ont été adaptés, dans le respect des mandats existants et des processus établis.

8. Un certain nombre de produits pour lesquels des visites devaient être effectuées dans les missions de maintien de la paix et les centres de formation n'ont pas été livrés ou ne l'ont été que partiellement, et de nombreuses visites prévues ont été reportées à l'exercice suivant. Dans certains cas, en raison des restrictions des déplacements liées à la COVID-19, il a été nécessaire de livrer un nombre de produits nettement supérieur aux prévisions pour atteindre l'objectif fixé initialement. Par exemple, les séances virtuelles qui ont été organisées en lieu et place des séances en présentiel ont

souvent dû être réparties sur plusieurs jours ; il a donc fallu tenir plus de séances virtuelles pour atteindre le même objectif. Il a également fallu établir des notes sur les enseignements tirés de l'expérience et sur les bonnes pratiques en ce qui concerne les questions relatives aux effets de la pandémie sur le maintien de la paix.

9. Tout au long de la pandémie, les départements du Siège ont contribué à assurer la continuité des activités et la planification des interventions d'urgence pour les opérations de maintien de la paix en fournissant des conseils et un soutien, notamment à l'Équipe des Nations Unies pour la gestion de la crise de la COVID-19 et au Groupe de l'appui aux missions face à la COVID-19. Grâce au mécanisme d'évacuation sanitaire des malades de la COVID-19 mis en place à l'échelle du système des Nations Unies, le personnel des Nations Unies ou affilié a pu recevoir les soins nécessaires s'il tombait gravement malade de la COVID-19, ce qui a permis aux organismes des Nations Unies et aux soldats de la paix de rester sur le terrain et de continuer de fournir des services. Début 2021, une équipe spéciale chargée des vaccins contre la COVID-19 a été créée à l'échelle du système.

10. La chaîne d'approvisionnement intégrée s'est révélée résiliente et a facilité le déploiement rapide sur le terrain de moyens aériens et de fournitures et de matériel médicaux essentiels qui n'avaient pas été prévus, tout en permettant aux biens et services prévus d'être fournis sans interruption. Par ailleurs, une évaluation du respect des normes liées à la COVID-19 a été menée dans les hôpitaux desservant les missions, des séances d'information ont été organisées sous la forme de webinaires à l'intention du personnel de santé des Nations Unies et des programmes d'orientation médicale et technique sur les menaces liées aux maladies infectieuses et la riposte à la pandémie de COVID-19 ont été élaborés et mis en œuvre. Une étude de l'incidence de la pandémie sur la chaîne d'approvisionnement a également été réalisée en vue de donner aux missions des orientations concernant la commande anticipée de biens et de services et la reconstitution des stocks, de façon à atténuer les effets éventuels de la fermeture de l'espace aérien et des frontières.

11. Un système de collecte de données sur la lutte contre les épidémies et un mécanisme de suivi de la mise en œuvre des mesures de prévention dans les missions ont été mis en place. De plus, un nombre plus élevé que prévu de travaux d'analyse a été réalisé, en collaboration avec les missions de maintien de la paix, afin d'évaluer et de renforcer la capacité de toutes les missions de mettre en œuvre des pratiques de gestion des données, y compris des informations sensibles servant à appuyer les activités d'analyse et de planification liées à la COVID-19.

12. Le nombre de séances d'information formelles et informelles organisées sur tous les aspects militaires des opérations de maintien de la paix et sur l'impact de la pandémie a été supérieur aux prévisions. Les relèves des contingents et les rapatriements de membres du personnel en tenue se sont poursuivis, après avoir été temporairement suspendus de mars à juin 2020, et des mesures supplémentaires ont été prises pour préserver la santé des membres des contingents et assurer leur sûreté et leur sécurité ainsi que pour prévenir les risques d'atteinte à la réputation liés à une éventuelle propagation de la COVID-19 aux populations locales.

13. Pour gérer l'incertitude entourant la pandémie, la Trésorerie de l'ONU s'est attachée à faciliter les mouvements de fonds partout dans le monde pour faire face aux restrictions bancaires et faire en sorte que toutes les missions disposent des liquidités nécessaires. Elle a notamment coordonné le décaissement anticipé des traitements et prestations, tout en continuant de s'occuper, dans les délais, des états de paie, qu'il s'agisse des paiements mensuels ou des paiements hors cycle, ainsi que du paiement des fournisseurs et des versements liés aux voyages.

14. La demande de soutien psychosocial en ligne a bondi, et le Siège a aidé directement les missions à atténuer l'impact psychosocial que la pandémie et d'autres événements traumatisants avaient sur le personnel des Nations Unies et les personnes à leur charge et à renforcer leurs capacités à cet égard.

15. De plus, dans le cadre de la crise provoquée par la COVID-19 et de la réforme de la gestion, les orientations et directives concernées ont été rapidement révisées et publiées, en consultation avec les missions, pour tenir compte de la situation sur le terrain. Parallèlement, des réunions ont continué d'être organisées régulièrement avec les équipes chargées de la déontologie et de la discipline dans les opérations de paix afin de garantir l'apport d'un soutien et la poursuite de l'exécution des mandats pendant la pandémie.

16. En dépit des difficultés posées par la COVID-19, les opérations de maintien de la paix ont continué de trouver des moyens novateurs et ingénieux pour exécuter leur mandat. Avec les conseils et l'appui du Siège et le soutien unifié et constant des États Membres, elles ont rapidement et efficacement mis en place diverses mesures pour garantir la continuité des opérations et l'exécution de leur mandat.

II. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

A. Département des opérations de paix

17. Le Département des opérations de paix a favorisé les progrès réalisés dans le cadre de l'initiative du Secrétaire général intitulée « Action pour le maintien de la paix » et dirigé sa mise en œuvre dans les huit domaines prioritaires fixés par les États Membres. L'exercice a également été l'occasion d'analyser les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de l'initiative et de réfléchir sur la voie à suivre. Une attention particulière a été accordée aux domaines dans lesquels des progrès restaient à faire pour accélérer l'application de l'ensemble de l'initiative. L'analyse a abouti à l'élaboration de la stratégie de mise en œuvre de l'initiative pour la période 2021-2023, intitulée « Action pour le maintien de la paix Plus », qui a été présentée par le Secrétaire général le 28 mars 2021 lors d'un événement marquant le troisième anniversaire de l'initiative.

18. Conformément à l'initiative, le Département s'est employé à : a) amplifier les effets politiques du maintien de la paix, notamment en procédant à des examens des opérations et en fournissant de meilleures analyses et informations au Conseil de sécurité ; b) exécuter le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, le nombre d'agentes en tenue ayant ainsi considérablement augmenté dans les opérations de maintien de la paix ; c) renforcer la protection des civils, en fournissant plus de conseils et un plus grand appui aux missions ; d) renforcer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix en appliquant le plan d'action visant à améliorer la sécurité du personnel de maintien de la paix et, notamment, en donnant de meilleurs conseils et un meilleur appui en matière de formation à cinq missions à haut risque [Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD)] et aux pays qui leur fournissent des contingents ou du personnel de police ; e) favoriser la bonne performance et le respect du principe de responsabilité, en poursuivant la mise en service du Système complet de planification et d'évaluation de la performance, en créant une équipe spéciale chargée de l'évaluation de la performance militaire, en

définissant des normes des Nations Unies en matière de performance militaire pour l'infanterie et les pays fournisseurs de contingents, en menant des études des capacités militaires et en améliorant encore le système d'évaluation de la performance de toutes les catégories de personnel de la police des Nations Unies de la période précédant le déploiement à celle suivant le déploiement, en s'appuyant sur les processus et les directives appliqués depuis 2006 ainsi que sur des outils de gestion des connaissances ; f) renforcer la contribution des opérations de maintien de la paix à la pérennisation de la paix, en apportant un plus grand appui pendant les phases de transition des missions ; g) améliorer les partenariats de maintien de la paix, notamment en établissant des partenariats triangulaires et en procédant à des déploiements conjoints de soldats de la paix ; h) améliorer la conduite du personnel.

1. Bureau du Secrétaire général adjoint

19. Le Bureau du Secrétaire général adjoint a axé son activité sur les domaines suivants :

a) **Renforcement du respect du principe de responsabilité par la production de données, la communication stratégique et la sensibilisation.** Le Bureau y est parvenu en amenant les responsables à mieux rendre compte de leurs activités, en améliorant le suivi, en favorisant une prise de décisions fondée sur le Système complet de planification et d'évaluation de la performance, en augmentant le nombre de femmes à des postes de direction, en développant la mise en récit de données et en faisant en sorte que les hauts responsables collaborent avec des personnalités politiques de haut niveau ;

b) **Renforcement des partenariats visant à promouvoir la participation des femmes au processus de paix et à la vie politique grâce à l'établissement de liens avec les dirigeantes locales.** Les activités menées dans ce domaine ont abouti au lancement par le Secrétaire général de l'appel à l'action vers une transformation par les femmes du secteur de la paix et de la sécurité, qui s'adressait aux partenaires du maintien de la paix présents au Mali et qui a conduit à une collaboration avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). Le Département a contribué à une participation accrue des femmes aux processus politiques par l'intermédiaire de la MINUSCA (élections) et de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) (plan d'action national pour les femmes et la paix et la sécurité) et a encouragé une plus forte participation des femmes aux dispositifs d'alerte précoce, qui ont joué un rôle essentiel dans la prévention des conflits, comme on a pu le constater à la MINUAD, à la MINUSCA et à la MONUSCO ;

c) **Fourniture d'un soutien technique aux missions aux fins de la réalisation des objectifs relatifs aux femmes et à la paix et à la sécurité dans le cadre du maintien de la paix.** À la MONUSCO et à la MINUSMA, l'analyse de conflit tenant compte des questions de genre a permis de planifier la transition et aidé à recenser les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité. De plus, l'analyse des données et des questions de genre a guidé les activités du Groupe informel d'experts du Conseil de sécurité chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité, ce qui a contribué à renforcer les mandats relatifs aux femmes et à la paix et à la sécurité de la MONUSCO, de la FINUL, de la MINUSS et de la MINUSMA.

20. Le Département a aidé à assurer la continuité des activités des opérations de maintien de la paix tout au long de la pandémie en fournissant des conseils et un soutien. Le Bureau du (de la) Directeur(trice) de la coordination et des services partagés a augmenté sa production d'outils d'appréciation des situations et d'analyse des données, apporté un appui à l'Équipe des Nations Unies pour la gestion de la crise

de la COVID-19 et au Groupe de l'appui aux missions face à la COVID-19, mis en place un système de collecte de données sur la lutte contre les épidémies et un mécanisme de suivi de la mise en œuvre des mesures de prévention dans les missions et aidé les missions à planifier les interventions d'urgence. De plus, il a organisé des séances de formation à la gestion des crises sur le terrain à l'intention des opérations de maintien de la paix et fourni un soutien en matière d'encadrement aux chefs et chefs adjoints de mission nouvellement nommés. Il a également continué d'appuyer le processus interne de gestion du changement engagé à la suite de la réforme du pilier Paix et sécurité, et de favoriser la réalisation de progrès en matière de parité des genres au sein du Département et parmi le personnel en tenue des missions.

21. Le Groupe de l'évaluation et de la planification intégrées a lancé un processus de planification visant à faire avancer la stratégie de mise en œuvre « Action pour le maintien de la paix Plus ». Il s'agit d'un plan biennal mis en place à l'échelle du Département qui définit les produits à exécuter pour surmonter les obstacles recensés dans les sept domaines prioritaires de la stratégie et les deux priorités transversales, ainsi que les indicateurs de progrès et les modalités de mise en œuvre de la stratégie. Le Bureau du partenariat stratégique pour le maintien de la paix a procédé à l'examen de la MINUSMA et de la MINUSCA, assuré, avec les missions, le suivi des examens précédents et considéré comme classés les rapports concernant la FINUL, la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD), la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP), la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA)/Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et la MINUAD, les missions ayant accepté 91 % des recommandations qu'il avait formulées. Il a également continué d'appuyer et de coordonner la mise en œuvre du plan d'action visant à améliorer la sécurité du personnel de maintien de la paix. À la suite d'une augmentation soudaine du nombre de décès au sein de la MINUSMA et de la MINUSCA au cours de l'exercice, un plan d'action revitalisé portant spécifiquement sur ces deux missions a été élaboré et publié, et des visites sur le terrain ont été effectuées pour vérifier qu'il était bien appliqué. Le Bureau a également organisé une réunion avec les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police qui était présidée par le Secrétaire général et au cours de laquelle ont été abordées des questions comme celles de la sécurité des soldats de la paix et du déploiement des vaccins.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Mise à disposition des États Membres, dans les six langues officielles, des principaux documents d'information concernant le maintien de la paix et l'appui aux missions sur le site Web et les comptes sur les réseaux sociaux des opérations de maintien de la paix des Nations Unies	Objectif atteint. Les principaux documents et contenus d'information ont été diffusés dans les 6 langues officielles sur le site Web et les réseaux sociaux des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (Facebook, Instagram, Medium, Twitter, LinkedIn)	Objectif	6
		Estimation	6
		Résultats effectifs	6

ii) Partenariats renforcés avec les États Membres, en particulier les États fournisseurs de contingents ou de personnel de police et les autres États Membres concernés, ainsi qu'avec les organisations et acteurs régionaux et amélioration de la coordination avec les partenaires des Nations Unies	Objectif atteint. Les partenariats avec les États Membres ont été renforcés	Objectif	40
		Estimation	40
		Résultats effectifs	40
iii) Amélioration de l'exécution des mandats grâce à la mise en œuvre des recommandations issues des 5 examens sur le terrain	Objectif atteint. L'exécution des mandats a été améliorée grâce à la mise en œuvre des recommandations issues de 8 examens sur le terrain	Objectif	5
		Estimation	5
		Résultats effectifs	8

Réalisation escomptée b) : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Respect, par les nouvelles opérations de maintien de la paix, des instructions opérationnelles initiales concernant les comptes rendus de situation et l'accès à l'information interne (en pourcentage)	Aucune opération de maintien de la paix n'a été créée durant l'exercice	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	s.o.

Réalisation escomptée c) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Stratégies de communication générales ou spécifiques élaborées pour les opérations de maintien de la paix	Objectif atteint. Au total, 5 stratégies et plans de communication ont été élaborés, dont : un plan de communication interne ciblant les membres du personnel en tenue et portant sur les vaccins contre la COVID-19 ; une nouvelle directive destinée aux missions et concernant les communications qui visent des publics externes ; un plan de communication sur la Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies ; un plan de communication sur la nécessité pour les États Membres de rendre des comptes en cas de faute ; l'appel à l'action vers une transformation par les femmes du secteur de la paix et de la sécurité dans les contextes de maintien de la paix qui a été lancé par le Secrétaire général	Objectif	4
		Estimation	4
		Résultats effectifs	5
ii) Respect, par toutes les opérations de maintien de la paix, des normes relatives à la gestion de l'information (en pourcentage)	Objectif atteint. Les normes de référence relatives à l'information, y compris la politique de publication sur Internet et sur l'intranet, ont été respectées par toutes les missions de maintien de la paix	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
iii) Pourcentage des recommandations visant à accroître l'efficacité et l'efficience avec laquelle le personnel en tenue respecte les règles, politiques, pratiques et normes applicables de l'ONU auxquelles les missions ont adhéré	Objectif atteint. Les missions ont adhéré à 91 % des recommandations visant à accroître l'efficacité et l'efficience du personnel en tenue des missions	Objectif	80
		Estimation	85
		Résultats effectifs	91

Produits livrés

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts, et rapports correspondants			
<i>Assemblée générale</i>			
<i>Comité spécial des opérations de maintien de la paix</i>			
Services fonctionnels pour les réunions			
1. Séances d'information sur les politiques et procédures récemment adoptées ou en cours d'élaboration	4	4	100,0
2. Séance d'information sur les évolutions, les tendances et les difficultés concernant les femmes et la paix et la sécurité	1	1	100,0
<i>Conseil de sécurité et Assemblée générale</i>			
Services fonctionnels pour les réunions			
3. Séances d'information organisées à l'intention du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et des organes délibérants sur les faits nouveaux survenus dans les opérations de maintien de la paix et sur les questions stratégiques et relatives aux politiques concernant tous les aspects du maintien de la paix	35	36	102,9
4. Séance d'information organisée à l'intention du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et des organes délibérants sur les faits nouveaux survenus dans les opérations de maintien de la paix concernant les questions de politique relatives aux femmes et à la paix et à la sécurité dans le contexte du maintien de la paix	1	1	100,0
Documentation destinée aux organes délibérants			
5. Contributions aux rapports du Secrétaire général sur les résultats du partenariat stratégique pour le maintien de la paix	5	2	40,0
6. Données fournies pour les suppléments analytiques des rapports du Secrétaire général sur des questions propres à une mission ou à un pays ou sur des questions relevant de son mandat	4	7	175,0
Autres services			
7. Réunions et séances d'information sur tous les aspects du maintien de la paix organisées à l'intention des États Membres, des organisations régionales et des groupes d'Amis et groupes de contact	290	249	85,9
8. Réunions et séances d'information sur la sécurité et la sûreté des soldats de la paix et les problèmes d'ordre structurel qui se posent dans le domaine du maintien de la paix organisées à l'intention des États Membres, des organisations régionales et des groupes d'Amis et groupes de contact	20	26	130,0
9. Séance d'information organisée à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix sur la sécurité dans les opérations et les problèmes d'ordre structurel qui se posent dans le domaine du maintien de la paix	1	1	100,0
10. Séances d'information et consultations avec les États Membres et les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police sur les questions et les lacunes d'ordre structurel qui ont une incidence sur l'exécution des mandats par la composante Personnel en tenue, l'objectif étant d'appuyer la conduite des examens de mission (5 réunions de préparation de ces examens et 5 réunions de suivi)	10	10	100,0
11. Séances d'information organisées à l'intention des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police sur l'évolution de la situation opérationnelle dans les opérations de maintien de la paix et sur le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS)	35	47	134,3
12. Notification aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police de toutes les victimes signalées parmi le personnel en tenue servant dans toutes les opérations de maintien de la paix, dans les 2 heures suivant la réception officielle de l'information envoyée par la mission	1	1	100,0
13. Activités organisées à l'intention des médias, dont des entretiens et points de presse sur des thèmes particuliers et des questions propres à telle ou telle mission, tels que la déontologie et	250	240	96,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
la discipline, les militaires, la police, la problématique femmes-hommes et les femmes et la paix et la sécurité			
14. Activités d'information, telles que des conférences, des expositions et des séances d'information publiques sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, y compris élaboration et production de supports promotionnels connexes	90	90	100,0
15. Messages sur le thème du maintien de la paix publiés sur les plateformes numériques et les médias sociaux (site Web consacré au maintien de la paix, Facebook, Twitter, Instagram et Flickr) ainsi que sur iSeek	1 000	1 000	100,0
16. Dépôt et archivage numériques de la correspondance propre aux opérations de maintien de la paix et formation à l'utilisation des outils connexes	1	1	100,0
17. Ensembles de données dont la diffusion a été autorisée qui sont publiés sur le portail mettant à disposition du public des données ouvertes sur le maintien de la paix	3	5	166,7
18. Réunions bilatérales et séances d'information sur les femmes et la paix et la sécurité organisées à l'intention des États Membres, des organisations régionales et des groupes d'Amis et groupes de contact	1	7	700,0
Missions de bons offices, missions d'établissement des faits et autres missions spéciales			
19. Visites effectuées dans les opérations de maintien de la paix pour examiner les progrès accomplis et fournir des orientations aux responsables des missions sur les questions relatives à l'exécution des activités prescrites	10	10	100,0
20. Rapports établis à l'issue d'examen et d'évaluations de la composante Personnel en tenue effectués dans 5 opérations de maintien de la paix en vue d'accroître l'efficacité du personnel en tenue, portant notamment sur l'exécution des tâches prescrites et le respect des règles, politiques, pratiques et normes de l'ONU ainsi que sur les résultats opérationnels et, s'il y a lieu, les mesures de suivi	5	8	160,0
21. Nombre minimal de missions bénéficiant de conseils et d'un soutien en matière de planification	4	4	100,0
22. Visite de haut niveau effectuée dans une mission de maintien de la paix pour promouvoir l'exécution des mandats relatifs aux femmes et à la paix et à la sécurité	1	0	0,0
23. Version révisée du plan d'action visant à améliorer la sécurité du personnel de maintien de la paix	1	1	100,0
24. Évaluations techniques de la mise en œuvre des cadres de gestion de l'information d'une mission, y compris la protection des informations sensibles et la collecte de données structurées visant à appuyer la planification et l'analyse	6	12	200,0
25. Missions d'appui technique et opérationnel pour les cellules d'analyse conjointe, les centres d'opérations conjoints et d'autres entités exerçant des activités similaires dans les opérations de maintien de la paix	4	0	0,0
26. Missions d'évaluation technique ou d'appui en matière de communication menées dans des opérations de maintien de la paix qui sont en phase de transition ou qui connaissent des problèmes particuliers liés à l'information	3	0	0,0
Nomination de hauts responsables			
27. Visites d'information visant à élargir le vivier de candidates et de candidats pour des postes à responsabilité au sein des missions et à atteindre les objectifs de l'Organisation en matière d'équilibre géographique et de représentation équilibrée des genres	3	0	0,0
28. Candidats présentés annuellement au Centre d'évaluation des coordonnateurs résidents des Nations Unies	4	2	50,0
29. Chefs ou chefs adjoints de mission nouvellement nommés ayant bénéficié d'un appui en matière d'encadrement, notamment de la possibilité de travailler en tandem avec d'anciens ou d'actuels responsables de mission	8	8	100,0
Activités ou documentation technique			
30. Atelier technique ou rapport de mission portant sur les orientations et le recensement des bonnes pratiques et des enseignements tirés de l'expérience qui permettront d'éclairer la prise de décisions en 2020 et au-delà, dans le respect des engagements pris dans le cadre de	1	1	100,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
l'initiative Action pour le maintien de la paix au sujet des mandats relatifs aux femmes et à la paix et à la sécurité			
31. Documentation d'orientation technique élaborée sur la base de la politique en faveur de l'égalité des genres et des engagements pris dans le cadre de l'initiative Action pour le maintien de la paix au sujet des femmes et de la paix et de la sécurité	1	1	100,0
32. Atelier organisé à l'intention des conseillers et coordonnateurs spécialisés des missions aux fins du partage des connaissances et de la formation sur les femmes et la paix et la sécurité	1	4	400,0
33. Rapports quotidiens et notes d'information sur les opérations de maintien de la paix et, selon que de besoin, alertes et comptes rendus d'événements graves établis afin de maintenir une bonne appréciation stratégique de la situation dans toutes les opérations de maintien de la paix, au BANUS et dans d'autres zones d'intérêt	506	631	124,7
34. Travaux d'analyse, notamment infographies, au sujet des crises potentielles, naissantes ou présentes, visant à renforcer la capacité d'appréciation des situations	35	52	148,6
35. Évaluations de l'application des consignes de sécurité dans les missions	14	5	35,7
36. Évaluations de la mise en œuvre de la politique de gestion de la résilience organisationnelle dans les opérations de maintien de la paix	14	14	100,0
Séminaires			
37. Séances de formation sur les femmes et la paix et la sécurité organisées à l'intention des cadres supérieurs et intermédiaires	2	2	100,0
38. Ateliers ou séances de formation sur l'évaluation et la planification organisés à l'intention du personnel du Siège et des missions	4	4	100,0
39. Conférence annuelle rassemblant les représentants spéciaux du Secrétaire général et les chefs de mission des opérations relevant du Département des opérations de paix	1	1	100,0
40. Atelier organisé à l'intention des chefs des centres d'opérations conjoints afin que, pour chaque mission, la gestion du centre soit conforme aux objectifs stratégiques de maintien de la paix et de gestion des crises	1	0	0,0
41. Sessions de formation à la présentation de rapports et à l'analyse des opérations et des données organisées à l'intention du personnel des centres d'opérations conjoints et des cellules d'analyse conjointe	2	2	100,0
42. Session de formation aux dispositifs de gestion des crises sur le terrain organisée à l'intention du personnel des missions concerné	1	1	100,0
43. Atelier organisé à l'intention des spécialistes hors classe de l'information de toutes les opérations de maintien de la paix afin d'examiner les politiques du Département des opérations de paix et du Département de l'appui opérationnel en matière de communication stratégique sur le terrain et leur mise en œuvre	1	1	100,0
44. Session de formation sur la résilience organisationnelle organisée à l'intention des coordonnateurs des missions	1	0	0,0
45. Atelier sur l'utilisation novatrice de données structurées pour améliorer les analyses factuelles nécessaires à la planification des missions	1	1	100,0
Coopération internationale et coordination et liaison interorganisations			
Autres services			
46. Activités de sensibilisation et de communication organisées avec des organismes nationaux, régionaux et internationaux de formation au maintien de la paix, des laboratoires d'idées et des instituts spécialisés dans les politiques relatives au maintien de la paix pour régler les problèmes d'ordre structurel qui se posent dans les opérations de maintien de la paix et mettre en commun les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience	5	8	160,0
47. Présentations, documents de réflexion et séances d'information destinés aux établissements universitaires et organismes de formation au maintien de la paix nationaux et régionaux, aux laboratoires d'idées, aux instituts spécialisés dans les politiques relatives au maintien de la paix et aux réseaux et coalitions consacrés aux femmes et à la paix et à la sécurité	2	2	100,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
48. Contributions concernant le volet maintien de la paix des politiques et procédures mises au point par le Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité	6	6	100,0
Coopération technique			
49. Exercices régionaux de maintien de la paix visant à améliorer l'efficacité et l'efficience du personnel en tenue dans l'exécution des mandats ayant bénéficié d'un appui technique	5	3	60,0
50. Atelier technique/séance d'information sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience organisé(e) à l'intention des partenaires internationaux ou régionaux au sujet des priorités relatives aux femmes et à la paix et à la sécurité, conformément aux priorités définies dans l'initiative Action pour le maintien de la paix	1	1	100,0
51. Séance d'information et échange de pratiques optimales en matière de communication et de gestion de l'information opérationnelle avec les organisations partenaires internationales ou régionales	1	0	0,0

Principaux résultats obtenus

22. Le Bureau du Secrétaire général adjoint a contribué à assurer la continuité des activités du Département et des opérations de maintien de la paix tout au long de la pandémie et à améliorer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix en renforçant les capacités opérationnelles et technologiques en matière d'appréciation de la situation, d'analyse, de gestion de l'information et de gestion des crises, tant au Siège que dans les opérations de maintien de la paix.

23. En raison des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19, plusieurs évaluations et missions d'appui opérationnel, de sensibilisation et d'évaluation technique n'ont pas pu être effectuées, et des conférences, des ateliers et des séances de formation n'ont pas pu être organisés (produits 22, 25, 26, 27, 35, 40, 44 et 51). Le nombre de séances d'information organisées à l'intention du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale, des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et des États Membres a été supérieur aux prévisions, la demande ayant été plus élevée que prévu, notamment en ce qui concerne les séances d'information sur la COVID-19 (produits 11 et 18). De plus, un nombre plus élevé que prévu de travaux d'analyse a été réalisé, en collaboration avec les missions de maintien de la paix, afin d'évaluer et de renforcer la capacité de toutes ces missions de mettre en œuvre des pratiques de gestion des données, y compris des informations sensibles servant à appuyer les activités d'analyse et de planification liées à la COVID-19 (produits 6, 17, 24 et 34). Le nombre de rapports établis à l'issue d'examens et d'évaluations des composantes militaires a également été supérieur aux prévisions (produit 20). Grâce à la plateforme virtuelle, le nombre d'ateliers organisés sur les femmes et la paix et la sécurité a été plus élevé que prévu (produit 32).

2. Structure politique et opérationnelle régionale unique

24. Grâce aux conseils et au soutien des équipes d'appui du Siège de l'ONU, les opérations de maintien de la paix ont poursuivi le dialogue politique et leurs activités de sensibilisation de la population et ont continué de prévenir et d'écarter les menaces contre les civils, conformément à leur mandat. Le dialogue politique a été fondé sur une analyse solide de la situation politique et des conflits, les réformes du Secrétaire général ayant contribué à approfondir et à rationaliser la collaboration entre les opérations de maintien de la paix et le reste du système des Nations Unies et à renforcer la compréhension des contextes régionaux dans lesquels les missions de maintien de la paix opèrent. Les conflits et leurs facteurs ayant souvent une dimension régionale, les organisations régionales sont demeurées des partenaires clés de l'action politique menée par les opérations de maintien de la paix.

25. Avec le concours de la structure politique et opérationnelle régionale unique, les missions ont mené les activités suivantes : a) République centrafricaine : appui à l'organisation des élections présidentielles et législatives dans un environnement marqué par une recrudescence de la violence commise par les groupes armés ; b) Soudan du Sud : appui à l'application de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud et au règlement des conflits locaux ; c) Mali : appui à la transition politique, à la suite du coup d'État d'août 2020 ; d) Soudan : appui apporté aux fins du retrait réussi de la MINUAD ; e) République démocratique du Congo : soutien fourni en vue de la tenue d'élections pacifiques, libres, régulières et inclusives en 2023 et appui aux initiatives locales de règlement des conflits et de paix. Des services de conseil et d'appui ont également été fournis à d'autres missions pour garantir la bonne exécution de leur mandat et la coordination avec divers États Membres.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Pourcentage de résolutions du Conseil de sécurité reprenant les recommandations portant sur la mise en place d'opérations de maintien de la paix ou sur les remaniements importants d'opérations en cours et sur l'appui à apporter à la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM)	Objectif atteint. Le Conseil de sécurité a repris les recommandations portant sur des remaniements importants d'opérations de maintien de la paix	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
ii) Pourcentage de rapports du Secrétaire général adressés au Conseil de sécurité qui rendent compte des réunions d'information tenues avec les pays qui fournissent des contingents et avec les États Membres	Objectif atteint. Il a été rendu compte, dans tous les rapports, des réunions d'information tenues avec les pays fournisseurs de contingents et avec les États Membres	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100

Réalisation escomptée b) : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Respect des délais fixés par le Conseil de sécurité pour la mise en place de nouvelles missions de maintien de la paix ou la modification de missions existantes (en pourcentage)	Objectif atteint. Aucune opération de maintien de la paix n'a été créée durant l'exercice, mais des processus de planification ont été menés à bien ou poursuivis compte tenu des priorités des missions et des délais fixés. Ceux-ci concernaient le retrait de la MINUAD et des ajustements opérés à la MONUSCO et à la MINUSS	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100

Réalisation escomptée c) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	<i>Mesure des résultats</i>	
			<i>2020/21</i>
i) Pourcentage des opérations de maintien de la paix conduites dans un cadre intégré qui disposent d'un cadre stratégique intégré à jour ou d'un cadre équivalent	Objectif atteint. Toutes les opérations de maintien de la paix conduites dans un cadre intégré disposent d'un cadre stratégique intégré ou d'un cadre équivalent	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
ii) Pourcentage d'opérations de maintien de la paix qui respectent les principales étapes définies et prescrites par le Conseil de sécurité dans ses résolutions	Objectif atteint. Toutes les missions ont respecté les principales étapes définies et prescrites par le Conseil de sécurité dans ses résolutions	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100

Produits livrés

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts, et rapports correspondants			
<i>Assemblée générale</i>			
Services fonctionnels pour les réunions			
1. Exposés et consultations sur les problèmes de maintien de la paix, y compris des mises à jour sur l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans toutes les missions de maintien de la paix et en ce qui concerne l'appui à l'AMISOM	3700	3500	94,6
2. Réunions informelles de la Cinquième Commission sur des examens consacrés à certaines opérations de maintien de la paix	11	11	100,0
3. Séances d'information informelles organisées à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix	4	5	125,0
<i>Conseil de sécurité</i>			
Services fonctionnels pour les réunions			
4. Exposés oraux au Conseil de sécurité sur les questions de maintien de la paix	45	51	113,3
5. Notes d'information hebdomadaires au Conseil de sécurité	51	51	100,0
6. Rapports du Secrétaire général sur des questions liées à une mission/un pays en particulier	38	34	89,5
7. Lettres adressées à la présidence du Conseil de sécurité par le Secrétaire général	25	18	72,0
Autres services			
8. Notes consultatives de fond destinées à être utilisées lors des réunions d'information et échanges avec les États Membres et les partenaires du maintien de la paix	120	74	61,7
9. Consultations avec les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police	22	11	50,0
Autres activités de fond			
Missions de bons offices, missions d'établissement des faits et autres missions spéciales			
10. Communications officielles (télégrammes chiffrés) donnant des conseils stratégiques, politiques, opérationnels et relatifs à la gestion des crises	250	153	61,2
11. Réunions des cellules de mission intégrées et des groupements tactiques intégrés visant à dresser le bilan et à examiner les progrès accomplis sur le terrain par les opérations de maintien de la paix	144	79	54,9
12. Examens stratégiques intégrés des opérations de maintien de la paix visant à faire le point et à formuler des recommandations sur les stratégies appliquées, les difficultés rencontrées et les possibilités à saisir en ce qui concerne l'exécution des mandats	3	3	100,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
13. Visites d'évaluation technique intégrée ou ciblée qui contribuent ou aboutissent à l'établissement de rapports visant à offrir des orientations générales aux opérations de maintien de la paix et un appui à l'AMISOM sur les questions de planification et d'exécution des mandats	18	3	16,7
Séminaires			
14. Ateliers sur les stratégies politiques régionales et sous-régionales dans les opérations de maintien de la paix	3	3	100,0
Coopération internationale et coordination et liaison interorganisations			
Autres services			
15. Notes consultatives sur la coopération stratégique ONU-Union africaine pour le maintien de la paix, y compris la mise en place de l'Architecture africaine de paix et de sécurité et la mise en œuvre du Cadre commun Organisation des Nations Unies-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité	5	4	80,0
16. Contribution aux rapports sur le partenariat ONU-Union africaine, en coordination avec le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (BNUUA)	1	1	100,0

Principaux résultats obtenus

26. La structure politique et opérationnelle régionale unique a continué de fournir un appui fonctionnel aux opérations de maintien de la paix ainsi qu'aux organes intergouvernementaux, en dépit des difficultés persistantes posées par la COVID-19. Cela a contribué au succès du retrait de la MINUAD et au bon déroulement des élections présidentielles et législatives en République centrafricaine. La structure a également contribué aux efforts déployés par la MINUSS, la MINUSMA et la MINUSCA pour faire avancer les processus politiques.

27. Le nombre inférieur aux prévisions de notes consultatives destinées aux États Membres et de consultations officielles avec les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police tient au fait que l'on a eu recours plus souvent que prévu à la visioconférence et aux modes de communication électroniques (produits 8 et 9). Le nombre de communications officielles (télégrammes chiffrés) envoyées aux missions (produit 10) ainsi que le nombre de réunions des cellules de mission intégrées (produit 11) ont été inférieurs aux prévisions, le Siège et les missions ayant eu recours plus souvent que prévu aux modes de communication électroniques et les réunions ayant été tenues selon diverses modalités. En raison des restrictions des déplacement liées à la COVID-19, certaines activités ont été reportées, ce qui fait que le nombre de visites d'évaluation menées à l'appui des opérations de maintien de la paix a été plus faible que prévu (produit 13).

3. Bureau des affaires militaires

28. Le Bureau des affaires militaires a collaboré avec les États Membres et les organisations régionales en vue de renforcer l'interopérabilité, l'intégration ainsi que la performance et l'évaluation militaires et de fournir, en temps voulu, aux opérations de maintien de la paix les moyens militaires dont elles ont besoin. La gestion des données, le cadre et les structures de renseignement pour le maintien de la paix et l'utilisation poussée des technologies ont continué de contribuer à assurer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix sur le terrain et à favoriser l'exécution des mandats, notamment dans les domaines de la protection des civils et des femmes et de la paix et de la sécurité, conformément à l'initiative Action pour le maintien de la paix. Le Bureau a organisé des séances d'information formelles et informelles sur tous les aspects militaires des opérations de maintien de la paix, ainsi que sur les effets de la

pandémie de COVID-19. Après avoir été temporairement suspendus de mars à juin 2020, les relèves des contingents et les rapatriements de membres du personnel en tenue ont repris et visaient principalement à garantir la poursuite de l'exécution des mandats, tout en préservant la santé des membres des contingents et en assurant leur sûreté et leur sécurité et en prévenant une éventuelle propagation de la COVID-19 aux populations locales. En ce qui concerne la performance militaire, le Bureau a fait en sorte que des évaluations de la performance soient réalisées pendant la pandémie en élaborant, en coopération avec les États Membres, un concept de visites d'inspection avant déploiement menées à distance, et a établi des critères normalisés pour le personnel militaire déployé dans les missions des Nations Unies, conformément aux documents de politique générale, d'orientation et de formation. Il s'est également efforcé d'établir l'Équipe chargée de l'évaluation de la performance militaire, dont la création avait été approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/293.

29. Le Bureau a analysé et évalué les menaces auxquelles font face les opérations militaires, mis au point des plans militaires, organisé des ateliers régionaux sur l'environnement, les questions de genre et les communications stratégiques et élaboré d'importants documents d'orientation militaire. Il a également collaboré avec les principaux dirigeants militaires des missions afin d'améliorer la performance des composantes militaires en matière de renseignement pour le maintien de la paix, de protection des civils et de lutte contre les engins explosifs improvisés. De plus, il a effectué des évaluations opérationnelles, des visites d'assistance et de consultation et des visites d'inspection avant déploiement renforcées pour vérifier que l'état de préparation des pays fournisseurs de contingents correspondait bien aux déclarations faites par ces derniers, a déterminé quels étaient les besoins en personnel en tenue à moyen et à long termes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et a communiqué cette information aux pays fournisseurs de contingents et a mené des études des capacités militaires et des visites d'inspection dans les missions. Il a également maintenu sa capacité de déployer rapidement un groupe restreint de militaires en provenance du Siège en cas de démarrage d'une mission ou de besoins de renforts.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Pourcentage de résolutions du Conseil de sécurité portant création ou modification d'opérations de maintien de la paix qui tiennent compte des recommandations relatives aux questions militaires	Objectif atteint. Le Conseil de sécurité a tenu compte de 99 % des recommandations relatives aux questions militaires dans 12 de ses résolutions	Objectif	95
		Estimation	95
		Résultats effectifs	99

Réalisation escomptée b) : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Nombre de jours écoulés entre l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité portant création ou remaniement important d'une opération de maintien de la paix et la mise au point des plans militaires relatifs à l'opération concernée	Objectif atteint. Au total, 6 concepts des opérations, états des besoins par unité et plans de renforcement intermissions ont été établis dans un délai de 7 jours, notamment pour la MINUSMA, la MINUSCA, la MONUSCO, l'UNFICYP et la FNUOD	Objectif Estimation Résultats effectifs	7 7 7
ii) Nombre de jours nécessaires à la constitution d'un groupe restreint de militaires prêt à être déployé au quartier général de l'opération concernée, à compter de l'adoption de la résolution ou de la décision correspondante du Conseil de sécurité	Objectif atteint. La capacité de déployer aisément et dans un délai de 15 jours un groupe restreint de militaires en provenance du Siège a été maintenue et a été mise à profit pour envoyer des renforts à la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) aux fins de l'application de la résolution 2570 (2021) du Conseil de sécurité	Objectif Estimation Résultats effectifs	15 15 15
iii) Augmentation du nombre total d'unités militaires et d'unités de police annoncées par les États Membres aux niveaux 1, 2 et 3 et maintenues au niveau d'engagement Déploiement rapide du Système de préparation des moyens de maintien de la paix avec un effectif correspondant au maximum autorisé	22 unités. Au total, 13 unités sont passées au niveau d'engagement Déploiement rapide et 9 ont été déployées dans le cadre du Système de préparation des moyens de maintien de la paix	Objectif Estimation Résultats effectifs	25 25 22

Réalisation escomptée c) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Pourcentage de recommandations relatives à des questions militaires formulées dans les rapports de fin de mission, les bilans de réunions ou d'interventions et les rapports de visite, d'enquête ou d'évaluation qui ont été appliquées	Au total, 88 % des recommandations relatives à des questions militaires ont été appliquées (206 sur 235 recommandations). L'application des 29 recommandations restantes est en cours et devrait être achevée avant le 30 juin 2022	Objectif Estimation Résultats effectifs	100 90 88

Produits livrés

Produits	Produits prévus	Produits livrés	Taux d'exécution
Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts, et rapports correspondants			
<i>Assemblée générale</i>			
Services fonctionnels pour les réunions			
1. Réunions d'information à l'intention des pays fournisseurs de contingents portant sur tous les aspects militaires des opérations de maintien de la paix, y compris le Système de préparation des moyens de maintien de la paix, les conclusions des études des capacités militaires, la performance des contingents, le renseignement militaire pour le maintien de la paix et la sécurité du personnel de maintien de la paix	23	29	126,1
<i>Conseil de sécurité</i>			
Services fonctionnels pour les réunions			
2. Réunions d'information sur les événements nouveaux ou attendus, les situations de crise et les conditions de sécurité et les modifications des mandats de missions de maintien de la paix	30	27	90,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Autres services			
3. Rapports d'analyse stratégique sur les aspects militaires des grands changements opérationnels survenant dans les missions de maintien de la paix ainsi que sur l'évolution de la situation dans les zones de conflit	40	48	120,0
4. Plans militaires ou recommandations stratégiques visant à renforcer les capacités et la performance des missions nouvellement créées ou fortement remaniées	4	6	150,0
5. Rapports d'évaluation de la menace actualisés dans le contexte des opérations militaires des missions de maintien de la paix	13	10	76,9
Autres activités de fond			
Missions de bons offices, missions d'établissement des faits et autres missions spéciales			
6. Rapports sur les missions consultatives et les missions d'évaluation militaire effectuées auprès des pays fournisseurs de contingents afin d'évaluer l'état de préparation opérationnelle des contingents susceptibles d'être déployés dans les opérations de maintien de la paix	6	15	250,0
7. Déploiement d'un groupe restreint de militaires ou d'une équipe d'appui militaire dans les nouvelles missions et les missions en cours pour une période pouvant aller jusqu'à 90 jours	1	0	0,0
Activités ou documentation technique			
8. Rapports d'évaluation stratégique ou rapports de contrôle concernant les composantes militaires des opérations de maintien de la paix	8	4	50,0
9. Rapports d'évaluation des capacités des pays fournisseurs de contingents avant le déploiement	9	13	144,4
10. Rapports sur le déploiement de contingents, d'observateurs et de personnel du Siège, l'accent étant mis sur les mesures en faveur de la parité des sexes	12	12	100,0
11. Rapports sur les visites de la Military and Police Advisers' Community (association des conseillers militaires et conseillers pour les questions de police) dans les missions de maintien de la paix au sujet des questions opérationnelles et des difficultés rencontrées	2	0	0,0
12. Révision des manuels sur l'aviation et le génie à l'usage des unités militaires des Nations Unies et élaboration d'un manuel sur la gestion des munitions	3	3	100,0
Séminaires et conférences			
13. Conférence rassemblant les chefs des composantes militaires des opérations de maintien de la paix	1	1	100,0
14. Formation initiale des officiers supérieurs avant déploiement et présentation d'exposés après leur nomination	12	8	66,7
15. Sessions d'orientation intensives à l'intention des chefs des composantes militaires récemment nommés	2	1	50,0
16. Cours à l'intention des commandants de secteur/chefs d'état-major de la force et des commandants de bataillons d'infanterie	4	3	75,0
17. Atelier à l'intention des conseillers militaires pour les questions de genre	1	1	100,0
18. Cours de formation sur les pelotons de liaison et la parité des sexes à l'intention d'observateurs militaires en Afrique	2	0	0,0
19. Sessions de formation des formateurs avec exercices de postes de commandement aux quartiers généraux des forces	3	1	33,3
20. Cours sur le renseignement militaire pour le maintien de la paix et sessions de formation des formateurs pour le personnel concerné	3	3	100,0
21. Organisation d'ateliers régionaux sur l'élaboration, la révision et la mise en œuvre de nouvelles directives et orientations, notamment celles contenues dans les manuels à l'usage des unités militaires des Nations Unies	3	10	333,3

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Coopération internationale et coordination et liaison interorganisations			
Autres services			
22. Présentations à l'intention des États Membres, des organisations régionales et des équipes des centres régionaux de formation militaire pour les opérations de maintien de la paix visant à améliorer la qualité des contributions au maintien de la paix, à encourager de nouvelles initiatives de maintien de la paix et à avoir des échanges sur les succès remportés et les difficultés à surmonter par les missions actuelles et futures afin d'augmenter l'efficacité et d'améliorer la performance	8	9	112,5
23. Réunions avec l'état-major de l'Union européenne et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, et exercice de simulation avec l'état-major de l'Union européenne	3	3	100,0

Principaux résultats obtenus

30. Au cours de l'exercice, le Bureau des affaires militaires a mis au point des plans militaires stratégiques pour la MINUSMA, la MINUSCA, la MONUSCO, l'UNFICYP et la FNUOD, maintenu sa capacité de déployer rapidement un groupe restreint de militaires en provenance du Siège, mené des activités de sensibilisation auprès des États Membres, qui ont permis à 13 unités de passer au niveau d'engagement Déploiement rapide du Système de préparation des moyens de maintien de la paix, ainsi qu'à neuf autres d'être déployées dans le cadre de ce système à la MINUSMA, à la MINUSCA et à la MONUSCO, réalisé des études des capacités militaires de la MINUSS et participé à l'examen stratégique de la FISNUA. Il s'est également entretenu avec les États Membres et les organisations régionales, au niveau stratégique, pour discuter des succès remportés et des difficultés à surmonter par les missions actuelles et futures, a tenu des séances d'information formelles et informelles avec les pays fournisseurs de contingents et le Comité d'état-major sur tous les aspects militaires des opérations de maintien de la paix et a effectué des visites d'évaluation et de consultation avant le déploiement et avant la relève, ainsi que des visites de vérification du niveau d'engagement Déploiement rapide. Par ailleurs, il a organisé une conférence à laquelle ont participé tous les chefs des composantes militaires et chefs de mission et qui était axée notamment sur les difficultés rencontrées dans le cadre de la pandémie de COVID-19 et sur les mesures prises pour y faire face.

31. Les restrictions des déplacements imposées à l'échelle mondiale en raison de la pandémie ont continué d'avoir une incidence considérable sur le Bureau. Des produits pour lesquels des visites devaient être effectuées dans les missions de maintien de la paix et les centres de formation au maintien de la paix n'ont pas été livrés ou ne l'ont été que partiellement, et de nombreuses visites prévues ont été reportées à l'exercice suivant (produits 11, 15, 16, 18 et 19). Bien qu'il n'y ait pas eu besoin de déployer un groupe restreint de militaires ou une équipe d'appui militaire dans les missions de maintien de la paix au cours de l'exercice considéré (produit 7), des renforts ont été envoyés à la MANUL aux fins de l'application de la résolution [2570 \(2021\)](#) du Conseil de sécurité. Le nombre de rapports d'évaluation des capacités des pays fournisseurs de contingents avant le déploiement a été plus élevé que prévu, en raison des activités de reconfiguration, de renforcement et d'adaptation des composantes militaires menées sur le terrain (produit 9). Dans certains cas, en raison des restrictions des déplacements liées à la COVID-19, il a été nécessaire de livrer un nombre de produits nettement supérieur aux prévisions pour atteindre l'objectif fixé initialement. Par exemple, dans le cadre de la révision des manuels à l'usage des unités militaires des Nations Unies, les séances virtuelles qui ont été organisées en lieu et place des séances en présentiel ont dû être divisées en plusieurs sessions de

quatre à huit heures chacune, réparties sur deux à quatre jours ; il a donc fallu organiser plus de séances virtuelles pour achever les travaux (produit 21).

4. Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité

32. Le Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité a continué de fournir un appui opérationnel et des conseils dans les domaines suivants : police et maintien de l'ordre, justice, affaires pénitentiaires, désarmement, démobilisation et réintégration, réforme du secteur de la sécurité et lutte antimines dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Il a collaboré avec les membres du Conseil de sécurité en ce qui concerne les mandats relatifs à l'état de droit ; mené une campagne auprès des États Membres, des organisations régionales et des partenaires des Nations Unies pour mobiliser des soutiens en faveur de la prise en compte des questions relatives à l'état de droit et à la sécurité ; évalué et recruté des experts et des unités et organisé leur rotation et leur déploiement dans 10 opérations de maintien de la paix ; prêté assistance aux missions en phase de transition, notamment par la planification stratégique, la fourniture d'un appui technique et la mise à disposition des moyens pouvant être rapidement déployés de la Force de police permanente, du Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires, du Corps permanent des spécialistes de la réforme du secteur de la sécurité et du Corps permanent des spécialistes des questions de désarmement, de démobilisation et de réintégration et des moyens d'intervention rapide et d'assistance technique du Service de la lutte antimines. Il a élaboré des documents de politique générale et d'orientation ainsi que des supports de formation, notamment en vue d'atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 et d'y faire face, et coordonné, en sa qualité de coprésident de la Cellule mondiale de coordination des questions relatives à l'état de droit, les activités de planification et d'intervention menées par les partenaires des Nations Unies dans les domaines de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité. En étroite collaboration avec les États Membres, il s'est également attaché à continuer de systématiser et d'uniformiser les processus intégrés d'évaluation, d'inspection et d'appréciation de la performance de la police de la période précédant le déploiement à celle suivant le déploiement.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Nombre de résolutions de l'Assemblée générale reconnaissant le rôle essentiel de l'assistance à la lutte antimines dans les opérations de maintien de la paix	Objectif atteint. L'Assemblée générale a adopté la résolution 75/59 sur la lutte contre la menace que représentent les engins explosifs improvisés	Objectif	1
		Estimation	–
		Résultats effectifs	1
ii) Pourcentage de résolutions du Conseil de sécurité dans lesquelles sont énoncées les activités à mener par le personnel de police et les spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires	Objectif atteint. La totalité – 100 % – des résolutions du Conseil de sécurité concernant les opérations de maintien de la paix dotées d'une composante Police et d'une composante judiciaire et pénitentiaire ont fait référence aux activités à mener dans ces domaines. Au total, 13 résolutions ont fait référence aux activités devant être menées par la police des Nations Unies et 5 aux activités devant l'être par les spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100

iii) Pourcentage de résolutions du Conseil de sécurité portant création ou modification d'opérations de maintien de la paix qui tiennent compte des recommandations du Secrétaire général relatives à la réforme du secteur de la sécurité, au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration, à la lutte contre la violence de proximité, à la lutte antiminines, à la gestion des armes et des munitions et à la neutralisation des engins explosifs improvisés	Objectif atteint. Au total, 15 résolutions du Conseil de sécurité ont fait référence à la lutte antiminines, à la gestion des armes et des munitions et à la neutralisation des engins explosifs improvisés. En tout, 6 résolutions du Conseil de sécurité concernant 4 opérations de maintien de la paix comportaient des dispositions spécifiques relatives au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100

Réalisation escomptée b) : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Nombre de jours écoulés entre l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité relative à la création ou au remaniement d'une opération de maintien de la paix ou à une opération en transition et le déploiement de personnel de police dans l'opération concernée	Objectif atteint. Le personnel de police des Nations Unies a été déployé dans les missions dans un délai de 25 jours, sauf dans les cas où les visas n'ont pas été délivrés à temps ou dans les cas où les restrictions liées à la COVID-19 ont entravé le processus	Objectif	25
		Estimation	25
		Résultats effectifs	25
ii) Nombre de jours écoulés entre l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité relative à la création ou au remaniement d'une opération de maintien de la paix ou à une opération en transition et le déploiement de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires dans l'opération concernée	Objectif atteint. Des membres du Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires ont été déployés dans 4 opérations de maintien de la paix (MINUAD, MINUSCA, MONUSCO et MINUSMA) dans le délai prescrit de 30 jours	Objectif	30
		Estimation	30
		Résultats effectifs	12,7
iii) Nombre de jours écoulés entre l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité relative à la création ou au remaniement d'une opération de maintien de la paix ou à une opération en transition et le déploiement de spécialistes de la lutte antiminines, de la gestion des armes et des munitions, de la neutralisation des engins explosifs improvisés et de la réforme du secteur de la sécurité dans l'opération concernée	Objectif atteint. Le Service de la lutte antiminines a mené 2 missions visant à appuyer la création ou le remaniement d'une opération de maintien de la paix ou une opération en transition (MONUSCO, MINUSMA) dans un délai de 30 jours	Objectif	30
		Estimation	30
		Résultats effectifs	30
iv) Nombre de jours écoulés entre l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité relative à la création ou au remaniement d'une opération de maintien de la paix ou à une opération en transition et le déploiement de spécialistes du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration dans l'opération concernée	Aucune mission n'était concernée	Objectif	30
		Estimation	30
		Résultats effectifs	s.o.

Réalisation escomptée c) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Élaboration ou mise à jour de plans annuels de lutte antiminines, de gestion des armes et des munitions et de neutralisation des engins explosifs improvisés pour 5 opérations de maintien de la paix	Objectif atteint. Des plans annuels de lutte antiminines, de gestion des armes et des munitions et de neutralisation des engins explosifs improvisés ont été élaborés pour 10 opérations de maintien de la paix (MINUSCA, Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), MINUSMA, MONUSCO,	Objectif	5
		Estimation	9
		Résultats effectifs	10

	FISNUA, UNFICYP, MINUAD, FINUL, MINUSS, BANUS)		
ii) Réduction du taux de vacance de postes du personnel de police dans les missions (en pourcentage)	Sur les 9 missions de maintien de la paix dans lesquelles des membres de la police des Nations Unies étaient déployés, 6 avaient un taux de vacance de postes inférieur à 10 %. Les déploiements ont été bloqués dans plusieurs missions en raison de la non-délivrance de visas (FISNUA, MINUSS), de la réduction des capacités d'absorption (MONUSCO) ou de la fermeture de certaines missions ou de changements dans leur cycle de vie (MINUAD, MINURSO)	Objectif Estimation Résultats effectifs	13 13 13
iii) Élaboration de plans de mission intégrés couvrant les interventions dans les domaines de la police, de la justice, de l'administration pénitentiaire, du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, de la lutte contre la violence de proximité, de la réforme du secteur de la sécurité, de la lutte antiminines, de la gestion des armes et des munitions et de la neutralisation des engins explosifs improvisés	Objectif atteint. Il a été fait référence aux activités des composantes s'occupant de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité dans 5 plans de mission intégrés concernant la MINUSCA, la MINUSMA, la MONUSCO, la MINUSS et la FISNUA	Objectif Estimation Résultats effectifs	5 5 5

Produits livrés

Produits	Produits prévus	Produits livrés	Taux d'exécution
Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts, et rapports correspondants			
<i>Assemblée générale</i>			
Services fonctionnels pour les réunions			
1. Exposés présentés aux groupements d'États Membres, aux organes intergouvernementaux, aux groupes d'Amis, aux groupes régionaux et aux institutions spécialisées concernant les possibilités d'améliorer l'exécution des mandats des missions au moyen de la Cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires et de partenariats dans les domaines de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité	34	34	100,0
2. Réunion d'information technique à l'intention des membres du Comité spécial des opérations de maintien de la paix	1	6	600,0
Organisation de réunions d'information sur les opérations de maintien de la paix			
3. Lutte antiminines, y compris la gestion des armes et des munitions et la neutralisation des engins explosifs improvisés	10	13	130,0
4. Personnel de police	34	34	100,0
5. Affaires judiciaires et pénitentiaires	10	10	100,0
6. Désarmement, démobilisation et réintégration et lutte contre la violence de proximité	10	10	100,0
7. Réforme du secteur de la sécurité	10	10	100,0
Documentation destinée aux organes délibérants			
Rapports du Secrétaire général			
8. Contribution à l'élaboration des rapports du Secrétaire général et d'autres documents publiés par le Conseil de sécurité et les organes délibérants au sujet de la police et du rôle que jouent les institutions de police et de maintien de l'ordre, des affaires judiciaires et pénitentiaires, du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration et de la lutte contre la violence de proximité, de la lutte antiminines, de la gestion des armes et des munitions, de la neutralisation des engins explosifs improvisés, et de la réforme du secteur de la sécurité	42	47	111,9

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Autres activités de fond			
9. Campagnes d'information organisées dans le but d'encourager la création d'équipes de police spécialisées, d'enrichir le fichier de hauts responsables de la police et d'augmenter le nombre de femmes présentes dans les unités de police des missions de maintien de la paix, y compris à des postes de direction	3	3	100,0
10. Appui direct aux cours de formation sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration dispensés par le Groupe de la formation intégrée en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration	4	4	100,0
11. Activités de sensibilisation visant à promouvoir les capacités de réforme du secteur de la sécurité pouvant être déployées rapidement, notamment le fichier d'experts de la réforme du secteur de la sécurité	2	2	100,0
12. Missions d'évaluation menées pour apporter une assistance technique aux opérations hors Siège en matière de gestion des armes et des munitions et de réduction de la menace que représentent les engins explosifs improvisés	2	2	100,0
13. Concepts généraux d'opérations et plans établis ou mis à jour à l'intention des composantes Police des opérations de maintien de la paix	5	5	100,0
14. Tenue de séances d'information et présentation d'exposés dans la zone de mission concernant les activités de police des opérations de maintien de la paix, et organisation de missions d'assistance et d'évaluation aux fins de la sélection, du recrutement, du déploiement et de la relève du personnel et de l'inspection du personnel, des unités et du matériel de police	45	45	100,0
15. Notes d'information établies sur les faits nouveaux recensés dans les missions en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration et de lutte contre la violence de proximité	4	4	100,0
16. Étude réalisée sur les enseignements tirés de l'expérience ou note d'orientation établie sur les principaux aspects opérationnels du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration et de la lutte contre la violence de proximité	1	1	100,0
Rapports de fin d'affectation sur l'appui permanent requis, les enseignements tirés de l'expérience et les meilleures pratiques concernant les opérations de maintien de la paix nouvelles, en cours ou en transition, dans les domaines suivants :			
17. Personnel de police	7	7	100,0
18. Affaires judiciaires	3	3	100,0
19. Affaires pénitentiaires	3	3	100,0
Rapports d'examen ou d'évaluation technique ou stratégique établis sur l'exécution des activités ou des mandats des opérations de maintien de la paix, sur les questions suivantes :			
20. Personnel de police	10	10	100,0
21. Désarmement, démobilisation et réintégration et lutte contre la violence de proximité	7	0	0,0
22. Affaires judiciaires	6	3	50,0
23. Affaires pénitentiaires	6	2	33,3
24. Réforme du secteur de la sécurité	4	2	50,0
25. Lutte antimines, gestion des armes et des munitions et réduction de la menace que représentent les engins explosifs improvisés	7	15	214,3
Documents directifs et outils de formation sur les questions suivantes :			
26. Affaires judiciaires et pénitentiaires	2	15	300,0
27. Réforme du secteur de la sécurité	1	2	200,0
28. Personnel de police	4	4	100,0
Séminaires et conférences			
29. Réunion internationale des directeurs de programmes nationaux de lutte antimines et des conseillers de l'ONU	1	1	100,0
30. Conférence des chefs des composantes Lutte antimines	1	1	100,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
31. Séminaire ONU-Union africaine sur les questions de police consacré à la question de la planification des activités de police, l'objectif étant d'accroître le nombre d'unités de police dotées de matériels adéquats et de membres de la police ayant suivi une instruction spécialisée	1	0	0,0
32. Séminaire organisé en collaboration avec des organisations régionales afin de faciliter la conception et l'exécution cohérentes de la réforme du secteur de la sécurité, conformément à la stratégie de l'ONU et à ses mandats en matière de coordination	1	1	100,0
33. Coprésidence des réunions de l'Équipe spéciale interinstitutions pour la réforme du secteur de la sécurité visant à favoriser la cohérence stratégique dans la mise en œuvre des mandats et des programmes communs, conformément à la résolution 2151 (2014) du Conseil de sécurité relative aux notes d'orientation techniques intégrées et aux orientations en matière de réforme du secteur de la défense	6	9	150,0
34. Visioconférences coprésidées, organisées avec le Groupe de travail interinstitutions sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration pour élaborer des orientations et mettre en commun les meilleures pratiques et l'information	4	4	100,0
35. Conférence des chefs des composantes Police	1	1	100,0
36. Formation consacrée à l'application des politiques, conformément au Cadre d'orientation stratégique concernant le rôle de la police dans les opérations internationales de maintien de la paix	1	0	0,0
37. Réunion de spécialistes hors classe du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration et de la lutte contre la violence de proximité	1	1	100,0
Coopération internationale et coordination et liaison interorganisations			
38. Séances d'information organisées à l'intention des États Membres, des institutions spécialisées, des fonds et programmes, des organisations régionales et sous-régionales et des organisations spécialisées, concernant la mise en place de capacités permanentes, la mobilisation de ressources, la division du travail et la constitution de corps de spécialistes et d'unités pouvant être déployées rapidement dans les domaines de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité	5	5	100,0

Principaux résultats obtenus

33. Le Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité a continué de renforcer sa collaboration avec les États Membres, les groupes d'Amis, les organisations régionales et d'autres partenaires clés dans le cadre de rencontres organisées à la fois en présentiel et en ligne en raison de la pandémie de COVID-19. Pendant la pandémie, des efforts ont continué d'être déployés en vue d'établir des documents d'orientation et des supports de formation essentiels pour les missions et les partenaires, comme en témoigne le fait que le nombre de produits connexes qui ont été livrés a été plus élevé que prévu. Le Bureau a activement appuyé la transition de la MINUAD, notamment en instaurant de nouvelles modalités de transition par l'intermédiaire des équipes chargées de la liaison avec les États. Il a également fait de grands progrès pour ce qui est de renforcer la collaboration avec la Banque mondiale aux fins de la réforme du secteur de la sécurité dans des contextes de fragilité, de conflit et de violence. Les partenariats établis avec le réseau plus large de spécialistes de la réforme du secteur de la sécurité ont permis d'instaurer un dialogue plus systématique avec l'Union africaine, notamment au sein du Comité directeur de la réforme du secteur de la sécurité, et avec l'Union européenne sur l'harmonisation des stratégies adoptées en République centrafricaine et au Mali. Grâce à l'action soutenue que le Bureau a menée auprès des États Membres, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2553 (2020) concernant la réforme du secteur de la sécurité, qui a donné un nouvel élan aux efforts déployés à cette fin. Par ailleurs, une action a été menée dans le cadre du Groupe d'Amis pour la réforme du secteur de la

sécurité en vue d'amorcer un dialogue sur les pratiques actuelles et sur les enseignements tirés de l'appui apporté par les Nations Unies à la réforme du secteur de la défense.

34. Avec l'appui de son équipe consultative pour l'atténuation des menaces basée à Entebbe et en collaboration avec le Bureau des affaires militaires, le Service de la lutte antimines a élaboré des orientations, des directives et des programmes de formation visant à ce que les contingents soient mieux préparés à opérer sous la menace des engins explosifs improvisés et à exécuter le mandat de la mission. De plus, les engins explosifs improvisés constituant une nouvelle menace, qui pèse principalement sur le Mali mais aussi sur la République démocratique du Congo et la République centrafricaine, il a procédé à des évaluations de la menace et s'est concerté avec ses partenaires en vue de mettre en œuvre une stratégie de lutte antimines adaptée. L'équipe spéciale des Nations Unies chargée de coordonner une action globale de lutte contre les engins explosifs improvisés, applicable à l'échelle du système, a continué de se réunir régulièrement et a adopté une démarche consultative pour élaborer des directives sur les efforts faits par l'Organisation pour démanteler les réseaux qui emploient des engins explosifs improvisés et pour contribuer à l'examen stratégique indépendant des mesures prises par les opérations de maintien de la paix pour lutter contre ces engins.

35. En raison des restrictions des déplacements liées à la COVID-19, de nombreuses séances d'information, conférences et activités de formation et de nombreux séminaires ont continué d'être organisés en ligne et certaines visites d'examen ou d'évaluation technique des activités menées dans divers domaines, notamment le désarmement, la démobilisation et la réintégration, les affaires judiciaires et les affaires pénitentiaires, ont dû être annulées ou reportées (produits 21, 22, 23, 24, 31 et 36). Néanmoins, le nombre de produits livrés a parfois été plus élevé que prévu. C'est notamment le cas pour les réunions d'information technique organisées à l'intention des États Membres par visioconférence dans chaque domaine thématique et pour les documents directifs et outils de formation sur les affaires judiciaires et pénitentiaires et la réforme du secteur de la sécurité élaborés afin de combler les lacunes recensées (produits 2, 26 et 27). Le nombre supérieur aux prévisions de rapports d'évaluation concernant la lutte antimines et la gestion des armes et des munitions s'explique par le fait que le processus de gestion du changement recommandé par le Comité des commissaires aux comptes a été mis en œuvre (produit 25).

5. Division des politiques, de l'évaluation et de la formation

36. La Division des politiques, de l'évaluation et de la formation a continué d'axer ses efforts sur la mise en œuvre de l'initiative Action pour le maintien de la paix et du plan d'action visant à améliorer la sécurité du personnel de maintien de la paix. Elle a contribué au lancement de la stratégie de mise en œuvre du Secrétaire général « Action pour le maintien de la paix Plus » et de la Stratégie pour la transformation numérique du maintien de la paix des Nations Unies, et élaboré des supports de formation pour répondre aux besoins opérationnels. Elle a notamment établi des notes sur les enseignements tirés de l'expérience et les bonnes pratiques en ce qui concerne les questions relatives aux effets de la pandémie sur le maintien de la paix, à la protection des civils et à la transition en Haïti et au Darfour ; organisé une séance d'information sur la COVID-19 à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix ; apporté un appui aux cinq missions à haut risque et aux États Membres qui y déploient des forces ; apporté un soutien au Département de l'appui opérationnel, notamment en organisant des activités de formation des formateurs, de sorte qu'ils puissent à leur tour dispenser une formation à la gouvernance exécutive aux missions et renforcer les capacités des éléments du Département, ainsi que des cours sur des questions médicales et d'autres activités de fond visant à renforcer les

capacités ; continué de perfectionner et de mettre en œuvre le Système complet de planification et d'évaluation de la performance dans le but d'améliorer l'évaluation de la performance des opérations de maintien de la paix et de renforcer l'exécution des mandats.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Tous les rapports officiels et officieux demandés par le Comité spécial des opérations de maintien de la paix lui sont présentés (en pourcentage)	Objectif atteint. La Division a organisé 23 séances d'information informelles à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, 2 séances d'information formelles sur le cadre intégré de responsabilité et de gestion de la performance dans les missions de maintien de la paix, 3 séances d'information sur les effets que la COVID-19 a sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, 1 séance d'information sur la stratégie relative à l'utilisation des technologies dans les opérations de maintien de la paix et 1 séance d'information sur l'évaluation des menaces et l'utilisation des données pour la protection des civils	Objectif Estimation Résultats effectifs	100 100 100
ii) Le rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité spécial des opérations de maintien de la paix présente un aperçu de toutes les grandes questions de fond concernant les opérations de maintien de la paix (en pourcentage)	Objectif atteint. Le rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (A/75/563) présente un aperçu de toutes les grandes questions de fond	Objectif Estimation Résultats effectifs	100 100 100

Réalisation escomptée b) : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Les unités militaires et les unités de police constituant le premier déploiement d'une opération de maintien de la paix qui vient d'être créée ou à laquelle des changements importants ont été apportés sont sélectionnées et leur état de préparation en vue d'un déploiement rapide est vérifié	Objectif atteint. Au total, 12 unités ont été placées au niveau d'engagement Déploiement rapide du Système de préparation des moyens de maintien de la paix	Objectif Estimation Résultats effectifs	12 12 12
ii) Les normes applicables en matière de formation sont mises à la disposition de tous les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et de toutes les opérations de maintien de la paix dans les 30 jours qui suivent leur approbation (en pourcentage)	Objectif atteint. Au total, 2 cours ont été lancés. Les supports de formation et les normes applicables en la matière ont été mis à la disposition des parties prenantes dans les 30 jours suivant leur approbation sur le site Web créé à cet effet	Objectif Estimation Résultats effectifs	100 100 100

Réalisation escomptée c) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	<i>Mesure des résultats</i>	
			<i>2020/21</i>
i) Les opérations de maintien de la paix qui mettent en œuvre le Système complet d'évaluation de la performance sont soutenues par le Siège qui leur fournit des conseils et des indications techniques et assure la supervision	Objectif atteint. Le Système a été déployé dans 11 opérations de maintien de la paix, dont la MINUAD, qui a achevé son mandat le 31 décembre 2020. La Division a continué de fournir des orientations, des conseils et un appui fonctionnels et techniques en vue de faciliter la gestion du Système complet de planification et d'évaluation de la performance dans les opérations de maintien de la paix et ainsi de favoriser une planification civilo-militaire intégrée et d'améliorer l'exécution des mandats	Objectif	12,7
		Estimation	12
		Résultats effectifs	12,7
ii) Tous les documents directifs, nouveaux ou révisés, relatifs aux opérations de maintien de la paix peuvent être consultés par l'ensemble du personnel de ces opérations dans la base de données interne sur les politiques et pratiques en matière de paix et de sécurité (en pourcentage)	Objectif atteint. Au total, 16 documents directifs, nouveaux ou révisés, relatifs aux opérations de maintien de la paix ont été publiés	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100

Produits livrés

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Documentation destinée aux organes délibérants			
1. Rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité spécial des opérations de maintien de la paix	1	1	100,0
Système complet d'évaluation de la performance			
2. Visites d'appui aux opérations de maintien de la paix aux fins de la mise en exploitation du Système, notamment gestion, supervision et fourniture de conseils techniques	12,7	9	81,8
3. Organisation de stages de formation sur le Système pour 11 opérations de maintien de la paix, le Département des opérations de paix, le Département de l'appui opérationnel et d'autres parties prenantes	2	20	1000,0
4. Élaboration de modules de formation sur le Système à l'intention des responsables des opérations de maintien de la paix et formation initiale	2	2	100,0
5. Élaboration de la plateforme informatique du Système et rattachement de la plateforme aux grands systèmes pertinents utilisés à l'échelle de l'ONU	1	1	100,0
6. Élaboration d'une directive de l'ONU sur le Système complet d'évaluation de la performance sur la base du document directif existant	1	0	0,0
Formation			
7. Sessions de formation de formateurs à l'intention de 48 formateurs sur les opérations de paix venant des États Membres	2	2	100,0
8. Déploiement d'équipes de formation itinérantes chargées de fournir un appui aux instituts des États Membres et aux experts dispensant une formation sur les opérations de paix (nombre d'équipes)	6	4	66,7
9. Validation des programmes de formation préalable au déploiement dispensés par les États Membres au personnel en tenue qu'ils fournissent aux opérations de maintien de la paix	7	7	100,0
10. Élaboration de supports de formation aux opérations de paix de l'ONU	2	2	100,0
11. Appui à l'organisation de cours ciblant les femmes inscrites à l'École des transmissions militaires des Nations Unies	2	0	0,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
12. Appui à l'organisation de cours médicaux pour les formateurs et le personnel fournis par les États Membres aux opérations de paix	5	0	0,0
13. Conception et réalisation d'exercices destinés à renforcer la performance des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police dans les opérations de maintien de la paix	4	4	100,0
14. Stages de formation préalable au déploiement à l'intention de 150 membres du personnel civil des opérations de maintien de la paix	18	16	88,9
15. Atelier à l'intention du personnel des centres de formation au maintien de la paix et des responsables de la formation sur le terrain	1	1	100,0
16. Stages de formation des formateurs des missions de maintien de la paix aux priorités de fond, à la conception de programmes d'apprentissage en ligne et à l'amélioration des compétences, et visites visant à renforcer la formation dans les missions	7	7	100,0
17. Stages de formation à l'intention des entités basées à Entebbe	4	2	50,0
18. Stages de formation à la direction des missions à l'intention de 26 membres du personnel civil et en tenue	2	0	0,0
19. Stages de formation des cadres aux fonctions de direction à l'intention de 26 nouveaux hauts responsables de missions	2	2	100,0
20. Nouveau programme de formation des cadres des missions à l'administration et à la gestion des ressources à l'intention de 24 administrateurs de missions et d'autres entités soutenues par le Département de l'appui opérationnel	1	1	100,0
21. Programme de perfectionnement à l'intention de 16 hauts responsables des opérations de paix	1	1	100,0
22. Sessions d'orientation intensives à l'intention des chefs des composantes militaires	2	1	50,0
23. Document d'orientation ou document normatif en matière de conception, d'exécution et d'évaluation des programmes de formation	1	1	100,0
24. Réalisation d'une évaluation ou analyse des besoins de formation à l'appui des opérations de paix	1	1	100,0
25. Appui aux États Membres aux fins de la création d'organismes de formation au maintien de la paix et de la conception et de l'organisation d'activités de formation aux missions à l'intention du personnel en tenue	6	6	100,0
Autres services			
26. Séances d'information à l'intention des États Membres sur des questions thématiques transversales, les partenariats, l'élaboration des politiques, l'exécution des activités et les nouvelles questions d'ordre stratégique en rapport avec les opérations de paix et de maintien de la paix	7	4	57,1
27. Séances d'information à l'intention du Conseil de sécurité ou du Comité d'état-major ou du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix, portant sur des questions thématiques transversales, l'élaboration des politiques, l'exécution des activités et les nouvelles questions d'ordre stratégique en rapport avec les opérations de paix et de maintien de la paix	4	3	75,0
28. Séances d'information à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix sur des questions thématiques transversales, l'élaboration des politiques, l'exécution des activités et les nouvelles questions d'ordre stratégique en rapport avec les opérations de paix et de maintien de la paix	10	30	300,0
29. Exposés introductifs prononcés par le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, le Secrétaire général adjoint à l'appui opérationnel et la Secrétaire générale adjointe chargée du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité au cours des débats de la Quatrième Commission et du Comité spécial des opérations de maintien de la paix	2	2	100,0
30. Organisation d'un stage de formation régional sur le mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur les violations graves commises contre des enfants en situation de conflit armé à l'intention des équipes spéciales de pays (surveillance et information), en coordination avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le	1	0	0,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé			
Autres activités de fond			
Missions de bons offices, missions d'établissement des faits et autres missions spéciales			
31. Appui aux missions de haut niveau et missions techniques du Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé dans les opérations de maintien de la paix	2	0	0,0
Activités ou documentation technique			
32. Rapports sur les enseignements tirés de l'expérience dans les opérations de paix et de maintien de la paix, axés sur les grandes orientations, la réforme et les problèmes opérationnels au regard des priorités du Département	6	7	116,7
33. Bulletins d'information électroniques à l'intention des opérations de maintien de la paix, portant sur les nouvelles directives et les nouveaux rapports relatifs à la gestion des connaissances	12	12	100,0
34. Enquête sur les besoins transversaux ou nouveaux en matière de connaissances dans les opérations de paix	1	1	100,0
35. Élaboration, révision, mise en application ou lancement de documents d'orientation technique portant notamment sur des questions transversales relatives au maintien de la paix telles que les affaires civiles, la protection des civils, la protection de l'enfance, la violence sexuelle liée aux conflits et les partenariats	3	7	233,3
36. Rapports techniques sur l'élaboration et l'application de directives dans les opérations de paix et de maintien de la paix, en ce qui concerne notamment les affaires civiles, la protection des civils, la protection de l'enfance, la violence sexuelle liée aux conflits et les partenariats	4	6	150,0
37. Documents d'analyse et exposés sur les nouvelles difficultés transversales rencontrées dans les opérations de paix et de maintien de la paix	1	1	100,0
Séminaires			
38. Ateliers à l'intention des conseillers et coordonnateurs spécialisés des missions aux fins du partage des connaissances et de la formation sur les questions transversales relatives au maintien de la paix	3	3	100,0
Coopération internationale et coordination et liaison interorganisations			
39. Exposés à l'intention d'organismes nationaux et régionaux de formation au maintien de la paix, de centres de réflexion et d'instituts spécialisés dans les politiques relatives au maintien de la paix, portant sur des questions thématiques transversales, l'élaboration des politiques, l'exécution des activités et les nouvelles questions stratégiques en rapport avec les opérations de paix et de maintien de la paix	7	2	28,6
40. Séances d'information à l'intention des institutions financières internationales, des organisations internationales et régionales et des organisations non gouvernementales, portant sur les partenariats en matière de maintien de la paix et des questions connexes	7	1	14,3
41. Exposés à l'intention des experts techniques détachés par les États Membres, les organisations régionales et les partenaires, portant sur les directives, la formation et les orientations nouvelles ou actualisées concernant des questions thématiques transversales telles que les affaires civiles, la protection des civils, la protection de l'enfance, la violence sexuelle liée aux conflits et les partenariats	5	12	240,0
42. Fourniture d'un appui technique au Groupe technique de référence du mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur les violations graves commises contre des enfants en situation de conflit armé, en coordination avec l'UNICEF et le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés	12	10	83,3
43. Élaboration et lancement des directives du commandant de la force et du chef de la police sur la protection de l'enfance destinées aux opérations de maintien de la paix ayant un mandat de protection de l'enfance	2	1	50,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
44. Rapports actualisés sur les moyens nécessaires aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies	4	4	100,0
45. Fourniture d'un appui technique aux organisations régionales et aux États Membres aux fins de l'élaboration d'orientations, de directives et de supports de formation sur les nouvelles questions stratégiques en rapport avec les opérations de paix et de maintien de la paix	1	3	300,0

Principaux résultats obtenus

37. En dépit des difficultés persistantes, la Cellule stratégique de constitution des forces et de planification des moyens a atteint son objectif de placer 12 unités militaires ou unités de police au niveau d'engagement Déploiement rapide, renforçant ainsi la capacité de l'Organisation de répondre rapidement aux besoins nouveaux ou imprévus des opérations de maintien de la paix. À ce jour, le Système complet de planification et d'évaluation de la performance a été déployé dans 11 missions, dont la MINUAD, qui a achevé son mandat le 31 décembre 2020. Il sera déployé dans les deux opérations de maintien de la paix restantes au cours de l'exercice 2021/22. Les missions de maintien de la paix indiquent que le Système contribue à améliorer l'exécution des mandats de diverses manières, notamment en facilitant la planification conjointe et intégrée entre les composantes militaire et civile et la composante Police, et qu'il leur permet de suivre, à l'aide de données et d'analyses, les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs clés. Dans chaque mission, le Système sert de base à des évaluations régulières de la performance de l'ensemble de la mission qui mettent l'accent sur l'incidence et l'efficacité de l'action menée ; les conclusions de ces évaluations permettent aux missions de renforcer les opérations, de faire en sorte que les décisions stratégiques soient davantage fondées sur des données probantes et d'améliorer les activités d'établissement des rapports, de communication et de sensibilisation.

38. La Division n'ayant pas pu livrer les produits consistant à organiser des événements et des activités de formation en présentiel (produits 11, 12, 17, 18, 22, 30, 31, 39, 40 et 43) en raison des restrictions des déplacements liées à la COVID-19, elle s'est attachée en lieu et place à élaborer des orientations techniques et à présenter des exposés destinés aux experts techniques détachés par les États Membres, les organisations régionales et les partenaires. L'élaboration de supports de formation a été axée sur le renseignement militaire pour le maintien de la paix, la logistique opérationnelle, les bataillons d'infanterie et la mise en place du dispositif de formation de la police des Nations Unies. Dans certains cas, les activités de formation qui devaient se tenir en personne ont été remplacées par des séances de formation en ligne et le nombre de séances a été plus élevé que prévu (produit 3).

B. Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine

39. Le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine s'est employé à consolider le partenariat stratégique noué entre l'ONU et l'Union africaine au titre du Cadre commun Organisation des Nations Unies-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité. À ce titre, l'ONU et l'Union africaine ont entrepris des initiatives conjointes ou coordonnées, notamment des missions sur le terrain, des examens et des évaluations ainsi que des consultations et des activités de planification concernant les missions. Elles ont également fait des exposés conjoints au Conseil de sécurité et au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Ces activités ont contribué à faire avancer les processus politiques en République centrafricaine, en Somalie, au Soudan et au Soudan du Sud, entre autres. Le Bureau

a par ailleurs aidé l'Union africaine à renforcer et exploiter ses capacités de médiation, et à mettre en place l'Architecture africaine de paix et de sécurité, qu'il a rendu opérationnelle en appuyant la réalisation des cinq objectifs prioritaires fixés dans la Feuille de route de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (2016-2020) en matière de prévention des conflits, d'intervention dans ces situations et de lutte contre leurs causes profondes.

40. Face à la pandémie de COVID-19, le Bureau a adopté un plan de continuité des activités prévoyant le travail à distance ; l'Union africaine a fait de même. Le Bureau et l'Union africaine ont tenu fréquemment des réunions techniques de haut niveau, comme la quatorzième réunion consultative conjointe annuelle et le cinquième séminaire conjoint entre le Conseil de sécurité et le Conseil de paix et de sécurité, la quatrième conférence annuelle entre le Secrétaire général et le Président de la Commission de l'Union africaine, la dix-neuvième réunion de l'Équipe spéciale conjointe Organisation des Nations Unies-Union africaine chargée des questions de paix et de sécurité, la quatorzième réunion entre homologues chargés des questions de maintien de la paix à l'ONU et à l'Union africaine et des réunions d'analyse prospective. Ces réunions ont permis d'apporter un appui aux activités conjointes d'alerte rapide et de prévention des conflits et de renforcer l'appui et la collaboration en matière de maintien de la paix, ainsi que l'élaboration des politiques. De 2020 à 2022, l'Union africaine a connu une période de transition et de changement, en particulier la Commission, qui a été restructurée. L'ONU et l'Union africaine demeurent résolues à travailler ensemble pour préserver et consolider les acquis et relever les défis les plus pressants du continent.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Meilleure coordination et harmonisation de l'action de l'ONU et de celle de l'Union africaine concernant les principales questions liées à la paix et à la sécurité en Afrique (nombre de télégrammes chiffrés portant sur des questions de fond)	16 télégrammes chiffrés ont fourni rapidement des rapports réguliers sur des questions clés liées au partenariat entre l'ONU et l'Union africaine et à de grandes manifestations de l'Union africaine	Objectif	45
		Estimation	45
		Résultats effectifs	16
ii) Mise en place de mécanismes de consultation entre le Secrétariat de l'ONU et la Commission de l'Union Africaine et entre le Conseil de sécurité de l'ONU et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (nombre de mécanismes)	Objectif atteint. Les mécanismes de consultation ont continué de fonctionner malgré les restrictions liées à la pandémie de COVID-19, notamment : a) La réunion consultative annuelle conjointe du Conseil de sécurité de l'ONU et du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine b) Les réunions de coordination mensuelles entre le Président du Conseil de sécurité de l'ONU et le Président du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine c) La réunion consultative annuelle entre la Commission de consolidation de la paix et le Conseil de paix et de sécurité d) La réunion annuelle entre le Secrétaire général de l'ONU et le Président de la Commission de l'Union africaine	Objectif	7
		Estimation	12
		Résultats effectifs	7

	e) Les réunions de l'Équipe spéciale conjointe Organisation des Nations Unies-Union africaine chargée des questions de paix et de sécurité		
	f) La réunion consultative annuelle ONU-Union africaine sur la prévention et la gestion des conflits (entre homologues)		
	g) Les réunions du groupe thématique de la paix et de la sécurité de l'Union africaine (réunions d'analyse prospective)		
iii) Mise en place de mécanismes de coordination avec 2 groupes clés (institutions spécialisées des Nations Unies et partenaires de l'Union africaine) afin d'assurer la coordination et la cohérence de l'appui fourni à l'Union africaine sur le plan opérationnel et sur celui du renforcement des capacités dans les domaines liés au maintien de la paix (nombre de mécanismes)	Objectif atteint. Le Bureau a continué de participer aux réunions des coalitions thématiques axées sur les possibilités à exploiter en matière de paix, de sécurité et de respect des droits humains et du Groupe des partenaires de l'Union africaine, afin d'assurer la coordination et la cohérence du soutien à l'Union africaine	Objectif Estimation Résultats effectifs	2 2 2
iv) Réalisation des objectifs convenus pour l'exercice en ce qui concerne le Cadre commun Organisation des Nations Unies-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité (en pourcentage)	Objectif atteint. Outre les télégrammes chiffrés, le Bureau a élaboré le rapport du Secrétaire général sur le renforcement du partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine sur les questions de paix et de sécurité en Afrique, et notamment sur les activités du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (S/2020/860)	Objectif Estimation Résultats effectifs	100 100 100

Réalisation escomptée b) : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Les cinq priorités stratégiques de l'Architecture africaine de paix et de sécurité continuent d'être soutenues tant sur le plan opérationnel que dans le renforcement des capacités de l'Union africaine (nombre de priorités)	Objectif atteint. Les réalisations relatives aux cinq priorités stratégiques sont les suivantes : a) Appui aux initiatives de l'Union africaine visant à renforcer l'état de préparation opérationnelle de la Force africaine prépositionnée et poursuite de l'application du Plan de travail stratégique de Maputo (2016-2020) pour la Force prépositionnée b) Poursuite de l'appui logistique et en matière de planification à l'Union africaine dans le cadre de son déploiement en République centrafricaine c) Appui à l'entrée en activité du Centre de coordination des mouvements à l'échelle du continent de l'Union africaine d) Participation à la réunion du Conseil d'administration du Fonds pour la paix de l'Union africaine et fourniture d'un appui et de conseils techniques au Conseil e) Lancement de discussions avec l'Union africaine et le Siège de l'ONU sur la revitalisation des travaux relatifs au financement des opérations africaines de soutien à la paix	Objectif Estimation Résultats effectifs	5 7 7
ii) Un appui a été fourni à la Force africaine prépositionnée en application du plan de travail quinquennal de Maputo (2016-2020) (en pourcentage)	Objectif atteint. Les réalisations relatives aux cinq priorités stratégiques sont les suivantes : a) Élaboration du règlement de la Division des opérations d'appui à la paix de l'Union africaine et appui aux discussions en cours sur la mise en	Objectif Estimation Résultats effectifs	100 100 100

place du cadre juridique de l'Union africaine et des communautés économiques régionales et mécanismes régionaux concernant l'utilisation de la Force africaine prépositionnée

b) Appui à la gestion des crises et conflits fourni à la Force africaine prépositionnée, notamment appui au renforcement des capacités de la police de l'Union africaine et à la constitution des forces

c) Facilitation du partenariat entre le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés et l'Union africaine

d) Participation à des ateliers virtuels de coordination et de renforcement des capacités afin d'élargir la liste du personnel civil de la Force africaine prépositionnée

e) Fourniture continue d'un appui et de conseils en vue de la pleine mise en service de la Base logistique continentale de l'Union africaine

f) Appui à l'Union africaine pour qu'elle améliore ses capacités en matière de chaîne d'approvisionnement et d'achat par la formation et le partage des connaissances

g) Appui à l'Union africaine et au Département de l'appui opérationnel concernant les modalités d'entreposage à la Base d'appui d'Entebbe de certains types de matériel donnés à l'Union africaine

h) Appui à l'Union africaine dans le processus de négociation de l'entreposage par les communautés économiques régionales et les mécanismes régionaux du matériel donné à l'Union africaine

i) Facilitation de l'établissement d'accords entre le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, le Département de l'appui opérationnel, la Base de soutien logistique de Brindisi et les organismes des Nations Unies concernant la capacité de transport stratégique à l'appui des opérations de soutien à la paix de l'Union africaine

j) Appui à l'Union africaine pour l'amélioration du commandement, du contrôle, des systèmes de communication et d'information ainsi que des moyens médicaux de la Force africaine prépositionnée

k) Appui à l'Union africaine et à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest pour la conception et l'organisation de cours de base destinés aux civils figurant sur la liste de la Force africaine prépositionnée

l) Appui à l'Union africaine pour l'élaboration d'une directive sur la formation de la Force africaine prépositionnée

iii) Fonctionnement intégral et transition réussie de toutes les opérations de paix menées actuellement par l'Union africaine, dans les limites de leur mandat (en pourcentage)	4 des 5 opérations de soutien à la paix de l'Union africaine sont restées pleinement opérationnelles malgré la pandémie de COVID-19. Les mesures prises dans ce domaine sont les suivantes :	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	80

	a) Appui au renforcement des capacités de l'Union africaine et suivi de la situation dans les zones opérationnelles respectives de l'AMISOM, de la Force multinationale mixte, de la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel et de la Mission d'observation de l'Union africaine en République centrafricaine		
	b) Appui à la réalisation d'évaluations des besoins en formation et à la conception et à la mise en place de modules de formation pour les observateurs militaires de l'Union africaine en République centrafricaine		
	c) Aide à l'élaboration de concepts d'opérations et de concepts logistiques pour la mission d'observation militaire de l'Union africaine en République centrafricaine et appui aux visites d'inspection avant déploiement dans les pays fournisseurs de personnel de police		
	d) Aide à l'Union africaine, aux communautés économiques régionales et mécanismes régionaux et aux États membres concernant l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives liées à la lutte contre les mines, les engins explosifs improvisés et la prolifération des armes légères et de petit calibre, et concernant le stockage et la gestion des munitions		
	e) Contribution aux efforts déployés actuellement par l'Union africaine pour mettre au point un système de gestion de la sécurité pour la sûreté et la sécurité de son personnel civil et à ses opérations de soutien à la paix en cours		
	f) Coordination avec l'Union africaine et le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie et la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie pour l'administration du vaccin contre la COVID-19 aux contingents de l'AMISOM		
iv) Le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine aide l'Union africaine et l'AMISOM à élaborer des concepts d'opération révisés (nombre de concepts d'opérations)	L'évaluation des concepts d'opérations n'a pas été achevée en raison de retards dus aux conditions opérationnelles sur le terrain. Cependant, l'évaluation du matériel et de l'état des besoins par unité a commencé	Objectif Estimation Résultats effectifs	1 1 0

Produits livrés

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts et rapports correspondants			
<i>Conseil de sécurité</i>			
Services fonctionnels pour les réunions			
1. Réunion consultative annuelle conjointe du Conseil de sécurité de l'ONU et du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine	1	1	100,0
Documentation destinée aux organes délibérants			
Rapports du Secrétaire général			
2. Le partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine et les activités du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine	1	1	100,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
3. Paix et sécurité en Afrique	1	2	200,0
Autres activités de fond			
Missions de bons offices, missions d'établissement des faits et autres missions spéciales			
4. Renforcement des capacités régionales de planification et d'appui de la Force africaine prépositionnée par des missions d'évaluation conjointe sur le terrain, des missions d'évaluation des opérations sur le terrain, des sessions de travail, des ateliers/séminaires, des vidéoconférences et des réunions	28	8	28,6
Activités ou documentation technique			
5. Rapports annuels sur les progrès accomplis dans le cadre de l'Architecture africaine de paix et de sécurité	5	5	100,0
6. Contributions à l'établissement de rapports du Secrétaire général sur diverses questions relatives à la paix et à la sécurité en Afrique, dont la Somalie, le bassin du lac Tchad et le Sahel	5	4	80,0
7. Politiques ou directives élaborées à l'appui des mécanismes de paix et de sécurité de l'Union africaine	19	10	53,0
8. Rapports mensuels sur la coopération entre l'ONU et l'Union africaine	12	11	91,7
9. Rapports hebdomadaires sur les faits nouveaux survenus dans les opérations de paix de l'Union africaine	50	44	88,0
10. Télégrammes chiffrés ou notes d'information sur les sommets de l'Union africaine, les séances de son Conseil de paix et de sécurité et d'autres réunions de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, comportant notamment des analyses relatives à des opérations de paix stratégiques	45	16	35,6
11. Publications visant à informer un large public des activités menées par le Bureau à l'appui de l'Union africaine dans le cadre de partenariat entre l'ONU et l'Union africaine	4	57	1425,0
Ateliers, conférences et séminaires			
12. Participation à des ateliers, conférences et séminaires sur la paix et la sécurité en Afrique	30	64	213,3
Réunions			
13. Participation aux réunions du Groupe des partenaires de l'Union africaine qui sont organisées	10	5	50,0
Missions conjointes avec l'Union africaine			
14. Participation aux évaluations et aux missions d'évaluation conjointe ONU-Union africaine	21	3	14,3
Coopération internationale et coordination et liaison interorganisations			
Autres services			
15. Participation du Secrétaire général et de la Vice-Secrétaire générale à un sommet de l'Union africaine chacun	2	0	0,0
16. Réunions de l'Équipe spéciale conjointe Organisation des Nations Unies-Union africaine chargée des questions de paix et de sécurité	2	1	50,0
17. Conférence annuelle ONU-Union africaine avec la présence du Président de la Commission de l'Union africaine et du Secrétaire général de l'ONU	1	1	100,0
18. Exposés présentés au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine sur des questions relatives à la paix et à la sécurité	18	33	183,3
19. Réunions conjointes d'examen des progrès accomplis aux fins de l'application du Cadre commun Organisation des Nations Unies-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité	1	1	100,0

Principaux résultats obtenus

41. Le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine a aidé l'AMISOM à déployer des capacités supplémentaires grâce au nouvel accord entre l'ONU et l'Union africaine, et à vacciner ses contingents. Il a joué un rôle clé dans l'amélioration de la liste des civils de la Force africaine prépositionnée et de sa stratégie de déploiement du matériel, ainsi que dans la mise en place du Centre de coordination des mouvements à l'échelle du continent et des plans de transport stratégique. Sur les 5 opérations de soutien à la paix de l'Union africaine, 4 sont restées pleinement opérationnelles malgré la pandémie de COVID-19. Davantage a été fait pour renforcer la constitution des forces de la force de l'Union africaine, notamment en ce qui concerne le personnel de police. En outre, le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine a aidé à renforcer la capacité de la Division des opérations d'appui à la paix de l'Union africaine à élaborer et à finaliser des politiques liées au maintien de l'ordre dans les opérations de soutien à la paix de l'Union africaine, ainsi qu'au renforcement de la coordination avec les États membres dans les domaines de la lutte contre les mines et de la gestion des armes et des munitions.

42. Les restrictions aux déplacements liées à la COVID-19 ont entraîné une réduction du nombre de missions conjointes (produits 4, 7, 13 et 14) et une augmentation du nombre d'ateliers et de séminaires virtuels (produit 12). Les sommets de l'Union africaine se sont tenus virtuellement, sans invités extérieurs (produit 15). En raison du nombre réduit de réunions stratégiques ainsi que des annulations et des reports, il y a eu moins de télégrammes chiffrés et de notes d'information (produit 10). Dans le même temps, le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine a lancé des circulaires hebdomadaires, qui ont donné à l'Union africaine des informations sur les réunions et les décisions du Conseil de sécurité sur les questions africaines (produit 11).

C. Département de l'appui opérationnel

43. Le Département de l'appui opérationnel a continué de fournir ses services au Secrétariat partout dans le monde, y compris à toutes les opérations de maintien de la paix, et d'appliquer en interne de nouvelles procédures, méthodes ou compétences et de mener des activités de formation afin d'améliorer la prestation de services. La pandémie de COVID-19 a continué à poser des défis uniques aux activités de l'Organisation. Cependant, le Département a fait fond sur ses compétences et ses capacités et rapidement adapté ses méthodes de travail pour fournir tout l'appui logistique nécessaire à ses entités clientes, leur permettant ainsi de rester et d'accomplir leur mandat.

44. Preuve de sa résilience, la chaîne d'approvisionnement intégrée a permis l'envoi rapide sur le terrain de moyens aériens et de matériel médical essentiels dont le déploiement n'avait pas été prévu. Le respect des normes liées à la COVID-19 a été évalué dans les hôpitaux desservant les missions, des séances d'information ont été organisées sous la forme de webinaires à l'intention du personnel de santé des Nations Unies, et des programmes d'orientation médicale et technique sur les menaces liées aux maladies infectieuses et la riposte à la pandémie de COVID-19 ont été élaborés et mis en œuvre. Une étude de l'incidence de la pandémie sur la chaîne d'approvisionnement a également été réalisée afin que les missions puissent anticiper la commande de biens et de services et la reconstitution des stocks.

45. En outre, grâce au mécanisme d'évacuation sanitaire des malades de la COVID-19 mis en place à l'échelle du système des Nations Unies, il a été possible de garantir que le personnel des Nations Unies ou personnel affilié recevrait les soins nécessaires en cas de maladie grave de la COVID-19, ce qui a permis aux organismes

des Nations Unies et aux soldats de la paix de rester sur le terrain et de continuer à fournir des services. Début 2021, une équipe spéciale chargée des vaccins contre la COVID-19 a été créée à l'échelle du système, sous l'égide du Département. Elle coordonne le programme de vaccination contre la COVID-19 pour l'ensemble du personnel des Nations Unies ou personnel affilié dans le monde, s'appuyant sur les dispositifs de vaccination nationaux, le cas échéant. Le programme concerne à la fois les membres du personnel en tenue et le personnel des organisations non gouvernementales internationales. En outre, le Département a constitué un groupe d'amis des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police chargée de trouver une méthode pragmatique, cohérente et commune pour la vaccination des contingents et du personnel de police.

46. Plusieurs initiatives ont également été prises pour améliorer l'appui logistique à l'échelle mondiale, notamment la publication d'un nouveau manuel des achats et d'une version mise à jour du manuel des opérations aériennes. En outre, grâce à l'amélioration et la simplification des méthodes de recrutement et de gestion prévisionnelle des besoins en personnel, entre autres, et la fourniture de conseils pertinents dans ce domaine, les entités clientes, y compris les missions de maintien de la paix, ont pu exercer leurs délégations de pouvoirs le plus efficacement possible.

1. Bureau du Secrétaire général adjoint

47. Le Bureau du Secrétaire général adjoint a continué d'accompagner la réalisation d'initiatives clés en matière de gestion stratégique, telles que le recours à des méthodes d'innovation pour améliorer le fonctionnement, l'élaboration d'un cours de formation en ligne sur la commission d'enquête et le lancement de la phase deux de la stratégie environnementale pour les opérations de paix (2017-2023). Le Bureau a également dirigé et coordonné le dispositif d'évacuation sanitaire des Nations Unies pour la COVID-19, en veillant à ce que le personnel des Nations Unies ou personnel affilié, y compris les missions de maintien de la paix, puissent rester sur le terrain et poursuivre leur action.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Organisation des exposés et séances d'information prévus à l'intention de l'Assemblée générale, des organes délibérants, du Conseil de sécurité, des organisations régionales et des autres parties prenantes (en pourcentage)	82 %. Moins de réunions avec les organes législatifs ont été organisées pour des raisons liées à la pandémie	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	82
ii) Application dans les délais fixés de toutes les recommandations essentielles relatives à l'appui aux opérations de maintien de la paix formulées par le Bureau des services de contrôle interne (en pourcentage)	Objectif atteint. Application dans les délais fixés de toutes les recommandations essentielles relatives à l'appui aux opérations de maintien de la paix formulées par le Bureau des services de contrôle interne	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100

Réalisation escomptée b) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Examen et traitement de tous les rapports des commissions d'enquête dans les 10 jours suivant leur réception et communication de ces rapports aux parties prenantes compétentes au moyen du dispositif de suivi des commissions (en pourcentage)	Objectif atteint. Tous les rapports des commissions d'enquête ont été examinés et traités en temps utile	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
ii) Disponibilité d'orientations relatives à l'application de la stratégie environnementale dans toutes les opérations de maintien de la paix (en pourcentage)	Objectif atteint. La deuxième phase de la stratégie environnementale pour les opérations de paix (2017-2023) a été publiée et communiquée à toutes les missions	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100

Produits livrés

Produits	Produits prévus	Produits livrés	Taux d'exécution
Services fournis aux organes intergouvernementaux et organes d'experts, y compris l'établissement de rapports			
Services fonctionnels pour les réunions			
1. Réunions d'information sur les priorités, les opérations et les résultats en matière d'appui aux missions à l'intention de l'Assemblée générale et de ses organes délibérants subsidiaires, du Conseil de sécurité et des organisations régionales	44	36	81,8
Autres services			
2. Visites auprès des États Membres pour débattre des priorités, des opérations et des résultats en matière d'appui aux missions	5	1	20,0
3. Exposés sur les priorités, les opérations et les résultats en matière d'appui aux missions dans le cadre de conférences, de séminaires et d'autres débats publics	5	5	100,0
Services d'appui administratif			
Gestion d'ensemble			
4. Réunions du Comité des clients de services de gestion	6	9	150,0
5. Consultations avec les chefs de mission au sujet des priorités, des opérations et des résultats en matière d'appui aux missions dans le cadre de l'exécution de leur mandat et de leurs programmes	28	34	121,4
6. Consultations avec les chefs et les directeurs de l'appui aux missions afin d'appuyer leur action	18	20	111,1
7. Visites sur le terrain en vue d'apporter aux responsables des missions un appui concernant les priorités, les opérations et les résultats en matière d'appui dans le cadre de l'exécution de leur mandat et de leurs programmes	5	2	40,0
Performance et analytique			
8. Examens des résultats et des priorités en matière d'appui opérationnel avec l'équipe de direction du Département de l'appui opérationnel	15	16	106,7
9. Initiative de renforcement du cadre de résultats en matière d'appui opérationnel qui fixe des orientations concernant la gestion de l'appui opérationnel à l'intention des missions de maintien de la paix sur la base de ce cadre	1	0	0,0
10. Maintenance de la plateforme de communication destinée à faciliter le contrôle des résultats opérationnels et la prise des décisions y relatives	1	1	100,0
11. Orientations sur le recours à des méthodes d'innovation dans les projets d'amélioration du Département de l'appui opérationnel	3	3	100,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Communications			
12. Maintenance du site Web consacré aux priorités, aux opérations et aux résultats en matière d'appui aux missions	1	1	100,0
13. Supports de communication, notamment des bilans actualisés de l'appui aux missions	4	22	550,0
Activités de contrôle			
14. États récapitulatifs des suites données aux rapports des organes de contrôle de l'ONU	60	92	153,3
15. Réponses faisant le point de la suite donnée aux recommandations formulées par les organes de contrôle de l'ONU	400	244	61,0
16. Réunions de commissions d'enquête du Siège organisées pour examiner des faits graves survenus dans les missions	3	1	33,3
17. Établissement d'un inventaire des risques et d'un plan de traitement des risques	1	1	100,0
18. Rapports publiés par les organes de contrôle de l'ONU enregistrés et téléchargés sur les plateformes pertinentes	60	92	153,3
19. Recommandations des organes de contrôle enregistrées dans les systèmes de suivi pertinents et auxquelles une suite a été donnée	400	244	61,0
20. Recommandations des commissions d'enquête enregistrées dans les systèmes de suivi pertinents et auxquelles il a été donné suite	400	196	49,0
21. Examens des procédures des commissions d'enquête réalisés dans des missions	2	0	0,0
22. Formation destinée aux responsables de la coordination des activités de contrôle au sein du Département de l'appui opérationnel	1	0	0,0
23. Formation destinée aux commissions d'enquête et aux juristes dans les missions	1	0	0,0
24. Examen des procédures de coordination des activités de contrôle réalisé dans un centre de services	1	0	0,0
25. Rapports sur la suite donnée aux recommandations formulées par les organes de contrôle de l'ONU	4	4	100,0
26. Rapports sur l'état de la mise en œuvre du plan de traitement des risques	2	0	0,0
Environnement			
27. Visites sur le terrain effectuées dans le but de fournir des conseils stratégiques aux équipes dirigeantes et au personnel d'appui aux missions sur la mise en œuvre de la stratégie environnementale	2	0	0,0
28. Maintenance de la plateforme de gestion de la performance et des risques environnementaux	1	1	100,0

Principaux résultats obtenus

48. Le Bureau du Secrétaire général adjoint a continué d'améliorer les résultats en réalisant trois projets d'innovation au Département de l'appui opérationnel afin : a) de simplifier et d'améliorer les méthodes de recrutement ; b) de réduire la durée de la procédure de déploiement des membres du personnel en tenue ; et c) de tirer parti des technologies de l'information pour améliorer le partage des connaissances et l'innovation. Bien que la COVID-19 ait continué de restreindre les déplacements, y compris les visites sur le terrain, ce qui a eu une incidence sur les produits 2, 7, 21, 23, 24 et 27, les technologies disponibles ont été pleinement utilisées pour fournir un appui et une assistance technique à distance, dans la mesure du possible. Des supports de communication supplémentaires ont été mis en place pour couvrir les besoins urgents et émergents (produit 13). En outre, le Bureau, en partenariat avec le Service du renforcement des capacités et de la formation opérationnelle, a élaboré un cours de formation en ligne sur les commissions d'enquête. En ce qui concerne les activités de contrôle, les produits 14 et 18 ont été plus élevés que prévu en raison de l'augmentation du nombre de rapports publiés par les organes de contrôle,

contrairement aux produits 15 et 19, qui ont pâti de la diminution du nombre de recommandations émises par les organes de contrôle. De même, le produit 20 a été inférieur aux prévisions en raison du nombre moins élevé de recommandations émises par les commissions d'enquête. La formation des responsables de la coordination des activités de contrôle au Département de l'appui opérationnel n'a pas été achevée en raison de nouvelles priorités. Certaines activités prévues dans le plan de traitement et de gestion des risques ont été achevées, tandis que la date butoir d'autres activités a été revue à la suite de consultations internes (produits 22 et 26).

49. Le Bureau a publié la deuxième phase de la stratégie environnementale pour les opérations de paix (2017-2023), en maintenant l'accent sur les missions sur le terrain. Cette phase porte essentiellement sur les énergies renouvelables et le renforcement de l'empreinte positive des missions dans les populations d'accueil. Les missions ont bénéficié en permanence d'une assistance technique et d'un appui à la coordination pour améliorer leur gestion de l'environnement. Leur performance dans ce domaine s'est sans cesse améliorée au cours de l'année écoulée ; elles ont, notamment, toute éliminé le risque majeur lié aux eaux usées. Une plateforme en ligne de résultats de la planification des mesures environnementales a été mise en place, facilitant considérablement la communication et l'analyse des données environnementales recueillies dans le cadre de la gestion des risques et des résultats liés à l'environnement.

50. Grâce au dispositif d'évacuation sanitaire des Nations Unies pour la COVID-19, le personnel des Nations Unies et le personnel affilié, notamment des missions de maintien de la paix, ont pu rester sur le terrain et accomplir leur mission, un accès rapide au dispositif leur étant garanti si nécessaire. Au cours de la période considérée, 259 évacuations sanitaires ont pu être organisées grâce à la mise en place de centres régionaux à Accra, à Nairobi, au Koweït et au Costa Rica, de même que l'accès à plusieurs sites de traitement ponctuel où tout membre du personnel ou d'un partenaire gravement malade de la COVID-19 et remplissant les conditions requises pourrait bénéficier de soins adéquats.

2. Bureau des opérations d'appui

51. Le Bureau des opérations d'appui a continué d'orienter ses entités clientes en matière de ressources humaines en simplifiant les méthodes dans ce domaine pour l'ensemble des entités du Secrétariat ; en concevant, mettant en place et dispensant une formation du personnel et un renforcement des capacités dans différents domaines ; et prenant des mesures critiques et rapides liées ou non à la pandémie dans les domaines des soins médicaux et de la santé et de la sécurité au travail.

52. La Division de l'administration des ressources humaines a dû faire face à une augmentation des besoins des entités clientes, qui voulaient avoir rapidement des conseils dans le domaine des ressources humaines, des directives évolutives et une communication approfondie sur l'application des politiques dans le contexte exceptionnel de la pandémie de COVID-19. Depuis le début de l'année 2020, la Division a traité rapidement plus de 1 450 demandes de conseil portant sur la gestion des ressources humaine en temps de COVID-19 émanant d'entités clientes. Jusqu'à la fin août 2020, ces questions ont constitué l'essentiel des requêtes, le délai de réponse moyen étant inférieur à trois jours ouvrables.

53. La Division a continué de rationaliser et simplifier la gestion des ressources humaines dans l'ensemble du Secrétariat afin de permettre aux entités clientes d'exercer efficacement leurs délégations de pouvoirs. Le recrutement, l'entrée en fonctions et la gestion prévisionnelle des besoins en personnel a été grandement améliorée. Le Service du renforcement des capacités et de la formation opérationnelle a fait de grands progrès dans la conception, l'élaboration et la fourniture de

formations du personnel et de renforcement des capacités. En outre, il a collaboré à un certain nombre d'activités de formation et de renforcement des capacités, telles que le programme de formation renforcée pour l'appui opérationnel de haut niveau, la formation approfondie du personnel des missions et l'évaluation des besoins en formation, grâce à son partenariat avec le Département des opérations de paix. Malgré les restrictions en matière de voyage liées à la COVID-19, le Service a continué d'exécuter le programme de gouvernance, qu'il a remplacé par une version virtuelle pour trois missions qui le lui demandaient.

54. L'apparition de la pandémie de COVID-19 a fondamentalement modifié les activités quotidiennes de la Division de la gestion des soins et de la sécurité et de la santé au travail. Face aux demandes provenant de partout dans l'Organisation, la Division s'est attachée à la lutte contre la pandémie, mettant l'accent sur la santé et la sécurité du personnel des Nations Unies, en particulier sur le terrain. Elle a pris de nouvelles responsabilités et fourni une assistance technique à l'ensemble de l'Organisation, tout en maintenant ses attributions critiques habituelles, comme la gestion des vérifications d'aptitude médicale, du congé de maladie, des évacuations sanitaires, des demandes d'indemnisation et des demandes d'indemnisation pour invalidité. La Division a joué un rôle de premier plan dans la lutte institutionnelle contre la pandémie de COVID-19 au niveau mondial, dans le domaine des soins médicaux et de la santé et de la sécurité au travail, en collaborant avec le Réseau des Directeurs des services médicaux des entités des Nations Unies pour élaborer et diffuser des directives techniques sur la COVID-19 et en faisant des contributions techniques aux travaux de l'Équipe spéciale des Nations Unies pour les évacuations sanitaires liées à la COVID-19, de l'Équipe spéciale chargée de la première ligne de maîtrise des risques et de l'Équipe spéciale chargée des vaccins contre la COVID-19.

55. Pour contribuer au maintien d'un mode de vie sain et au bien-être du personnel des Nations Unies pendant les restrictions liées à la pandémie, la Division a augmenté le nombre de sessions de formation à la résilience destinées au personnel dans les lieux d'affectation hors siège. Du fait des restrictions aux déplacements liées à la COVID-19, la Division a été amenée à innover pour accomplir certaines tâches. Les évaluations de la conformité des établissements de soins ont été plus nombreuses que prévu, grâce à des « visites virtuelles » permettant d'évaluer l'état de préparation à la pandémie des établissements médicaux sur le terrain. Une série de webinaires a été organisée pour s'assurer que le personnel de santé des Nations Unies était à jour concernant les connaissances médicales sur les soins liés à la pandémie, qui évoluaient rapidement. Afin d'aider les responsables dans tous les lieux d'affectation, un ensemble complet de systèmes de données a été développé pour la surveillance et l'évaluation des menaces liées à la COVID-19. La Division a également créé un portail en ligne pour la déclaration confidentielle des vaccinations et des résultats des tests liés à la COVID-19, ainsi qu'une application permettant d'afficher les certificats numériques de vaccination contre la COVID-19.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Contribution à la stabilisation du délai moyen de recrutement à partir de fichiers de candidats (nombre de jours civils entre la publication d'un avis de vacance et la sélection d'un(e) candidat(e), P-3 à D-1 et FS-4 à FS-7)	Le délai de recrutement moyen a été de 101 jours civils, ce qui est nettement supérieur à l'objectif, mais reste dans les limites de l'objectif de 120 jours fixé par l'Assemblée générale. Cet indicateur représente les recrutements effectués directement par les missions touchées par la pandémie de COVID-19	Objectif	78
		Estimation	76
		Résultats effectifs	101
ii) Contribution à la stabilisation du délai moyen de recrutement par voie d'avis de vacance spécifiques (nombre de jours civils entre la publication d'un avis de vacance et la sélection d'un(e) candidat(e), P-3 à D-1 et FS-4 à FS-7)	Le délai de recrutement moyen a été de 346 jours civils, ce qui est nettement supérieur à l'objectif de 120 jours fixé par l'Assemblée générale. Cet indicateur représente les recrutements effectués directement par les missions. La pandémie mondiale et l'environnement de bureau virtuel ont affecté le recrutement dans les missions	Objectif	120
		Estimation	120
		Résultats effectifs	346
iii) Augmentation de 3 % du nombre de femmes figurant sur les listes de candidates et candidats présélectionnés par les organes centraux de contrôle pour le personnel des missions (en pourcentage)	Les femmes représentaient 33 % du nombre total des vérifications effectuées par la Division de l'administration des ressources humaines et le Département de l'appui opérationnel de listes de candidates et candidats présélectionnés associées à des avis de vacance de poste génériques. La constitution de listes de réserve dans des catégories professionnelles telles que la logistique, la chaîne d'approvisionnement et les systèmes et technologies de gestion de l'information ont attiré beaucoup moins de candidatures féminines que les catégories professionnelles dans le domaine de la politique, de la paix et de la sécurité, qui représentaient 80 % des avis de vacance de poste génériques dans les périodes précédentes	Objectif	39
		Estimation	39
		Résultats effectifs	33

Réalisation escomptée b) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Taux moyen de satisfaction de la clientèle de 75 % en ce qui concerne la prestation de conseils et de services dans le domaine des ressources humaines (en pourcentage)	Objectif atteint. 93 % des personnes ayant répondu à l'enquête se sont déclarées satisfaites	Objectif	75
		Estimation	75
		Résultats effectifs	93
ii) Mise en œuvre de programmes intégrés de renforcement des capacités opérationnelles visant à combler les lacunes dans cinq domaines fonctionnels (ressources humaines, finances, achats, soutien médical et compétences opérationnelles) (en pourcentage)	Objectif atteint. La formation a été conçue, élaborée et dispensée dans 5 domaines fonctionnels, ainsi que des cours de langue, y compris des sujets et des contenus approfondis sur le portail Knowledge Gateway	Objectif	100
		Estimation	s.o.
		Résultats effectifs	100
iii) Respect des normes des Nations Unies concernant la qualité des soins de santé et la sécurité des patients dans tous les établissements de santé des opérations de maintien de la paix (en pourcentage)	Objectif atteint. Une formation a été dispensée aux commandants d'hôpitaux et la conformité de 21 établissements de soins de missions a été vérifiée de manière virtuelle	Objectif	80
		Estimation	80
		Résultats effectifs	80

iv) Réduction du nombre moyen de jours de congé de maladie dans les opérations de maintien de la paix	Objectif atteint. La COVID-19 a peut-être eu un effet sur l'indicateur en raison : a) de l'augmentation temporaire des droits à congé de maladie non certifié ; et b) du report des consultations ou des traitements médicaux ou des consultations virtuelles	Objectif	6,7
		Estimation	6,0
		Résultats effectifs	5,9
v) Traitement, dans un délai de 1 an, des demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques en attente	Les 389 demandes reçues ont été traitées. Le nombre de demandes a été plus faible que prévu	Objectif	500
		Estimation	400
		Résultats effectifs	389

Produits livrés

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Services d'appui administratif			
Services d'appui et de conseil opérationnels fournis notamment par le Groupe du personnel non fonctionnaire			
1. Rapports sur les demandes de services présentées par les entités clientes qui souhaitent que soient recensés les domaines dans lesquels les capacités doivent être encore renforcées, les politiques doivent être revues ou les processus métier liés à la gestion des ressources humaines doivent être réaménagés	2	2	100,0
2. Demandes de conseils présentées par des entités clientes de l'ensemble du Secrétariat concernant l'application des politiques et l'exercice des pouvoirs délégués, y compris la liaison avec le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité dans les domaines où les politiques doivent être éclaircies et un appui doit être apporté par la direction en ce qui concerne la prévention et le règlement des affaires traitées dans le cadre des systèmes formel et informel d'administration de la justice auxquelles il est donné suite	700	753	107,6
3. Guides des procédures et recueils d'orientations élaborés dans les domaines relatifs aux nouvelles délégations de pouvoirs et aux nouvelles politiques ou dans les domaines dans lesquels des lacunes en matière de capacités ont été recensées	6	14	233,3
4. Services d'appui opérationnel fournis, sur demande, aux opérations de maintien de la paix afin d'améliorer leur offre de services	4	14	350,0
5. Visites effectuées dans les missions en vue de fournir des conseils et un appui technique sur place, notamment en ce qui concerne la gestion prévisionnelle des besoins en personnel, les stratégies de recrutement, l'examen des effectifs et les changements institutionnels, de répondre aux besoins du personnel des missions, de favoriser la gestion du personnel recruté sur les plans local et international au vu des changements de procédures, des examens des effectifs et de la réduction des effectifs, et de renforcer les moyens d'action du personnel d'encadrement grâce à une délégation de pouvoirs accrue, à des mécanismes d'application du principe de responsabilité transparents et à un cadre d'action favorable	2	0	0,0
6. Étude réalisée à l'échelle du Secrétariat des modalités liées au personnel n'ayant pas le statut de fonctionnaire prévoyant une analyse des données et des lacunes, la formulation de recommandations et la fourniture d'orientations concernant l'emploi de ce type de personnel	1	1	100,0
7. Élaboration et mise en place d'instructions permanentes sur l'entrée en fonctions	1	1	100,0
8. Enquête sur le taux de satisfaction des clients quant aux conseils et aux services fournis dans le domaine des ressources humaines	1	1	100,0
9. Nombre de composantes du maintien de la paix, dont le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie, le Centre de services mondial et le Centre de services régional d'Entebbe, qui bénéficient d'un appui en matière de gestion des ressources humaines	14	14	100,0
Services du recrutement et des affectations			
10. Nouveaux candidats inscrits sur les listes de 23 familles d'emploi par les organes centraux de contrôle pour le personnel des missions, dans le cadre d'un calendrier annuel pour les avis de vacance de poste génériques établi sur la base d'une analyse des effectifs faisant défaut	800	494	61,8

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
11. Cas dans lesquels une assistance (modes d'emploi et autres outils) est fournie aux missions en vue de la mise en œuvre du système de gestion des aptitudes Inspira	9	16	177,0
12. Contributions à la conception, à la mise à l'essai, à la mise en œuvre et à la communication des changements apportés au système de gestion des aptitudes Inspira pour répondre aux besoins des opérations de maintien de la paix et, en particulier, pour accélérer et faciliter le recrutement	30	50	166,0
13. Révision des directives concernant la gestion prévisionnelle des besoins en personnel	1	1	100,0
14. Orientations sur la structuration organisationnelle et la dotation en effectifs fournies dans le cadre de la planification des nouvelles entités ou des entités en transition	3	2	66,7
Services du renforcement des capacités et de la formation opérationnelle			
15. Mise en place d'un pôle de connaissances opérationnelles où l'on trouvera un appui, des directives, des normes et des pratiques optimales	1	1	100,0
16. Cours sur la gouvernance exécutive et la gestion des ressources organisés à l'intention des équipes de direction de l'ONU	6	4	66,7
17. Programmes mixtes de formation en ligne : programme Umoja de certification des partenaires ressources humaines (10), achats (10), soutien médical (soins primaires, femmes, santé mentale et professionnelle) (10) et finances (10) (nombre de cours de formation)	40	37	92,5
18. Gestion d'un programme d'accréditation financière destiné aux opérations de maintien de la paix	1	1	100,0
19. Élaboration, à l'intention du personnel des opérations de maintien de la paix, d'un programme actualisé et élargi devant remplacer le Programme de formation des cadres des missions à l'administration et à la gestion des ressources	1	0	0,0
20. Appui à un programme d'amélioration continue visant à rationaliser et à harmoniser les modalités de fonctionnement tout en assurant leur conformité avec les politiques de l'ONU et le dispositif de délégation des pouvoirs (nombre de projets qui bénéficient d'un appui)	4	6	150,0
21. Cours de langue mixtes organisés en anglais et en français à l'intention du personnel des missions de maintien de la paix	4	6	150,0
Sécurité et santé au travail et services de santé			
22. Activités d'audit menées dans les opérations sur le terrain en vue de maintenir et d'améliorer la qualité des soins dispensés aux patients et, ainsi, d'assurer la gestion des soins de santé dans les dispensaires des Nations Unies (nombre d'audits)	14	14	100,0
23. Réunions annuelles des chefs des services médicaux et des infirmiers et infirmières en chef	2	0	0,0
24. Inspections d'installations médicales de missions : 3 évaluations des risques sanitaires et 1 rapport sur les centres régionaux d'évacuation sanitaire liés à des missions de maintien de la paix	4	25	625,0
25. Opérations sur le terrain dans lesquelles sont menées des activités de suivi, d'audit et de conseil concernant les cas de congé de maladie de longue durée	14	14	100,0
26. Opérations sur le terrain dans lesquelles sont menées des activités de suivi et d'audit concernant les vérifications d'aptitude médicale	14	14	100,0
27. Consultations médicales préalables au déploiement, séances d'information et campagnes de vaccination organisées à l'intention du personnel des Nations Unies se rendant sur le terrain	800	169	21,1
28. Opérations sur le terrain dans lesquelles sont menées des activités de suivi et d'audit concernant les attestations de congé de maladie	14	14	100,0
29. Opérations sur le terrain dans lesquelles sont menées des activités de suivi et d'audit concernant les évacuations sanitaires secondaires	14	14	100,0
30. Consultations et séances de suivi psychologiques	125	93	74,4
31. Sessions de formation médicale continue organisées à l'intention du personnel médical sur le terrain via WebEx	14	55	393,0
32. Ateliers de formation et cours en ligne sur le renforcement de la résilience organisés à l'intention du personnel des missions et du personnel appelé à travailler dans des missions	25	40	160,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
33. Opérations de maintien de la paix dont le respect des politiques et des directives relatives à la sécurité sur le terrain fait l'objet d'un examen ou d'une évaluation	14	14	100,0
34. Stage de formation à la sécurité sur le terrain organisé à l'intention du personnel de toutes les opérations de maintien de la paix	1	0	0,0
35. Compte rendu d'incident annuel concernant toutes les opérations de maintien de la paix	1	0	0,0
36. Membres du personnel médical déployés dans des missions par des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police qui ont une accréditation leur permettant de travailler dans les hôpitaux de niveau II et III	1 920	2 401	125,1
37. Programmes conçus et élaborés afin de prévenir et de maîtriser les risques élevés que présentent les agents infectieux, notamment le VIH, pour le personnel des Nations Unies	3	10	333,0
38. Programmes concernant la santé au travail conçus à l'intention du personnel des Nations Unies et portant notamment sur la prévention et la gestion des maladies non transmissibles	3	7	233,3
Demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques			
39. Demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques émanant du personnel militaire de maintien de la paix qui sont examinées	500	389	77,8

Principaux résultats obtenus

56. Pour les produits 2 à 4, la Division de l'administration des ressources humaines a continué de fournir divers types d'appui consultatif aux services de ressources humaines. Parmi les principaux résultats obtenus on peut citer le lancement de la fonctionnalité d'offre en ligne et la finalisation d'une étude sur l'utilisation des capacités hors personnel. Ce succès a conduit à la mise en place d'un réseau pilote de programmes de stages à distance. Des améliorations majeures ont été apportées aux procédures concernant la déclaration annuelle présentée au titre des charges de famille, l'examen annuel des états de présence, la délivrance de lettres de nomination et la mise en place d'une nouvelle fonctionnalité pour la prime de danger. On avait également recommandé de moderniser les formulaires et les documents des ressources humaines, afin d'amener l'Organisation à abandonner le papier pour une plus grande utilisation des progiciels de gestion intégrés. Le produit 3 a été plus élevé en raison d'une augmentation des nouvelles questions nécessitant que la formulation d'orientations liées à la lutte contre la COVID-19. Le taux d'exécution plus élevé du produit 4 est dû aux séances d'information sur le renforcement des capacités en matière de gestion de la performance, organisées à l'intention des services de ressources humaines, qui ont occasionné des demandes supplémentaires de renforcement des capacités et d'appui logistique. Pour le produit 5, la Force intérimaire des Nations Unies au Liban et la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, dont les effectifs étaient en cours de réexamen, ont bénéficié d'un appui virtuel. Pour le produit 10, en raison des restrictions en matière de voyage liées à la COVID-19, les panels d'experts et la sélection des postes génériques ont été menés virtuellement. Seuls 494 nouveaux candidats ont été approuvés par les organes centraux de contrôle pour le personnel des missions, principalement en raison de l'allongement de la durée moyenne des entretiens. Pour les produits 11 et 12, la Division a publié de nouveaux guides et vidéos d'instruction. Une douzaine de modifications ont été apportées au manuel de sélection du personnel et une série d'ateliers et de consultations brèves ont été organisés. En outre, des contributions ont été recueillies au moyen de la plateforme dédiée aux recruteurs, WeRecruit, et divers ateliers de formation ont été organisés. La plupart des manifestations ont eu lieu virtuellement du fait de la COVID-19, ce qui a permis d'accroître la participation et de recueillir des informations utiles. Pour les produits 5, 13 et 14, la Division a continué d'intégrer la gestion prévisionnelle des besoins en personnel et publié le

guide connexe, fait l'inventaire des structures organisationnelles et diffusé la boîte à outils pour l'examen des effectifs afin d'accompagner les entités dans ce domaine.

57. Dans le Service du renforcement des capacités et de la formation opérationnelle, il y a eu moins de formations en raison des restrictions en matière de voyage, qui ont entravé les activités de formation en présentiel (produits 16 et 17). Les difficultés rencontrées pour obtenir un contenu complet et actualisé ont retardé l'exécution du programme de formation renforcée pour l'appui opérationnel de haut niveau (produit 19). Toutefois, le portail Knowledge Gateway a reçu 181 682 visites de 15 482 membres du personnel du système des Nations Unies. Le nombre de thèmes d'orientation sur l'appui administratif et opérationnel a augmenté de 89 %, le nombre de documents d'orientation ajoutés à la plateforme, de 144 % et le nombre de communautés de pratique disponibles sur la passerelle, de 57 % au cours de la période considérée.

58. En raison des restrictions en matière de voyage liées à la COVID-19, la Division de la gestion des soins et de la sécurité et de la santé au travail a évalué de manière virtuelle 21 hôpitaux militaires de campagne et un centre d'évacuation régional à Nairobi afin de vérifier qu'ils étaient conformes à la liste de contrôle rapide de l'état de préparation des hôpitaux mise au point par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour la COVID-19. En outre, la Division a effectué des visites virtuelles des quartiers des contingents et des cliniques civiles et militaires de niveau I dans six opérations sur le terrain, ce qui a aidé les missions à se préparer à la COVID-19 et à la contenir. Elle a également mis au point un système de surveillance des données liées à la COVID-19 pour le suivi des maladies et une application de suivi et de contrôle concernant la COVID-19. Pour le produit 36, la charge de travail liée à l'accréditation des références médicales a augmenté, 2 401 membres du personnel médical étant déployés dans des établissements de santé de niveau I à III dans les missions. Les réunions et ateliers en personne (produits 23 et 34) ayant été annulés ou reportés en raison des restrictions en matière de voyage liées à la COVID-19, la Division a augmenté le nombre et la portée des formations en ligne au titre du produit 31. De même, il y a eu moins de consultations médicales préalables au déploiement (produit 27), car il y a eu moins de nouveaux membres du personnel déployés sur le terrain. Pour maintenir un mode de vie sain pendant la pandémie, la Division a établi les produits 32 et 38. Au titre du produit 37, elle a conçu et mis en place 10 programmes visant à prévenir et à maîtriser les risques liés aux dangers infectieux, en partie pour faire face à la pandémie. L'objectif relatif aux séances de conseil en matière de santé mentale (produit 30) a été affecté par la pandémie de deux manières : premièrement, le conseil lié au congé de maladie n'a pas été inclus et deuxièmement, la Division s'est efforcée de toucher un plus grand nombre de personnes par des activités de groupes virtuelles (produit 32), réduisant ainsi le produit 30 tout en augmentant le produit 32. Le rapport annuel sur les incidents liés à la sécurité au travail (produit 35) a été reporté en raison de retards liés à la pandémie. Enfin, le nombre de demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques examinées (produit 39) a été plus faible que prévu car le nombre de cas reçus a été plus faible.

3. Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement

59. Grâce à sa chaîne d'approvisionnement intégrée de bout en bout, le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement a continué d'assurer la livraison au moment voulu et à l'endroit voulu des biens et des services requis. Ce cadre a encore été amélioré pour fournir des capacités de prévision à long terme au moyen des outils Umoja de planification de la chaîne d'approvisionnement, qui permettent d'évaluer les besoins futurs et de prendre des décisions en connaissance de cause. L'application de stratégies de gestion par catégorie, qui garantissent une démarche concertée par la mise en commun de compétences techniques et commerciales pour des solutions

d'approvisionnement optimales, est en bonne voie. À ce jour, le Bureau a mis en place 21 stratégies de gestion par catégorie et devrait finaliser les 19 autres d'ici à juin 2022. La Division de l'appui au personnel en tenue a consolidé les fonctions de remboursement et de gestion des mémorandum d'accord. Elle a continué de certifier les remboursements pour le personnel en tenue et le matériel appartenant aux contingents déployés sur le terrain dans des unités constituées et de diriger la négociation et la signature de mémorandum d'accord avec les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police.

60. Pour faire face à la pandémie de COVID-19, le Bureau a pris contact sans attendre avec les missions et d'autres clients afin de relever rapidement et efficacement les défis. Une étude de l'incidence de la pandémie sur la chaîne d'approvisionnement a été réalisée en vue d'orienter les missions en ce qui concerne la commande anticipée de biens et de services et la reconstitution des stocks, de façon à atténuer les effets éventuels de la fermeture de l'espace aérien et des frontières. Grâce à une collaboration intense entre les services de logistique et d'achats d'une part et la Base de soutien logistique de Brindisi et d'autres parties prenantes d'autre part, le Bureau a réussi à se procurer et à livrer le matériel et les fournitures médicaux nécessaires pour faire face à la pandémie. Centraliser les activités d'achats a beaucoup contribué à répondre aux besoins des missions en temps voulu et à moindre coût. Le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement a également présidé l'Équipe spéciale chargée de la première ligne de maîtrise des risques et dirigé le programme de vaccination contre la COVID-19 mis en œuvre à l'échelle du système des Nations Unies. Dans le cadre de ce programme, des vaccins approuvés par l'OMS sont achetés et distribués aux équipes de pays des Nations Unies dans les pays où les programmes nationaux ne prennent pas en compte le personnel des Nations Unies. Le Bureau a également réuni un groupe d'amis informel composé d'un groupe d'États Membres afin d'informer et de montrer la voie à suivre en matière de vaccination du personnel en tenue. Ce groupe a suggéré des principes directeurs couvrant les vaccins autorisés, la vaccination sur le site des opérations et la vaccination avant le déploiement.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Examen et traitement des demandes de remboursement du matériel appartenant aux contingents dans les 3 mois suivant la fin du trimestre concerné (nombre de mois)	Objectif atteint. En moyenne, les demandes ont été traitées dans les 90 jours suivant la réception des rapports d'inspection trimestriels complets	Objectif	3
		Estimation	3
		Résultats effectifs	3
ii) Présentation dans les délais de rapports d'inspection trimestriels basés sur l'inspection physique de l'ensemble du matériel majeur et du matériel de soutien logistique autonome ; un délai de grâce de 15 jours est accordé pour tenir compte des facteurs extrinsèques (nombre de jours)	Objectif atteint. Les rapports d'inspection ont été soumis par les missions concernées dans les 30 jours suivant la fin du trimestre	Objectif	30
		Estimation	30
		Résultats effectifs	30

Réalisation escomptée b) : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Mobilisation et déploiement, dans les 90 jours suivant la création de missions par le Conseil de sécurité, du matériel et des moyens logistiques nécessaires pour faciliter le travail des équipes de démarrage et les premiers déploiements de contingents et de personnel de police (nombre de jours)	Aucune nouvelle mission de maintien de la paix n'a été créée	Objectif	90
		Estimation	90
		Résultats effectifs	s.o.
ii) Achèvement de tous les accords négociés en ce qui concerne les contingents et le personnel de police à fournir pour atteindre le niveau d'engagement Déploiement rapide du Système de préparation des moyens de maintien de la paix (en pourcentage)	Objectif atteint. Tous les accords négociés ont été finalisés	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
iii) Fourniture de conseils et d'un appui technique aux pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police en ce qui concerne la préparation et l'expédition, par l'ONU ou dans le cadre d'une lettre d'attribution, du matériel appartenant à ces derniers, y compris les marchandises dangereuses (en pourcentage)	Objectif atteint. La Section du contrôle des mouvements a fourni des conseils par écrit et une assistance technique à tous les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100

Réalisation escomptée c) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Traitement des demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité dans les 90 jours suivant la soumission des dossiers (taux d'observation)	Objectif atteint. 95 % des demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité, à l'exclusion des cas de troubles post-traumatiques, ont été traitées dans les 90 jours suivant la réception des dossiers complets	Objectif	95
		Estimation	95
		Résultats effectifs	95
ii) Approbation et signature, par les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, des mémorandums d'accord concernant les contingents déployés dans des missions nouvellement créées, en expansion ou en cours, dans les 90 jours suivant le déploiement (nombre de jours)	Objectif atteint. Tous les mémorandums d'accord concernant les contingents déployés ont été transmis pour approbation et signature dans les 90 jours suivant le déploiement	Objectif	90
		Estimation	90
		Résultats effectifs	90
iii) Application des directives concernant les parcs de véhicules légers de transport de passagers dans les opérations de maintien de la paix en cours (en pourcentage)	À la suite de la mise en œuvre de la réforme de la gestion, le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement a cessé de contrôler le taux de conformité, les missions ayant une délégation de pouvoir. Le Bureau fournit des orientations sur le plafond indicatif des actifs	Objectif	95
		Estimation	s.o.
		Résultats effectifs	s.o.
iv) Fourniture de rations alimentaires pour 100 % des troupes déployées dans le cadre de missions de maintien de la paix	Objectif atteint. Toutes les troupes déployées dans 11 missions de maintien de la paix, y compris le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie, ont reçu des rations	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
v) Mise en œuvre, par les entités, de l'initiative de gestion de la chaîne d'approvisionnement, conformément au plan détaillé établi à cette fin (en pourcentage)	Objectif atteint. Les structures des missions ont été alignées dans le cadre de la chaîne d'approvisionnement intégrée	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100

vi) Délai moyen d'examen des demandes de délégation de pouvoirs pour les achats locaux (nombre de jours)	En raison de l'impact de la pandémie de COVID-19 et du fait que le Siège doit fournir un soutien supplémentaire, le délai moyen de traitement a été de 7 jours	Objectif	3
		Estimation	5
		Résultats effectifs	7
vii) Délai moyen de présentation au Comité des marchés du Siège des dossiers dont sont saisis les comités locaux des marchés ou des dossiers concernant les biens et services stratégiques (nombre de jours)	À la suite de la mise en œuvre de la réforme de la gestion et du dispositif révisé de délégation des pouvoirs, la présentation de ces dossiers a été décentralisée. Les entités soumettent leurs dossiers directement au Comité des marchés du Siège (Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité), sans que le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement (Département de l'appui opérationnel) n'intervienne	Objectif	16
		Estimation	s.o.
		Résultats effectifs	s.o.
viii) Réponse rapide aux demandes présentées par les missions en vue d'effectuer des vols spéciaux ou stratégiques en dehors de la zone de mission (nombre d'heures)	Objectif atteint. Toutes les demandes ont été traitées dans les 48 heures. Les demandes de vol d'urgence ont été traitées dans un délai de 6 heures ou moins	Objectif	48
		Estimation	48
		Résultats effectifs	48
ix) Nombre de demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques examinées et traitées dans un délai d'un an	375 dossiers. L'examen et le traitement des demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques sont déterminés par les dossiers présentés par les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police	Objectif	500
		Estimation	250
		Résultats effectifs	375

Produits livrés

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts, et rapports correspondants			
1. Mise à jour du Manuel relatif au matériel appartenant aux contingents à la lumière des décisions adoptées par le Groupe de travail de 2020 sur le matériel appartenant aux contingents et les organes délibérants	1	1	100,0
Services d'appui administratif			
Appui au personnel en tenue			
2. Demandes de remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents et aux unités de police déployés dans les missions traitées chaque trimestre	2 800	2 702	96,5
3. Remboursements au titre du personnel (contingents et unités de police déployés dans les missions) dont le montant est calculé chaque trimestre	1 400	1 788	127,7
4. Remboursements traités au titre des lettres d'attribution	300	481	160,3
5. Demandes d'indemnités en cas de décès ou d'invalidité de membres du personnel en tenue déployés dans les missions évaluées et traitées	250	212	84,8
6. Réductions à appliquer aux montants à rembourser au titre du personnel, lorsque du matériel lourd appartenant aux contingents fait défaut ou est défectueux, calculées chaque trimestre	1 400	1 788	127,7
7. Mémoires d'accord négociés et signés concernant les contingents et les unités de police nouvellement déployés dans les missions	20	18	90,0
8. Modifications apportées aux mémoires d'accord existants portant sur les contingents et unités de police déployés dans les missions	300	452	150,7
9. Accords négociés et signés relatifs à la mise à disposition de contingents et d'unités de police dans le cadre du Système de préparation des moyens de maintien de la paix	13	12	92,3
10. Primes de risque ou primes dues au titre du déploiement de capacités facilitatrices dans les missions évaluées et traitées	5	0	0,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
11. Exposés à l'intention des États Membres et consultations avec ceux-ci sur les orientations fixées par les organes délibérants s'agissant des remboursements, les indicateurs de performance relatifs au matériel appartenant aux contingents ainsi que les politiques, les procédures et la répartition des rôles	20	23	115,0
12. Visites conduites dans les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police (entre autres, visites d'évaluation et de consultation, visites d'inspection avant déploiement et visites visant à évaluer le niveau d'engagement Déploiement rapide et à vérifier le matériel appartenant aux contingents)	14	17	121,4
13. Contributions à l'état des besoins par unité concernant l'appui logistique et le matériel appartenant aux contingents	10	15	150,0
14. Points de discussion et questions à soulever par les hauts responsables lors de leurs réunions avec les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police concernant l'état d'avancement de l'exécution des mémorandums d'accord et du traitement des demandes de remboursement et d'autres sujets connexes	60	64	106,7
15. Analyses comparatives et rapports de gestion sur le matériel appartenant aux contingents et le personnel déployés dans les missions, en vue de rationaliser l'affectation des ressources aux missions	4	4	100,0
Sécurité aérienne			
16. Rapports d'évaluation portant sur la sécurité aérienne dans les missions de maintien de la paix concernées et les bureaux régionaux de la sécurité aérienne, et rapports d'évaluation portant sur les prestations des fournisseurs de services de transport aérien	12	12	100,0
Logistique			
17. Plan annuel de gestion de la chaîne d'approvisionnement visant à donner une vue d'ensemble des besoins des missions, l'objectif étant de prévoir les besoins sur le long terme et d'élaborer une stratégie d'approvisionnement concernant les biens et services qui présentent un intérêt pour la gestion de bout en bout de cette chaîne, et recherche d'initiatives permettant d'optimiser les prestations	1	1	100,0
18. Contrats-cadres mondiaux concernant plus de 20 catégories de produits dans les domaines du génie, des transports, des services médicaux et des fournitures générales faisant l'objet d'un suivi (conception et examen des cahiers des charges et des dossiers d'invitations à soumissionner et étude des soumissions des fournisseurs)	100	96	96,0
19. Contrats d'approvisionnement clés en main exécutés (carburant et rations)	30	29	96,7
20. Mise en service d'un module d'assurance qualité dans le système électronique de gestion des rations	1	0	0,0
21. Dispositif de formation en ligne sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement offrant à l'ensemble du personnel des Nations Unies un apprentissage adapté au rythme de chacun, tous les jours de l'année	1	1	100,0
22. Contrats de services aériens (112) conclus avec des fournisseurs commerciaux (85) et militaires (27), dont des contrats relatifs à 3 systèmes de drones, exécutés dans l'ensemble des missions dotées de moyens aériens	112	145	129,5
23. Consultations avec des pays qui fournissent des ressources aériennes sur le déploiement de moyens aériens, y compris les systèmes de drones aériens	10	120	1 200,0
24. Membres du personnel en tenue dont le déploiement et la relève sont convenus, coordonnés et suivis dans le cadre d'accords à long terme concernant le transport aérien de passagers, de contrats commerciaux à court terme et de lettres d'attribution établies avec les États Membres	180 000	188 794	104,9
25. Tonnes de marchandises par an accompagnant le déploiement ou le déplacement d'environ 180 000 membres du personnel en tenue et dont le transport (par voie aérienne, navale ou terrestre) fait l'objet d'arrangements, d'une coordination et d'un suivi	65 000	64 109	98,6
26. Visioconférences mensuelles avec les missions de maintien de la paix tenues pour examiner la planification de la demande ainsi que l'élaboration et la gestion des contrats-cadres de façon à répondre aux besoins tout en respectant les montants plafonds et les dates d'expiration des contrats indiqués sur le tableau de bord	12	12	100,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
27. Conférence ou réunion d'information sur la mise en place du dispositif de gestion de la chaîne d'approvisionnement, organisée à l'intention de tous les représentants des entités clientes	1	0	0,0
Coopération internationale et coordination et liaison interorganisations			
28. Réunions avec les partenaires internationaux (dont les États Membres) ou exposés à leur intention, afin de définir et de mettre en place des mécanismes de coopération logistique sur le terrain	6	6	100,0
29. Réunion avec les organisations partenaires de l'ONU (Organisation de l'aviation civile internationale et Programme alimentaire mondial, entre autres) dans le cadre du Groupe consultatif technique de l'aviation des Nations Unies, en vue de concevoir un cadre réglementaire des Nations Unies en ce qui concerne l'aviation au terme de débats et d'un dialogue collaboratifs	1	1	100,0
Coopération technique			
30. Visites d'évaluation ou d'inspection avant déploiement menées dans les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police en vue d'évaluer les moyens logistiques et d'informer les États Membres des insuffisances constatées dans le matériel majeur et le soutien logistique autonome	10	4	40
31. Consultations menées avec les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police afin d'appuyer la négociation de mémorandums d'accord ou de remédier aux insuffisances constatées	3	18	600,0
32. Exposés organisés à l'intention des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police sur les examens médicaux à effectuer par les membres des contingents avant leur déploiement	15	s.o.	0,0
Services liés à la facilitation des opérations et à la communication			
33. Rapports d'exécution trimestriels sur l'efficacité de bout en bout de la chaîne d'approvisionnement	4	4	100,0
34. Cadre unique de gestion de la performance de la chaîne d'approvisionnement établi et exécuté, l'objectif étant de mesurer l'efficacité et l'efficacité de toutes les parties prenantes afin de permettre à l'équipe dirigeante de prendre des décisions éclairées	1	1	100,0
35. Plan détaillé de gestion de la chaîne d'approvisionnement actualisé et mis en place en vue de fournir des orientations aux missions concernant la conception de procédures, d'instructions permanentes et de règles opérationnelles conformes à la méthode de gestion de bout en bout de la chaîne d'approvisionnement	1	0	0,0
36. Activité consistant à compiler des statistiques annuelles sur les achats du Secrétariat et à les diffuser auprès d'un groupe étendu de parties prenantes	1	1	100,0
37. Appels à manifestation d'intérêt publiés par le Secrétariat sur le site Web de la Division	1 000	902	90,2
38. Séminaires sur les relations d'affaires avec l'ONU à l'intention des fournisseurs de pays en développement ou en transition	24	26	108,3
Achats			
39. Séances de formation dispensées au personnel sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la chaîne de valeur ainsi que sur la passation de marchés concernant le carburant, les rations, les véhicules et l'affrètement aérien ou maritime, et autres stages de formation spécialisée	36	66	183,3
40. Bons de commande émis à l'appui des opérations de maintien de la paix	1 100	938	85,3
41. Membres du personnel du Siège et des missions inscrits à des cours dispensés par des organismes externes, y compris à des stages et séminaires en ligne, débouchant sur une certification professionnelle en matière de passation de marchés	30	231	770,0
42. Contrats-cadres et contrats classiques, ainsi qu'avenants y relatifs, établis pour le compte des opérations de maintien de la paix	500	517	103,4

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
43. Séances de formation dispensées au personnel du Siège et des missions sur la passation de marchés, dans le cadre des séminaires assurés par la Plateforme de formation en ligne aux achats	100	209	209,0
44. Nouveaux appels d'offre internationaux lancés à l'appui des missions de maintien de la paix concernant toute la gamme du matériel et du soutien du génie, les véhicules et le matériel de manutention, le carburant, les rations, les fournitures générales, le matériel et les services de santé et de sécurité, ainsi que l'informatique et les communications	65	69	106,2
45. Nouveaux appels d'offres internationaux lancés à l'appui des missions de maintien de la paix concernant les mouvements de passagers et de marchandises, les marchés d'affrètement aérien et maritime à long terme, les opérations de transit et les services de logistique et d'aviation	170	144	84,7
46. Visites de sites, conférences de soumissionnaires et négociations préalables à l'adjudication de marchés relatifs à de nouveaux appels d'offres, et participation à des salons professionnels et sectoriels (5)	22	49	222,7
47. Demandes de délégation de pouvoir en ce qui concerne les achats locaux examinées	150	84	56,0
48. Contrats-cadres qui font l'objet d'un examen technique et d'un appui administratif du fait de leur complexité et des montants élevés sur lesquels ils portent et qui concernent les grands groupes de produits suivants : véhicules, carburant, rations, génie, transit de marchandises et affrètements aériens à long terme, fournitures, logistique et informatique et communications	280	271	96,8
49. Réalisation de 150 études de marché, assistance pour les négociations commerciales et examen de 120 lettres d'attribution portant sur le déploiement, la relève et le rapatriement de soldats et de matériel appartenant aux contingents, ainsi que sur la fourniture d'hélicoptères et d'avions militaires et sur la prestation de services maritimes aux missions de maintien de la paix	270	327	121,1
50. Demandes de contrats à fournisseur unique examinées dans le cadre des activités de contrôle interne, un soin particulier étant apporté aux biens et services brevetés, notamment par la conduite d'études de marché liées aux besoins des missions dans le domaine de l'informatique et des communications	15	17	113,3
51. Demandes d'assurance de marchandises et de déclarations de sinistre, d'autorisations d'expédition et de certificats de dédouanement traités	50	30	60,0
Troubles post-traumatiques			
52. Évaluation et traitement des demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques du personnel militaire de maintien de la paix	500	375	75,0

Principaux résultats obtenus

61. Pendant la période considérée on a pu tester la résilience de la gestion de la chaîne d'approvisionnement en ce qui concerne la fourniture d'un appui opportun aux entités clientes face à la pandémie de COVID-19. Plus précisément, le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement a orienté les missions en ce qui concerne la commande anticipée de biens et de services et la reconstitution des stocks, de façon à atténuer les effets éventuels de la fermeture de l'espace aérien et des frontières. Des fournitures et matériel médicaux ont été achetés et livrés. Le Bureau a été en mesure de fournir un appui souple, fiable et d'un bon rapport qualité-coût dans la plupart des domaines relevant de son mandat et augmenté ses résultats du fait de l'accroissement des besoins des clients dans des domaines clés tels que la formation du personnel (produits 39, 41 et 43), l'établissement de contrats, les séminaires (produit 46), de même que les lettres d'attribution (produit 4), les modifications apportées aux mémorandums d'accord (produit 8), les contributions à l'état des besoins par unité (produit 13) et les consultations avec les États Membres et les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police (produits 23 et 31).

62. Par ailleurs, le Bureau a eu du mal à atteindre ses objectifs dans certains domaines. Les produits 5, 10, 47, 51 et 52 ont été inférieurs en raison du nombre de

cas ou de demandes moins élevé que prévu, dû en partie à la pandémie. Au total, 14 évaluations ont été effectuées avant le déploiement, dont quatre en personne (produit 30). S'agissant des indicateurs de succès iii) et vii) et du produit 32, ils ne relèvent plus du Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans le cadre de la nouvelle délégation de pouvoir. Les produits 20, 27 et 35 ont dû être reportés, car les priorités ont été réorientées sur la lutte contre la COVID-19.

4. Division des activités spéciales

63. La Division des activités spéciales offre un appui logistique direct dans les situations spéciales et utilise les capacités d'appui opérationnel disponibles d'autres entités du Département de l'appui opérationnel ou d'ailleurs au Secrétariat. La Division a dirigé les activités de planification pour la fermeture du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, la réduction des effectifs de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, la mise en place de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan et la finalisation des formalités administratives suivant la liquidation des entités fermées. Pendant la période considérée, la Division a également dirigé un projet à l'échelle du Secrétariat visant à étendre la plateforme d'appui logistique des Nations Unies au système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, grâce à une architecture d'appui mondiale, régionale et locale. Dans le cadre du projet, les opérations sur le terrain en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Mali, en Somalie et en Ouganda ont fourni des services d'appui logistique au Bureau du Coordonnateur résident, conformément à la nature intégrée du rôle du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire) et en fonction de leurs avantages comparatifs. Le projet pilote concernant les moyens permanents mobilisables en renfort a été finalisé pour les rôles d'appui logistique généralement requis dans le cadre de situations spéciales. Dans le cadre de cette initiative, des compétences existantes sont provisoirement déployées pour apporter une solution rapide et orienter les ressources existantes là où elles sont le plus nécessaires. Dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19, la Division a présidé avec le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et le Département des opérations de paix le groupe de coordination de l'appui sur le terrain et désigné des responsables de haut niveau au sein de l'équipe de direction du Département de l'appui opérationnel pour collaborer directement avec les missions dans lesquelles l'impact de la COVID-19 a été le plus préoccupant.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Le Conseil de sécurité est informé, au moment où il examine la possibilité de créer ou d'élargir une mission ou d'en modifier le mandat, de l'incidence que cela aura sur les ressources nécessaires et sur l'appui aux missions (nombre de cas)	Objectif atteint. Des informations concernant l'incidence sur les ressources et l'appui aux missions ont été fournies au Conseil de sécurité dans le cadre de son examen du rapport spécial du Président de la Commission de l'Union africaine et du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur la MINUAD et la présence de suivi de l'Opération (S/2020/1115)	Objectif Estimation Résultats effectifs	1 s.o. 1

Réalisation escomptée b) : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Toutes les opérations de maintien de la paix nouvellement créées ou élargies disposent de concepts d'appui à la mission (en pourcentage)	Aucune opération de maintien de la paix nouvellement créée ou élargie n'a eu besoin d'appui pendant cette période	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	s.o.
ii) Des détachements avancés sont rapidement déployés dans les missions nouvellement créées afin d'aider à respecter les délais prévus pour la mise en place des capacités opérationnelles initiales et la réalisation de la pleine capacité opérationnelle (en pourcentage)	Objectif atteint. L'équipe de démarrage de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS) a été déployée rapidement et dans les 90 jours	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
iii) Les prévisions de dépenses relatives aux missions nouvellement créées, élargies ou en transition sont établies dans les meilleurs délais après l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité sur la question (nombre de jours)	Aucune opération de maintien de la paix nouvellement créée ou élargie n'a eu besoin d'appui. La Division a fourni les compétences requises à la demande des opérations sur le terrain	Objectif	21
		Estimation	21
		Résultats effectifs	s.o.

Produits livrés

Produits	Produits prévus	Produits livrés	Taux d'exécution
Appui aux clients et situations particulières			
1. Plan de recrutement établi pour chaque mission de maintien de la paix en phase de démarrage, d'élargissement ou de transition en vue d'atteindre les taux d'occupation indiqués dans les accords relatifs aux missions	1	1	100,0
2. Visites sur le terrain visant à mettre à disposition des missions un appui spécialisé et une surcapacité temporaire lors des phases critiques, telles que le démarrage, la transition, la réduction des effectifs et les situations de crise	2	2	100,0
3. Équipe solide de candidats mobilisables pouvant être déployée dans un délai de 7 à 14 jours pour appuyer les missions se trouvant en période de montée en puissance, de transition ou de liquidation	1	1	100,0
4. Équipes spéciales déployées à l'appui de la liquidation et du retrait progressif de missions	2	2	100,0
Planification des opérations			
5. Évaluations stratégiques des besoins des missions, de leur mise en place et de leur dotation en moyens	4	4	100,0
6. Échanges avec les missions en vue d'appuyer et d'encadrer le retrait progressif et la transition des opérations de maintien de la paix (nombre de manifestations, par exemple, ateliers, réunions, consultations)	3	3	100,0
7. Rapports d'appréciation de la situation et de planification de haut niveau concernant les nouveaux besoins et les nouvelles opérations	4	4	100,0
8. Concepts d'appui aux missions mis au point et actualisés pour tenir compte, dans l'exécution des programmes, de l'apparition de nouvelles conditions opérationnelles ou de l'évolution de ces dernières	3	2	66,7
Partenariats d'appui			
9. Réunions d'information et consultations avec les États Membres, l'Union africaine et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à l'AMISOM au sujet du renforcement des partenariats d'appui aux missions aux niveaux stratégique et opérationnel, y compris le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS)	5	6	120,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
10. Évaluation de l'action conjointe de l'ONU et de l'Union africaine en Somalie après 2021	1	1	100,0
11. Nouvelles possibilités de partenariat d'appui avec les organisations régionales et sous-régionales, les États Membres, les institutions spécialisées, les fonds et les programmes (nombre d'arrangements mis en place)	2	2	100,0
12. Gestion et renforcement des dispositifs d'appui communs mis en place avec les organisations régionales et sous-régionales, les États Membres, les institutions spécialisées, les fonds et les programmes (nombre d'accords)	3	3	100,0
13. Consultations (conférences, réunions de haut-niveau, etc.) avec les organisations régionales et sous-régionales, les États Membres et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police tenues pour recenser et appuyer les dispositifs chargés du contrôle et de l'application du principe de responsabilité ainsi que du respect du droit des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans les missions	5	5	100,0
14. Membres du personnel participant au programme de partage de connaissances et de compétences spécialisées conjoint de l'ONU et de l'Union africaine	4	0	0,0
15. Visite sur le terrain organisée pour examiner le programme de partage de connaissances et de compétences spécialisées conjoint de l'ONU et de l'Union africaine	1	1	100,0
Planification et analyse des ressources			
16. Entités sur le terrain pour lesquelles une coordination des orientations relatives aux priorités de l'affectation des ressources est assurée	14	14	100,0
17. Révision annuelle des orientations relatives à la dotation en ressources standard et aux prix applicables aux missions	1	1	100,0
18. Missions en cours de liquidation pour lesquelles certaines questions résiduelles sont traitées	1	2	200,0
19. Propositions présentées au Conseil de sécurité ayant des répercussions importantes sur le financement et l'appui aux missions	3	1	33,3
20. Mission de maintien de la paix créée ou élargie par le Conseil de sécurité pour laquelle un plan initial de dotation en ressources est élaboré	1	1	100,0
21. Mission nouvellement créée ou restructurée dont les unités administratives chargées du budget et des finances disposent d'un appui	1	3	300,0

Principaux résultats obtenus

64. La Division des activités spéciales a continué d'établir des partenariats pour améliorer les mesures que prend l'Organisation face aux crises et aux situations spéciales. Au cours de la période considérée, la Division a facilité la signature de deux accords de partenariat entre l'ONU et des organisations régionales (Union européenne et Agence internationale pour les énergies renouvelables), tout en continuant à renforcer les partenariats existants aux niveaux des hauts responsables et des groupes de travail. En particulier, une coopération fructueuse s'est poursuivie avec l'Union africaine dans divers contextes opérationnels, notamment la participation à l'Équipe spéciale conjointe Organisation des Nations Unies-Union africaine chargée des questions de paix et de sécurité et à la quatrième conférence annuelle ONU-Union africaine et la poursuite de l'action conjointe de l'ONU et de l'Union africaine en Somalie. Dans son rôle d'appui à la planification et de conseil concernant les situations spéciales, la Division a soutenu la réduction des effectifs de la MINUAD, le renforcement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine et la fermeture du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau. Afin de fournir à l'Organisation un appui supplémentaire pour les situations spéciales, la Division a finalisé un projet pilote concernant les rôles d'appui logistique requis en cas de crise.

65. En ce qui concerne le produit 8, la Division n'a approuvé que deux modifications des concepts d'appui à la mission (MINUAD et MINUSCA). Cependant, elle a apporté son appui à une troisième mission, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, en revoyant son concept d'appui à la suite du changement de son mandat. Pour le produit 14, le programme d'échange de personnel entre l'ONU et l'Union africaine a été reporté en raison des restrictions aux déplacements liées à la COVID-19. Pour le produit 19, la Division a indiqué les incidences financières de la résolution du Conseil de sécurité sur la liquidation de la MINUAD. L'écart est dû au fait qu'aucune opération de maintien de la paix n'a été créée pendant la période considérée. Pour le produit 21, la Division a apporté son appui à trois missions dans le cadre de l'élaboration de leur premier projet de budget ou révision de leurs projets de budget.

5. Division de l'administration (New York)

66. La Division de l'administration a continué de fournir des services de grande qualité, efficaces et d'un bon rapport coût-efficacité. Tous les membres du personnel du Siège dont les postes étaient financés au moyen du compte d'appui ont été installés dans des bureaux traditionnels et les mesures liées à la COVID-19 ont été appliquées avec succès dans les locaux possédés ou loués afin de maintenir des conditions de travail sûres. Des services de conservation des dossiers et d'archivage ont été fournis à toutes les missions, la liquidation complexe de la MINUAD faisant l'objet d'une attention particulière. L'équipe sur place a bénéficié d'un appui hebdomadaire et d'une formation virtuelle qui lui a permis de procéder à l'inventaire et au traitement des documents papier qui pourraient être expédiés et de transférer les documents numériques au Siège. La Division a également continué d'assurer le traitement en temps voulu des demandes d'autorisation de voyage et des documents de voyage, ainsi que la fourniture de services liés au courrier. En raison de la pandémie de COVID-19, la demande pour ces services a baissé et la priorité a été donnée au courrier urgent, aux valises diplomatiques, aux passeports et aux visas, y compris les documents de voyage requis dans le cadre du programme d'évacuation sanitaire, facilitant ainsi grandement l'évacuation des patients.

67. Les méthodes de travail ont été simplifiées et améliorées pour faciliter l'envoi électronique de la documentation relative aux voyages depuis le terrain pendant la pandémie et le transfert au Siège des dossiers numériques inactifs. Un registre géré par le Bureau de l'informatique et des communications a été mis en place pour soutenir la migration des documents numériques des opérations de maintien de la paix, ce qui a simplifié et amélioré l'accès à ce type d'informations et permis de préserver les archives numériques historiques. En outre, un nouvel outil d'analyse des dossiers et de classification automatisée est en cours de développement pour faciliter l'évaluation des documents numériques et réduire les besoins de stockage.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Pourcentage de dossiers et d'archives relatifs au maintien de la paix reçus, stockés et préservés, et mis à la disposition, sous réserve des règles applicables, des États Membres en vue de faciliter la prise de décision	Objectif atteint. La Section des archives et de la gestion des dossiers a géré les fonds d'archives numériques et papier existants et nouvellement transférés, y compris ceux de la MINUAD. Les dossiers de la Force de protection des Nations Unies ont été numérisés et mis à disposition	Objectif	45
		Estimation	45
		Résultats effectifs	47

Réalisation escomptée b) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Pourcentage d'opinions favorables exprimées à l'occasion des enquêtes effectuées auprès des opérations de maintien de la paix pour connaître l'avis des usagers sur l'acheminement du courrier	Objectif atteint. Le taux de satisfaction a été de 94 %	Objectif	93
		Estimation	93
		Résultats effectifs	94
ii) Pourcentage d'opinions favorables exprimées lors des enquêtes effectuées auprès des usagers des services de voyage et de transport	92,4 de taux de satisfaction, légèrement en baisse par rapport à l'objectif peut-être du fait des difficultés de déplacement liées à la COVID-19	Objectif	95
		Estimation	90
		Résultats effectifs	92,4
iii) Pourcentage d'opérations de maintien de la paix qui se servent de politiques et d'outils types et qui respectent les normes techniques applicables pour la gestion des données et des documents électroniques ou papier	Objectif atteint. Les orientations fournies en continu et le module d'apprentissage en ligne sur la gestion de l'information et des dossiers ont eu un effet positif sur l'adoption des normes	Objectif	75
		Estimation	80
		Résultats effectifs	80
iv) Pourcentage de locaux à usage de bureaux répondant aux normes en vigueur mis à la disposition des membres du personnel du Siège en fonctions ou nouvellement recrutés dont les postes sont imputés au compte d'appui	Objectif atteint. Des bureaux ont été mis à la disposition de tous les membres du personnel dont les postes étaient imputés au compte d'appui	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100

Produits livrés

Produits	Produits prévus	Résultats livrés	Taux d'exécution
Services d'appui administratif			
Traitement du courrier			
1. Articles acheminés par courrier	100 485	73 691	73,3
2. Poids en livres des articles acheminés par la valise diplomatique	18 972	13 829	72,9
3. Valises diplomatiques	123	19	15,4
Services liés aux voyages			
4. Accords négociés ou renégociés avec des compagnies aériennes en vue de réduire les frais de voyage des missions	48	49	102,1
5. Autorisations de voyage délivrées	3 600	1 129	31,4

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Résultats livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
6. Montants forfaitaires calculés pour demandes de voyage au titre du congé dans les foyers déposées par des fonctionnaires du Siège qui appuient les missions	300	117	39,0
7. Demandes de visa traitées	1 000	620	62,0
8. Titres de voyage de l'ONU traités	2 900	552	19,0
9. Enregistrements effectués auprès du pays hôte	800	787	98,4
10. Visioconférences ou autres séances à distance organisées pour les groupes des voyages des missions et portant sur l'évolution des secteurs du voyage et du transport, ainsi que sur les procédures Umoja liées aux voyages et les problèmes y relatifs	12	13	108,3
11. Conférence annuelle organisée pour assister les responsables des voyages des missions pour ce qui est des politiques en matière de voyage et du module voyages d'Umoja	1	0	0,0
Gestion des installations			
12. Demandes de locaux et d'aménagement de locaux traitées en vue de répondre à l'évolution des besoins de l'Organisation	60	14	23,3
Gestion des informations, des archives et des dossiers			
Renforcement des capacités et appui opérationnel direct			
13. Mise au point de documents d'orientation à jour, utiles et adaptés à l'objectif visé à l'intention des opérations de maintien de la paix sur la gestion des dossiers et des données	3	4	133,3
14. Atelier biennal sur la gestion des données et des dossiers à l'intention des responsables de la gestion des informations des opérations de maintien de la paix en vue de renforcer la capacité des missions à appliquer les normes relatives à la gestion des dossiers	1	0	0,0
Services de référence			
15. Délai respecté pour le traitement des demandes de recherche et d'accès aux dossiers et archives relatifs aux opérations de maintien de la paix (en heures)	24	24	100,0
16. Gestion et préservation des données numériques des opérations de maintien de la paix			
17. Documents et archives numériques des opérations de maintien de la paix, y compris la MINUAD et la MONUSCO, transférés à la Section des archives et de la gestion des dossiers en 2020/21 pour évaluation, entretien et conservation (en téraoctets)	2	3,5	175,0
Gestion et préservation des documents papier des opérations de maintien de la paix			
18. Caisses de dossiers papier provenant de missions conservées et préservées	3 000	1 200	40,0

Principaux résultats obtenus

68. La Division de l'administration a continué de recevoir des retours positifs concernant les services qu'elle a fournis à l'appui des opérations de maintien de la paix. Le taux de satisfaction des usagers des services liés aux voyages et au courrier s'est établi à plus de 90 %. Le renforcement des capacités en matière de gestion des archives et des dossiers a continué de s'améliorer grâce à la formation en ligne, à l'appui continu accordé aux missions de liquidation et à l'utilisation d'outils destinés à faciliter le transfert et l'évaluation des dossiers numériques. La Division a également géré en toute sécurité le passage de la phase 0 aux phases 1 et 2 de la réouverture physique du complexe du Siège et la continuité de tous les services, ce qui a permis aux missions de s'acquitter plus facilement de leur mandat.

69. La pandémie de COVID-19 a continué d'entraver les activités, les produits liés aux voyages et aux services de courrier (produits 1 à 3 et 5 à 8) étant fortement réduits. Si le volume des activités a considérablement diminué, leur urgence et leur complexité ont fortement augmenté du fait des restrictions en matière de voyage, de la réduction drastique des vols à l'échelle mondiale, des fermetures d'entreprises et de la réduction des services publics. Le complexe du Siège a été peu occupé, ce qui a réduit la demande de services de gestion des installations, la priorité étant d'adapter

les bureaux de sorte à tenir compte de la distanciation physique et de l'évolution des conditions d'hygiène recommandées par les autorités locales et les experts sanitaires (produit 12). Dans le domaine de la gestion des archives et des dossiers, la Division a reçu et traité plus de dossiers numériques que prévu compte tenu du transfert des dossiers numériques inactifs de la MINUAD ; elle a également numérisé et mis à disposition les archives de la Force de protection des Nations Unies (produit 16). Le volume de documents papier reçu a été moins important, étant donné que la MINUAD n'a pu expédier que 1 200 cartons en raison de retards aux douanes liés à la COVID-19 (produit 17). Toutes les manifestations en personne prévues ont été annulées en raison des restrictions en matière de voyage liées à la COVID-19 ; un appui virtuel a été fourni à la place, dans la mesure du possible (produits 11 et 14).

D. Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

70. Au cours de l'exercice, le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité a dirigé l'élaboration de stratégies, de politiques, de programmes et de pratiques de gestion visant à faciliter l'exécution des mandats dans l'ensemble du Secrétariat, y compris dans les missions de maintien de la paix. Il a fourni des orientations générales et des services d'appui aux missions concernant des questions liées à l'établissement du budget, à la gestion des ressources financières et à celle des ressources humaines, à l'application du principe de responsabilité et à la délégation de pouvoirs.

71. Le Département a continué d'améliorer le système de délégation de pouvoirs, notamment en organisant des réunions d'information individuelles à l'intention de tous les chefs et chefs adjoints entrants et en donnant des directives sur la sous-délégation de pouvoirs. Par ailleurs, dans le cadre du suivi des indicateurs clés de performance et de la communication de l'information y relative, il a continué à contribuer au tableau de bord et aux rapports au titre de l'initiative des Nations Unies en matière d'informatique décisionnelle. En complément de l'appui opérationnel fourni par le Département de l'appui opérationnel (DOS), il a soutenu la mise en œuvre des politiques, permettant ainsi au Secrétariat d'adapter son action pour faire face à la crise de la COVID-19 de manière rationnelle et en continu. Le Département et le DOS ont également mis au point une nouvelle solution relative à la prime de danger, qui a été lancée en août 2021. En outre, le Département a collaboré avec le Département des opérations de paix (DPO), le DOS et des États Membres pour mettre à jour le cadre intégré de responsabilité et de gestion de la performance dans les missions de maintien de la paix.

72. Le Département a continué à s'employer à réaliser la parité femmes-hommes et la diversité géographique dans les opérations de maintien de la paix, ainsi qu'à appliquer le principe de responsabilité en matière de déontologie et de discipline à tous les soldats de la paix, y compris le personnel civil, le personnel militaire et le personnel de police. Il a continué à faciliter la signature de contrats de mission entre le Secrétaire général et les chefs des missions de maintien de la paix, qui comprennent des dispositions renforcées concernant la responsabilité des chefs en matière de déontologie et de discipline, notamment dans les affaires d'exploitation et d'atteintes sexuelles. En outre, en 2021, a été créé le Système de suivi de la gestion des dossiers, qui est un système unique, mondial et de bout en bout pour l'ensemble du Secrétariat.

73. Le Département a fourni au DPO et aux missions de maintien de la paix des orientations et des outils sur la continuité des opérations et dirigé une communauté de pratique dans les domaines de la résilience institutionnelle et de la continuité des opérations, dans le cadre de laquelle les missions ont mis en commun leurs

expériences et meilleures pratiques durant la pandémie de COVID-19. Le module Umoja de gestion des transports a été utilisé pour gérer et suivre les expéditions de vaccins contre la COVID-19 de l'Organisation dans le monde entier. Le Département a également lancé de nouveaux cours en ligne sur la gestion du risque institutionnel à l'intention des missions de maintien de la paix, qui ont donné lieu à une mise à jour de l'inventaire des risques dans de nombreuses missions.

1. Bureau de la Secrétaire générale adjointe

74. Le Bureau de la Secrétaire générale adjointe a continué à épauler celle-ci dans son rôle de coprésidente de l'équipe spéciale chargée de l'initiative Action pour le maintien de la paix aux côtés du Secrétaire général adjoint aux opérations de paix et du Secrétaire général adjoint à l'appui opérationnel.

75. Le secrétariat de la Cinquième Commission a fourni des services fonctionnels et techniques à l'appui des travaux de la Commission. En raison de la pandémie de COVID-19, la Commission a continué à fonctionner en recourant à des méthodes de travail ad hoc afin d'assurer la continuité des opérations. Le secrétariat du Comité des marchés du Siège et du Comité central de contrôle du matériel a continué à faciliter l'examen en temps voulu des actes relatifs à la passation des marchés et à la liquidation de biens afin d'épauler les missions de maintien de la paix. En raison des restrictions aux déplacements entraînées par la pandémie de COVID-19, il n'a pas été en mesure de mener comme prévu ses activités de renforcement des capacités. Toutefois, même si la formation en ligne ne s'est pas révélée aussi efficace que la formation en présentiel, le secrétariat a pu fournir aux nouveaux membres des comités locaux pour les passations de marchés et des comités locaux de contrôle du matériel les informations de base nécessaires à l'exercice de leurs fonctions. Le Groupe du contrôle hiérarchique a rendu des décisions motivées dans 293 demandes de contrôle hiérarchique reçues de membres du personnel en poste dans des missions de maintien de la paix et a poursuivi ses efforts de sensibilisation.

76. À la suite de la mise en service d'Umoja-Extension 2, des améliorations ont été apportées en continu pour en accroître encore les fonctionnalités. Il s'agit notamment de fonctionnalités servant à gérer les mouvements des contingents et du matériel lui appartenant dans la zone de la mission, la rotation (en mer et dans les airs) du matériel appartenant aux contingents et les formulaires automatisés relatifs aux appels d'offres dans le contexte des accords mondiaux de transport de marchandises. La fonctionnalité de planification de la demande brute a été déployée en septembre 2020. La fonctionnalité de planification de la demande nette et des sources, qui suit la planification de la demande brute, a été déployée fin 2020, concluant ainsi la mise en service d'Umoja-Extension 2.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
		2020/21	
i) Toutes les réunions d'information prévues sur des questions liées au maintien de la paix à l'intention du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale, d'autres organes intergouvernementaux et des pays fournisseurs de contingents sont tenues (en pourcentage)	Objectif atteint. 100 % des réunions d'information prévues ont été tenues	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100

ii) Réaction favorable des États Membres vis-à-vis des services fournis par le secrétariat de la Cinquième Commission et celui du Comité du programme et de la coordination (en pourcentage)	97,7 % des États Membres ayant répondu à l'enquête réalisée au cours de la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale se sont déclarés au moins « satisfaits » des services reçus	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	97,7

Réalisation escomptée b) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Délai moyen de traitement, en jours ouvrables, des dossiers dont est saisi le Comité des marchés du Siège	Objectif atteint. Le délai moyen de traitement a été de 2,8 jours ouvrables	Objectif	7
		Estimation	6
		Résultats effectifs	2,8
ii) Pourcentage de membres des comités locaux des marchés ayant achevé la formation de base obligatoire	Objectif atteint. 92,2 % des membres des comités locaux des marchés ont suivi la formation obligatoire	Objectif	90
		Estimation	92
		Résultats effectifs	92,2
iii) Pourcentage de demandes de contrôle hiérarchique présentées par des membres du personnel de maintien de la paix examinées et traitées dans un délai de 45 jours	Certaines demandes, dont la plupart ont nécessité d'engager de longues consultations avec des parties, ont requis un délai de traitement plus long en raison du volume et de la complexité des demandes	Objectif	100
		Estimation	80
		Résultats effectifs	82
iv) Umoja-Extension 2 : améliorations de la planification stratégique, de la budgétisation et de la gestion des performances, y compris le suivi des performances, disponibles pour toutes les missions de maintien de la paix (en pourcentage)	Objectif atteint. Les améliorations, concernant notamment les modules intégrés relatifs à la performance, à la gestion et à la communication de l'information, ont été déployées en décembre 2020	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
v) Améliorations de la gestion du personnel en tenue grâce à Umoja-Extension 2, y compris les fonctionnalités de communication de l'information sur les effectifs et de paiement, et recommandations approuvées en 2020 par le Groupe de travail sur le remboursement du matériel appartenant aux contingents diffusées à toutes les missions de maintien de la paix (en pourcentage)	Objectif atteint. Les fonctionnalités de communication de l'information relative aux contingents et aux unités de police constituées et de remboursement des coûts ont été livrées avant la fin de 2020	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
vi) Fonctionnalité de planification de la chaîne d'approvisionnement prévue pour la phase 3 du projet de module de gestion de la chaîne d'approvisionnement d'Umoja-Extension 2 disponible pour toutes les missions de maintien de la paix (en pourcentage)	Objectif atteint. L'outil de planification de la chaîne d'approvisionnement a été livré avant la fin de 2020	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
vii) Deuxième version de la fonctionnalité de gestion des partenaires d'exécution disponible pour toutes les missions de maintien de la paix concernées (en pourcentage)	Objectif atteint. La fonctionnalité de gestion des partenaires d'exécution a été déployée et mise à la disposition de toutes les missions de maintien de la paix concernées à la fin de 2020	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
viii) Nombre d'améliorations apportées aux modes opératoires d'Umoja-Démarrage et d'Umoja-Extension 1	Objectif atteint. Des améliorations ont été apportées en continu à Umoja-Démarrage et à Umoja-Extension 1 durant l'exercice	Objectif	6
		Estimation	6
		Résultats effectifs	6

Produits livrés

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts, et rapports correspondants			
<i>Assemblée générale</i>			
<i>Cinquième Commission</i>			
Services fonctionnels pour les réunions			
1. Réunions et consultations de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale, en fonction des besoins	110	97	88,2
2. Conseils fournis à la présidence et au bureau de la Cinquième Commission ainsi qu'aux États Membres	1	1	100,0
3. Projets de résolution élaborés par la Commission pour adoption par celle-ci, en fonction des besoins	30	29	96,7
4. Élaboration de rapports par la Commission pour adoption par l'Assemblée générale, en fonction des besoins	30	26	86,7
5. Notes de procédure à l'intention de la présidence, en fonction des besoins	25	8	32,0
6. Notes sur le programme de travail, en fonction des besoins	1	1	100,0
7. Notes sur l'état d'avancement de la documentation, en fonction des besoins	1	1	100,0
Services d'appui administratif			
Gestion d'ensemble			
8. Consultations avec les chefs de mission au sujet des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	30	25	83,383.3
9. Consultations avec les directeurs et les chefs de l'appui aux missions au sujet des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	20	15	75,075.0
10. Visites sur le terrain en vue d'aider les responsables des missions sur des questions liées aux stratégies et politiques de gestion et à la conformité, dans le cadre de l'exécution de leur mandat et de leurs programmes	7	0	0,0
11. Décisions motivées rédigées au nom du Secrétaire général statuant sur la recevabilité des demandes de contrôle hiérarchique présentées par des membres du personnel de maintien de la paix et, le cas échéant, sur la conformité des décisions contestées avec les règles et directives applicables	350	293	83,7
12. Décisions motivées portant sur des demandes de suspension de l'exécution d'une décision présentées au Secrétaire général dans les affaires relatives à la cessation de service d'agents de maintien de la paix	30	32	106,7
13. Recensement des problèmes systémiques concernant le pouvoir décisionnel des responsables en poste dans des missions de maintien de la paix et publication de directives fondées sur les enseignements tirés de l'expérience	1	1	100,0
Autres services			
14. Réunions du Comité des marchés du Siège	90	91	101,1
15. Réunions du Comité central de contrôle du matériel	20	31	155,0
16. Examens des opérations d'achat	500	395	79,0
17. Examens des opérations de liquidation de biens	125	76	60,8
18. Mission d'appui chargée de contrôler et d'évaluer le fonctionnement des comités locaux des marchés dans les missions de maintien de la paix	1	0	0,0
19. Sessions de formation portant sur les comités des marchés et les comités de contrôle du matériel dans les missions de maintien de la paix	13	16	123,1
20. Membres du personnel supplémentaires inscrits aux modules de formation en ligne portant sur les comités des marchés et les comités de contrôle du matériel	85	0	0,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
21. Examens menés par des experts indépendants de haut niveau sur des problèmes liés aux procédures d'achat	3	3	100,0
Autres activités de fond			
Activités ou documentation technique			
22. Administration et mise à jour des pages Web de la Cinquième Commission consacrées au maintien de la paix	1	1	100,0

Principaux résultats obtenus

77. Les visites sur le terrain visant à aider les responsables des missions au sujet de questions liées aux stratégies et politiques de gestion et à la conformité ont été reportées en raison de la pandémie de COVID-19 et des restrictions aux déplacements connexes (produit 10). Néanmoins, le secrétariat de la Cinquième Commission a continué à fournir un appui technique et opérationnel aux réunions de la Commission sur les questions de maintien de la paix, notamment des conseils sur les procédures, et a préparé, pour adoption par l'Assemblée générale, 29 projets de résolution et 26 rapports de la Cinquième Commission sur des questions liées au maintien de la paix. Le nombre de réunions officielles en présentiel et, par conséquent, le nombre de notes de procédure à l'intention de la présidence a été moins élevé que prévu en raison de l'application en continu de mesures d'atténuation, notamment du recours à des réunions virtuelles, pour limiter la propagation de la COVID-19 (produit 5). Deux sites Web ont été alimentés et tenus à jour, dont des mises à jour hebdomadaires ou quotidiennes durant les sessions ainsi que l'organisation, la présentation et la maintenance de 14 569 pages d'informations supplémentaires sur des questions liées au maintien de la paix dans l'Espace Cinquième Commission du portail e-deleGATE. L'enquête sur la satisfaction des clients a révélé un taux de satisfaction de 97,7 %.

78. Le Groupe du contrôle hiérarchique a rendu des décisions motivées dans 293 affaires, ce qui a permis d'en résoudre 25 % de manière informelle ; le nombre d'affaires ayant fait l'objet d'une action en justice est resté faible, s'établissant à 18 %. Le Groupe a communiqué les enseignements tirés du système de justice interne à l'occasion de sa participation à neuf réunions d'information organisées à l'intention du personnel et des responsables des missions sur le terrain, en vue d'améliorer la prise de décisions et de sensibiliser le personnel au système de justice interne.

79. Le secrétariat du Comité des marchés du Siège et du Comité central de contrôle du matériel a continué à faciliter l'examen en temps voulu des actes relatifs à la passation des marchés et à la liquidation de biens. Les produits relatifs aux examens des opérations d'achat et de liquidation de biens sont moins élevés que prévu et sont fonction des demandes effectives (produits 16 et 17). Les restrictions aux déplacements entraînées par la pandémie de COVID-19 ont eu un impact direct sur les activités de renforcement des capacités. Le secrétariat a dispensé une formation de base sur les comités locaux des marchés et les comités locaux de contrôle du matériel, qui était axée sur les éléments essentiels. Il est passé du format habituel de trois jours en salle de classe à un format en ligne de cinq sessions d'une demi-journée encadrées par un instructeur, ce qui lui a permis de dépasser l'objectif de 13 sessions de formation. Parallèlement, en raison de leur nature, la formation avancée et les missions d'appui sur le terrain n'ont pas pu être menées à distance (produit 18). En outre, le secrétariat a continué à dispenser un enseignement à distance concernant la rédaction des procès-verbaux, car ce format s'était révélé efficace pour ce type de formation.

2. Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget

80. Au cours de l'exercice, le Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget a perfectionné et actualisé l'ensemble de méthodes comptables harmonisées pour les états financiers présentés dans les volumes I et II. En sa qualité de secrétariat du Comité des contributions, le Bureau a appuyé les travaux du Comité à sa quatre-vingt-unième session, qui s'est tenue en ligne et en présentiel. Par ailleurs, le portail Contributions d'Umoja a été lancé auprès des utilisateurs et des États Membres.

81. Le Bureau a continué à conseiller les missions de maintien de la paix au sujet des politiques et des procédures relatives aux opérations de trésorerie et aux opérations bancaires. Il a également poursuivi l'initiative de regroupement et d'intégration des comptes bancaires afin de rationaliser les opérations et de réduire le nombre de comptes bancaires dans les missions. Face à la pandémie de COVID-19, le Bureau a par ailleurs coordonné le décaissement anticipé des traitements et prestations et conservé un taux de fiabilité de près de 100 % concernant le traitement, dans les délais, des états de paie, qu'il s'agisse des paiements mensuels ou des paiements hors cycle, ainsi que du paiement des fournisseurs et des versements liés aux voyages.

82. Afin de renforcer la gestion du budget, le Bureau a travaillé en étroite collaboration avec les opérations hors Siège, notamment le BANUS, la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) (BSLB) et le Centre de services régional d'Entebbe, ainsi qu'avec les bureaux du Siège, pour contrôler l'utilisation des crédits approuvés. Afin d'aider les missions à remplir leur mandat, il s'est employé à définir les grandes priorités en concertation avec les responsables des missions et à recenser les besoins en ressources associés à ces priorités. Par ailleurs, un nouveau portail d'information sur le budget a été déployé à titre expérimental en septembre 2020 pour fournir aux organes délibérants des informations sur les dépenses mensuelles ainsi que des informations détaillées sur les dépenses liées aux voyages et les programmes de déplacements, les taux de vacance de postes, les postes vacants, les statistiques genrées et les affectations dans des lieux pour lesquels des indemnités de fonctions sont prévues.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Opinion favorable du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers des opérations de maintien de la paix	Objectif atteint. Les états financiers des opérations de maintien de la paix ont reçu une opinion favorable	Objectif	Opinion favorable
		Estimation	Opinion favorable
		Résultats effectifs	Opinion favorable
ii) Présentation des états financiers au Comité des commissaires aux comptes dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice (nombre de mois)	Objectif atteint. Les états financiers ont été présentés au Comité des commissaires aux comptes dans les 3 mois	Objectif	3
		Estimation	3
		Résultats effectifs	3

iii) Mise en ligne des états mensuels des contributions avant la fin du mois suivant (nombre de mois)	Objectif atteint. Les états mensuels ont été préparés et mis en ligne	Objectif	1
		Estimation	1
		Résultats effectifs	1
iv) Présentation de tous les rapports dans les délais fixés pour une publication simultanée dans toutes les langues officielles	Sur 42 rapports, 36 ont été présentés dans les délais. Le rapport sur la présentation du budget du Centre de services régional d'Entebbe n'a pas été présenté dans les délais fixés en raison d'une soumission tardive à la Division des finances des missions. Le rapport sur l'exécution du budget de la MINURSO et les rapports sur la présentation et l'exécution du budget de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) n'ont pas été présentés dans les délais fixés en raison d'un manque temporaire de capacités. Les rapports sur le budget révisé et l'exécution du budget de la MINUAD n'ont pas été présentés dans les délais fixés en raison d'une soumission tardive et du fait que la priorité a été accordée à la liquidation de la Mission	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	86
v) Absence, dans les communications adressées aux organes délibérants, d'observations négatives sur la présentation des rapports relatifs à la présentation et à l'exécution du budget des opérations de maintien de la paix et d'autres rapports connexes	Objectif atteint. Aucune observation négative n'a été formulée sur la présentation des rapports	Objectif	0
		Estimation	0
		Résultats effectifs	0
vi) Réponse aux demandes de compléments d'information émanant de la Cinquième Commission et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans les 5 jours ouvrables suivant leur réception	Objectif atteint. Des réponses écrites ont été fournies, en moyenne, dans les 5 jours ouvrables suivant la réception des demandes. Les seules exceptions correspondaient à des demandes précises ayant nécessité des analyses par plusieurs missions et le regroupement et la vérification des résultats par la Division des finances des missions	Objectif	5
		Estimation	5
		Résultats effectifs	5
vii) Le Conseil de sécurité est informé, au moment où il examine la possibilité de créer ou d'élargir une mission ou d'en modifier le mandat, de l'incidence que cela aura sur les ressources nécessaires et sur l'appui aux missions (en pourcentage)	Objectif atteint. Le Conseil de sécurité a été informé de l'incidence sur les ressources nécessaires et sur l'appui aux missions	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
viii) Amélioration de l'indice de performance concernant la gestion des biens de toutes les missions de maintien de la paix, sur la base des notes attribuées pour 20 indicateurs de résultats (indice de performance concernant la gestion des biens)	L'indice de performance est passé de 1 563 à 1 566 points. La pandémie de COVID-19 et les activités relatives au retrait des effectifs et des moyens et à la liquidation de la MINUAD ont eu un effet sur les résultats, ces dernières ayant eu une incidence sur les indicateurs clés de performance liés aux activités de cession et de mise au rebut	Objectif	1 800
		Estimation	1 800
		Résultats effectifs	1 566

Réalisation escomptée b) : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Établissement des dispositions relatives aux opérations bancaires dans les 3 mois suivant la création d'une opération de maintien de la paix (nombre de mois)	Aucun nouvel établissement de dispositions relatives aux opérations bancaires n'a été nécessaire durant l'exercice	Objectif	3
		Estimation	3
		Résultats effectifs	sans objet
ii) Temps consacré à la planification des ressources nécessaires pour les missions nouvelles, élargies ou en transition créées par le Conseil de sécurité, suivant la réception de la demande (21 jours)	Objectif atteint. Les demandes de ressources supplémentaires pour la MINUSCA ont été soumises dans un délai de 21 jours ouvrables	Objectif	21
		Estimation	21
		Résultats effectifs	21

Réalisation escomptée c) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Révision de toutes les instructions permanentes et rédaction d'un manuel de comptabilité de façon à assurer la conformité de la comptabilité et des états financiers aux normes IPSAS (en pourcentage)	Objectif atteint. Toutes les instructions permanentes ont été révisées et tous les manuels ont été élaborés	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
ii) Réponse aux demandes d'information des missions, notamment sur la politique financière, le recouvrement des coûts et les données de base (nombre de jours)	Objectif atteint. Toutes les demandes d'information ont reçu une réponse sous 7 jours	Objectif	7
		Estimation	7
		Résultats effectifs	7
iii) Rendement des placements en dollars des États-Unis du compte d'appui égal ou supérieur à celui des bons du Trésor des États-Unis à 90 jours (indice de référence ONU)	Objectif atteint. Le taux de rendement s'est établi à 0,56 %	Objectif	0,50
		Estimation	0,25
		Résultats effectifs	0,56
iv) 100 % des demandes de décaissement pour les missions de maintien de la paix sont traitées dans les 2 jours ouvrables suivant leur réception (en pourcentage)	Objectif atteint. Les demandes de décaissement ont été traitées dans les délais	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
v) Tous les membres du personnel recrutés sur le plan international remplissant les conditions requises et tous ceux recrutés sur le plan national peuvent souscrire, s'ils en décident ainsi, au plan d'assurance maladie pour eux-mêmes et les personnes à leur charge ; une assurance-vie est également proposée à tous les membres du personnel qui y ont droit (en pourcentage)	Objectif atteint. Tous les membres du personnel remplissant les conditions requises qui en ont fait la demande ainsi que les personnes à leur charge ont pu souscrire au plan d'assurance maladie et à une assurance-vie	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
vi) Réponse du Service de gestion du risque financier aux demandes d'information sur les conditions d'assurance des contrats se rapportant au maintien de la paix dans les 30 jours ouvrables suivant la réception de la demande (en pourcentage)	Objectif atteint. Tous les contrats d'assurance ont été examinés, et des orientations et des conseils ont été fournis dans les 30 jours	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100

vii) Traitement des demandes d'indemnisation relatives au maintien de la paix présentées aux compagnies d'assurance privées et examen des demandes par le Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation (en pourcentage)	Objectif atteint. Toutes les demandes complètes d'indemnisation présentées aux compagnies d'assurance privées ont été examinées par le Service des assurances et des décaissements. Toutes les demandes complètes ont été examinées par le Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation lors de sa réunion mensuelle suivante	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
viii) Mise en œuvre du dispositif de contrôle interne conformément aux principes formulés par le Comité des organisations coparrainantes de la Commission Treadway (nombre de missions)	Objectif atteint. La première déclaration relative au contrôle interne a été diffusée auprès de 14 entités de maintien de la paix en mai 2021	Objectif	14
		Estimation	14
		Résultats effectifs	14
ix) Des conseils sur la bonne application du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU, ainsi que des politiques et procédures connexes, sont fournis dans les 10 jours ouvrables suivant la réception de la demande (en pourcentage)	Objectif atteint. Des conseils ont été fournis dans les 10 jours ouvrables suivant la réception de la demande	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
x) 90 % des demandes de partenaires et d'indices sont traitées en moins de 3 jours ouvrables, si la demande est complète et conforme aux lignes directrices et aux contrôles établis (en pourcentage)	Objectif atteint. 90 % des ordres de travaux (demandes) ont été traités en moins de 3 jours ouvrables	Objectif	90
		Estimation	90
		Résultats effectifs	90
xi) 90 % des demandes d'octroi des droits d'accès sont examinées en moins de 3 jours ouvrables, si la demande est complète et conforme aux lignes directrices et aux contrôles établis (en pourcentage)	Objectif atteint. 90 % des demandes d'octroi des droits d'accès ont été traitées en moins de 3 jours ouvrables	Objectif	90
		Estimation	90
		Résultats effectifs	90
xii) Sommes dues au titre des contingents et des unités de police constituées ne dépassant pas l'équivalent de 3 mois (nombre de mois)	Au 30 juin 2021, en raison de problèmes de liquidités, les sommes dues au titre des contingents et des unités de police constituées représentaient l'équivalent de plus de 3 mois pour la MINUAD et l'équivalent de 3 mois pour les 10 autres missions en cours dotées d'une composante militaire et d'une composante Police	Objectif	3
		Estimation	3
		Résultats effectifs	3,5
xiii) 90 % des clients interrogés dans le cadre d'enquêtes se déclarant satisfaits des services dont ils bénéficient (en pourcentage de clients interrogés qui se déclarent satisfaits)	Objectif atteint. Tous les clients interrogés dans le cadre de l'enquête annuelle se sont déclarés satisfaits des services reçus	Objectif	90
		Estimation	90
		Résultats effectifs	100
xiv) Mise en œuvre du cadre de gestion de l'actif fixe dans les opérations de maintien de la paix, par la mise en place de politiques, directives et de programmes de formation et de certification sur la gestion de l'actif (en pourcentage)	Objectif atteint. Le cadre de gestion de l'actif fixe a continué à être mis à jour régulièrement. Les programmes de formation et de certification étaient disponibles en ligne	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
xv) Conformité des données des états financiers relatives à la gestion des biens avec les normes IPSAS	Objectif atteint. Dans le cadre de la clôture des comptes en fin d'exercice, des comptes rendus de situation mesurant les progrès accomplis dans la réalisation des indicateurs clés de performance ont été fournis chaque semaine. Par ailleurs, des instructions supplémentaires visant à orienter les missions dans l'élaboration de rapports conformes aux normes IPSAS ont été publiées	Objectif	Oui
		Estimation	Oui
		Résultats effectifs	Oui

Produits livrés

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts, et rapports correspondants			
<i>Assemblée générale</i>			
<i>Cinquième Commission</i>			
Services fonctionnels pour les réunions			
1. Séances de la Commission	10	3	30,0
2. Consultations de la Commission	50	43	86,0
<i>Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires</i>			
Services fonctionnels pour les réunions			
3. Séances du Comité consultatif	30	20	66,7
Documentation destinée aux organes délibérants			
Rapports du Secrétaire général			
4. États financiers de l'année terminée le 30 juin 2021 et rapport financier sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice allant du 1 ^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021	1	1	100,0
5. Budget des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice allant du 1 ^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022	11	12	109,1
6. Exécution du budget des opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1 ^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020	13	13	100,0
7. Point au 30 juin 2020 de la situation financière des opérations de maintien de la paix dont le mandat est terminé	1	1	100,0
8. Rapport final sur l'exécution du budget des missions de maintien de la paix [Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) et Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL)]	2	2	100,0
9. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix, du compte d'appui, de la Base de soutien logistique des Nations Unies et du Centre de services régional d'Entebbe (dont le rapport d'ensemble)	7	7	100,0
Notes du Secrétaire général			
10. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix	4	4	100,0
Autres services			
11. Informations financières supplémentaires pour le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) et la Cinquième Commission concernant 10 opérations de maintien de la paix en cours et le BANUS, la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH) et la MINUAD, la BSLB, le Centre de services régional d'Entebbe et le compte d'appui, et rapport final sur l'exécution du budget de la MINUSTAH et de la MINUL	18	18	100,0
12. Échanges de vues avec les États Membres, dont les pays fournisseurs de contingents, concernant les questions financières relatives aux opérations de maintien de la paix et aux sommes dues par les missions	20	20	100,0
13. Examen des réponses aux demandes de complément d'information formulées par des organes délibérants en ce qui concerne 10 opérations de maintien de la paix en cours ainsi que le BANUS, la MINUJUSTH, la MINUSTAH, la MINUAD, la MINUL, la Base de soutien logistique des Nations Unies, le Centre de services régional d'Entebbe, le compte d'appui et les questions transversales, et coordination des réponses	2 000	2 787	139,4
14. Établissement des déclarations adressées au Conseil de sécurité et d'autres rapports sur des activités, autres que les opérations de maintien de la paix, autorisées par le Conseil dans ses résolutions	5	5	100,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Services d'appui administratif (quotes-parts hors budget ordinaire)			
Gestion financière			
15. Pourcentage des plans de dépenses examinés dans le délai prévu (7 jours ouvrables)	100	100	100,0
Services financiers relatifs aux activités de maintien de la paix			
16. Émission d'autorisations de financement et d'autorisations relatives aux tableaux d'effectifs pour les opérations de maintien de la paix, le BANUS, la Base de soutien logistique des Nations Unies, le Centre de services régional d'Entebbe, les départements et bureaux du Siège et les fonds d'affectation spéciale concernant le maintien de la paix	400	209	52,3
17. Suivi hebdomadaire de la situation de trésorerie des comptes spéciaux des opérations de maintien de la paix et de l'utilisation du Fonds de réserve pour le maintien de la paix	52	52	100,0
18. Directives formulées à l'intention de 10 opérations de maintien de la paix en cours, du BANUS, de la MINUJUSTH, de la MINUAD, de la Base de soutien logistique des Nations Unies, du Centre de services régional d'Entebbe et de 14 départements et unités administratives du Siège, sur l'établissement de projets de budget et de rapports sur l'exécution du budget, y compris sur le Règlement financier et les règles de gestion financière, les principes et procédures de gestion financière, la budgétisation axée sur les résultats et les recommandations des organes délibérants	29	29	100,0
19. Visites effectuées dans des opérations de maintien de la paix, à la Base de soutien logistique des Nations Unies et au Centre de services régional d'Entebbe pour donner des conseils stratégiques et fournir une assistance concernant les questions budgétaires et financières	10	3	30,0
20. Tenue de visioconférences avec le personnel des opérations de maintien de la paix, du BANUS, de la Base de soutien logistique des Nations Unies et du Centre de services régional d'Entebbe et organisation de réunions en présence de fonctionnaires de départements et de bureaux du Siège, selon que nécessaire, sur l'établissement des projets de budget des missions, l'évaluation des ressources nécessaires et la mise en œuvre d'importantes initiatives en matière d'administration financière	14	14	100,0
21. Définition d'indicateurs pour les principaux éléments des ressources et élaboration d'un cadre d'analyse transversal permettant d'améliorer le rapport coût-efficacité de l'analyse de la dotation en ressources des missions	1	1	100,0
22. Contrôle financier des missions en cours de liquidation	1	1	100,0
23. Définition des ressources nécessaires pour appuyer l'évaluation et la planification de missions nouvelles, élargies, en transition ou en cours de liquidation, conformément aux décisions du Conseil de sécurité	1	1	100,0
24. Définition des ressources nécessaires dues à de nouvelles initiatives, à des circonstances imprévues ou à l'évolution de la situation	1	1	100,0
25. Formation des spécialistes du budget et des finances des missions de maintien de la paix à des systèmes et procédures financiers nouveaux ou existants	1	1	100,0
26. Fourniture de conseils spécialisés sur les approches et les méthodes d'établissement des budgets et de mesure des coûts des services rendus aux utilisateurs internes et externes	1	1	100,0
27. Directives sur l'amélioration de la comptabilisation, de l'analyse et de la présentation des coûts des activités pour les prestataires et les bénéficiaires de services	1	1	100,0
28. Diffusion des listes de contrôle pour l'auto-évaluation et de matrices de contrôle des risques à toutes les opérations de maintien de la paix (11 opérations en cours, BANUS et BNUUA)	13	13	100,0
29. Orientations générales et en matière de formation sur l'amélioration des contrôles internes	1	1	100,0
30. Définition d'orientations générales à l'intention de 11 opérations de maintien de la paix en cours et du BANUS, du BNUUA, de la Base de soutien logistique des Nations Unies, du Centre de services régional d'Entebbe et de 14 départements et unités administratives du Siège sur l'application du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU, ainsi que des politiques et procédures connexes	1	1	100,0
31. Publication mensuelle des tableaux de bord comptables de contrôle interne correspondant à 11 opérations de maintien de la paix en cours et au BANUS, au BNUUA, à la Base de soutien logistique des Nations Unies et au Centre de services régional d'Entebbe	15	15	100,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
32. Signalement rapide des cas de fraude et de présomption de fraude dans les entités liées au maintien de la paix au Comité des commissaires aux comptes	15	15	100,0
33. Mise à jour et maintenance du Portail des politiques en ce qui concerne le cadre réglementaire financier, y compris le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'ONU, les textes administratifs, les documents de politique générale et d'orientation concernant les finances et la passation de marchés au sein des entités liées au maintien de la paix	1	1	100,0
34. Fourniture de conseils spécialisés et d'un appui relatifs aux politiques et procédures financières d'Umoja à l'intention des entités liées au maintien de la paix	15	15	100,0
35. Gestion des données de base d'Umoja relatives aux finances de 15 entités liées au maintien de la paix	15	15	100,0
36. Mise à jour des données de base relatives aux finances de 15 entités liées au maintien de la paix (nombre de bons d'intervention concernant le bloc d'imputation et la prestation de services)	15	15	100,0
37. Examen de l'octroi des droits d'accès aux fonctionnalités d'Umoja relatives aux finances dans les entités liées au maintien de la paix	15	15	100,0
38. Mise à jour et maintenance du système SWIFT conformément aux exigences internationales pour les entités liées au maintien de la paix	15	15	100,0
Gestion d'ensemble			
39. Fourniture de conseils sur le respect des normes IPSAS dans les missions	15	15	100,0
40. Liquidations de placement	600	748	124,7124. 7
41. Envoi en temps voulu des avis de mise en recouvrement et des rappels aux États Membres ayant des arriérés de contributions	4 975	5 173	104,0
42. Traitement de reçus fournis par les États Membres concernant leurs contributions au titre des opérations de maintien de la paix et tenue à jour d'un registre précis des contributions non acquittées	3 700	3 740	101,1
Gestion des biens à l'échelle mondiale			
43. Publication du manuel de gestion des biens (Property Management Manual)	1	1	100,0
44. Supervision de la formation et de la certification du personnel exerçant des fonctions liées à la gestion des biens	1	1	100,0
45. Orientations stratégiques sur le suivi des performances en matière de gestion du matériel et l'établissement de rapports sur la question	1	1	100,0
46. Rapports de performance sur la gestion du matériel	4	4	100,0
47. Instructions supplémentaires pour l'établissement de rapports financiers sur les immobilisations corporelles et les stocks conformément aux normes IPSAS	1	1	100,0
48. Mise en place d'un centre opérationnel de gestion du matériel pour l'examen des données financières en vue de s'assurer de leur conformité avec les normes IPSAS et le cadre de gestion des biens	1	1	100,0
49. Gestion des données de référence d'Umoja liées à la classification des biens	1	1	100,0
Suivi des grands projets de construction			
50. Supervision de l'exécution de grands projets d'équipement et fourniture de directives techniques à ce sujet	1	1	100,0
51. Supervision de l'exécution de projets d'entretien, de transformation et d'amélioration en cours, et fourniture de directives techniques à ce sujet	1	1	100,0
52. Examens des communications techniques et administratives relatives à l'élaboration et à l'exécution des projets de construction	1	1	100,0
53. Réunions officielles du réseau interorganisations des responsables de la gestion des installations et des bureaux hors Siège portant sur les politiques de gestion des installations	2	0	0,0

Principaux résultats obtenus

83. La Division des finances a continué à donner des directives aux missions concernant la délégation de pouvoirs et la déclaration relative au contrôle interne et à appuyer l'octroi des droits d'accès aux fonctionnalités d'Umoja relatives aux finances. En ce qui concerne la déclaration relative au contrôle interne, la Division a assuré la diffusion de la première déclaration auprès de toutes les opérations du Secrétariat en juin 2021. Malgré la pandémie de COVID-19, elle a continué à envoyer les avis de mise en recouvrement dans les délais impartis et à fournir aux États Membres et à toutes les parties prenantes concernées des informations complètes et opportunes sur l'état des contributions mises en recouvrement. Face à la pandémie de COVID-19, la Division a par ailleurs mis en œuvre le décaissement anticipé des traitements et prestations et conservé un taux de fiabilité de près de 100 % concernant le traitement, dans les délais, des états de paie, qu'il s'agisse des paiements mensuels ou des paiements hors cycle, ainsi que du paiement des fournisseurs et des versements liés aux voyages. En outre, elle a organisé 11 réunions d'information virtuelles sur la couverture de l'assurance maladie et de l'assurance-vie à l'intention des membres du personnel et des retraités et 9 réunions à l'intention des référents assurance, auxquelles plus de 4 000 personnes ont participé. En mai 2021, elle a également lancé un nouveau site Web à l'intention de tous les participants au régime, qui donne des informations complètes sur l'assurance maladie et l'assurance-vie.

84. La Division des finances des missions a continué à s'acquitter de son mandat en élaborant des rapports sur le budget et l'exécution du budget des missions et en fournissant des données et des analyses précises et opportunes aux organes délibérants pour éclairer leur prise de décisions ; le nombre de réponses aux demandes de complément d'information ont été supérieures de près de 40 % aux prévisions. Le respect des délais de soumission des documents s'est amélioré, passant de 68 % à 86 %. La Division a appuyé les activités de liquidation de la MINUAD en fournissant des conseils spécialisés sur des questions budgétaires et la gestion du matériel. Par ailleurs, à la suite de l'adoption d'une résolution sur la MINUSCA par le Conseil de sécurité, elle a préparé la demande d'ouverture de crédits supplémentaires. L'amélioration du taux de satisfaction des clients, qui s'élève à 100 % contre 77 % lors de l'exercice précédent, est le reflet de l'action menée par la Division pour organiser des visioconférences et des réunions afin de soutenir la collaboration entre tous les départements du Siège et les missions durant l'établissement du budget. Un portail d'information sur le budget à l'intention des États Membres a été élaboré en collaboration avec le Bureau du Contrôleur de l'ONU. En raison des restrictions aux déplacements liées à la COVID-19, seules 3 visites sur place ont été effectuées (produit 19) ; toutefois, la Division a poursuivi les consultations en ligne pour pallier le manque de visites sur place.

3. Bureau des ressources humaines

85. Le Bureau des ressources humaines a continué à participer activement aux travaux du Groupe de travail chargé d'examiner les conditions de vie et de travail dans les lieux d'affectation hors Siège, notamment ceux concernant la coordination et l'harmonisation entre organisations des questions relatives au classement d'un lieu d'affectation, au congé de détente, à la prime de danger, à l'évacuation pour raisons de sécurité et à la désignation des lieux d'affectation « famille non autorisée », ainsi que ceux concernant l'élaboration de directives sur les voyages dans le cadre du congé de détente et sur la prime de danger durant la pandémie. Il a continué à établir les textes administratifs applicables aux missions sur le terrain concernant notamment la réduction des effectifs, la gestion de la performance, la prime de danger, l'indemnité de subsistance (missions), la sélection du personnel, les mesures temporaires

spéciales visant à assurer la parité femmes-hommes et le Code du drapeau des Nations Unies. Il a continué à travailler avec les comités locaux d'enquête sur les conditions d'emploi pour mener à bien la réalisation d'enquêtes intermédiaires et générales sur les traitements dans les missions de maintien de la paix et lancé des cours de formation en ligne portant sur le processus relatif aux enquêtes sur les conditions d'emploi. Dans le cadre de la Journée internationale des femmes de 2021, le Bureau a mené des campagnes sur les médias sociaux afin de mettre en avant les femmes du maintien de la paix et d'encourager les femmes à postuler à certains postes vacants.

86. Deux rapports contenant des informations sur les fonctionnaires et le personnel n'ayant pas la qualité de fonctionnaire ont été publiés sur le portail en ligne des États Membres pour que ceux-ci disposent d'une visibilité totale concernant les effectifs des opérations de paix. Pour la première fois, le rapport sur la composition du Secrétariat contenait une analyse approfondie mettant en relief les tendances ayant une incidence sur la diversité du personnel des opérations de maintien de la paix. En outre, une méthode permettant d'évaluer l'offre et la demande concernant les compétences linguistiques a été élaborée et mise à l'essai dans le contexte des opérations de maintien de la paix.

87. Dans le cadre de l'initiative Action pour le maintien de la paix, une réunion de haut niveau a été organisée sur les moyens de renforcer le respect de la déontologie par le personnel du maintien de la paix, au cours de laquelle l'accent a été mis sur les meilleures pratiques des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, la nécessité de mener des enquêtes en temps utile et de veiller à ce que les sanctions soient à la mesure de la gravité de la faute, et le soutien aux victimes et aux enfants nés d'actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles. Le site Web sur le respect de la déontologie dans les missions continue de diffuser des informations sur le nombre et la nature des allégations reçues pour chaque mission de maintien de la paix, notamment des détails sur la suite donnée à chaque allégation d'actes d'exploitation et d'atteinte sexuelles et l'état d'avancement de l'enquête y relative. En outre, les campagnes de sensibilisation et d'information à l'intention des États Membres sur les mesures et les activités visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles se sont poursuivies, notamment sur l'augmentation des contributions et l'utilisation du fonds d'affectation spéciale en faveur des victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles. Des réunions ont été organisées régulièrement avec les équipes chargées de la déontologie et de la discipline dans les opérations de paix afin de garantir l'apport d'un soutien et la poursuite de l'exécution des mandats durant la pandémie de COVID-19.

88. Le Bureau a représenté le Secrétaire général devant le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies dans 159 affaires introduites par des membres du personnel de maintien de la paix et traité 161 affaires concernant le personnel de maintien de la paix qui lui avaient été renvoyées aux fins de mesures disciplinaires. Il a continué à saisir des données dans la base de données ClearCheck sur les actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles et de harcèlement sexuel à l'intention du Secrétariat et géré l'accès et la formation y relatifs.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Les rapports à l'intention des États Membres sur la gestion des ressources humaines dans les missions sont disponibles en ligne (en pourcentage)	Objectif atteint. Les États Membres ont pu consulter les rapports en ligne	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
ii) Tous les rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité relatifs aux opérations de maintien de la paix traitent, selon que de besoin, des questions de déontologie et de discipline (en pourcentage)	Objectif atteint. Un chapitre sur le respect des normes de déontologie par le personnel de maintien de la paix a été inclus dans les rapports du Secrétaire général sur les missions de maintien de la paix	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100

Réalisation escomptée b) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Les conditions d'emploi du personnel déployé dans les missions de maintien de la paix font l'objet d'une attention régulière (nombre de réunions)	Objectif atteint. Le nombre de réunions est plus élevé que prévu car des réunions ad hoc ont été organisées en raison de la COVID-19 et de la situation à Beyrouth	Objectif	4
		Estimation	4
		Résultats effectifs	21
ii) Des textes administratifs sur la politique générale et les conditions d'emploi dans les lieux d'affectation hors Siège sont élaborés et adoptés (nombre de circulaires du Secrétaire général, d'instructions administratives et d'autres circulaires publiées)	L'examen des textes administratifs a été effectué à 55 % et 18 des 29 textes adoptés concernaient les missions	Objectif	25
		Estimation	21
		Résultats effectifs	18
iii) Toutes les situations de crise sont examinées dans les 7 jours (en pourcentage)	Dans les situations de crise, les premières mesures ont été prises, dans 86 % des cas, dans les 7 jours suivant la date de renvoi	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	86
iv) Les recours et les affaires disciplinaires sont traités dans les délais impartis (en pourcentage)	Objectif atteint. Le Bureau a représenté le Secrétaire général devant le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies et traité dans les meilleurs délais toutes les affaires introduites par des membres du personnel de maintien de la paix. Toutes les affaires disciplinaires ont été traitées dans les 3 mois suivant la date de renvoi	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
v) Toutes les allégations de fautes graves signalées aux opérations de maintien de la paix sont saisies dans le Système de suivi des fautes professionnelles et examinées dans les 7 jours suivant leur réception (en pourcentage)	88 % des allégations ont été saisies dans le Système et examinées dans un délai de 7 jours	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	88

Produits livrés

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts, et rapports correspondants			
<i>Assemblée générale</i>			
Services fonctionnels pour les réunions et représentation aux réunions			
1. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	9	11	122,2
2. Comité spécial des opérations de maintien de la paix	2	2	100,0
3. Quatrième Commission	2	2	100,0
4. Cinquième Commission	18	30	166,7
5. Sixième Commission	3	5	166,7
6. Comité du programme et de la coordination	1	2	200,0
7. Commission de la fonction publique internationale	29	31	106,9
8. Comité consultatif pour les questions d'ajustement	6	10	166,7
Documentation destinée aux organes délibérants			
Rapports du Secrétaire général			
9. Rapport annuel sur la composition du personnel du Secrétariat et des missions	1	1	100,0
10. Rapport semestriel sur le personnel fourni à titre gracieux, les fonctionnaires retraités et les consultants	1	1	100,0
11. Modifications à apporter au Statut et au Règlement du personnel	1	3	300,0
12. Rapport de synthèse sur les ressources humaines	1	1	100,0
13. Pratique suivie par le Secrétaire général en matière disciplinaire et en cas de faits constitutifs d'infraction pénale	1	1	100,0
Services de la gestion des ressources humaines			
Division du droit administratif			
14. Activités liées à la gestion juridique de procédures d'appel, notamment représentation du Secrétaire général dans les procédures écrites et orales devant le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies (New York, Genève et Nairobi) dans les affaires introduites par le personnel de maintien de la paix	192	159	82,8
15. Activités de gestion juridique liées aux affaires disciplinaires renvoyées au Bureau des ressources humaines par les missions, notamment : formulation de recommandations, prestation de conseils juridiques et liaison avec des services d'enquête comme le Bureau des services de contrôle interne, les Groupes des enquêtes spéciales, les groupes spéciaux, les bureaux locaux des ressources humaines et le Bureau des affaires juridiques	135	161	119,3
16. Cas de prestation de conseils juridiques sur les questions de discipline concernant le personnel des missions, les plaintes déposées en vertu de la circulaire ST/SGB/2019/8 et les recommandations du Bureau de la déontologie sur la protection contre les représailles	240	344	143,3
17. Cas de prestation de conseils sur les questions de gestion des situations de crise	20	57	285,0
18. Procédures d'intervention en cas de situation de crise élaborées et mises à jour	5	14	280,0
19. Rapports d'enquête établissant le bien-fondé d'allégations faisant état de fautes et des questions connexes examinés et transmis à l'ONU ou aux États Membres pour application du principe de responsabilité	105	82	78,1
20. Allégations de catégorie I enregistrées et suivies dans le Système de suivi des fautes professionnelles	250	293	117,2
21. Allégations de catégorie II enregistrées et suivies dans le Système de suivi des fautes professionnelles	550	217	39,5

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
22. Procédures de vérification et de contrôle des antécédents appliquées, chaque mois, pour en moyenne 7 000 membres du personnel, Volontaires des Nations Unies, vacataires, policiers hors unités constituées, observateurs militaires ou autres membres du personnel fourni par des gouvernements, et des membres des contingents ou des unités de police avant leur engagement ou leur déploiement	84 000	80 695	96,1
23. Visites organisées sur le terrain pour fournir aux responsables et au personnel chargé de la déontologie et de la discipline une assistance et des conseils techniques en matière d'application de la stratégie de lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles et les autres types de fautes	3	0	0,0
Division des stratégies et des politiques			
24. Politique générale rationalisée, simplifiée et modernisée en matière de gestion des ressources humaines applicable sur le terrain, en vue d'un déploiement rapide en cas d'urgence et dans les opérations de renfort	1	0,55	55,0
25. Trousse à outils de renforcement des capacités destinée à mieux faire connaître et comprendre la politique générale en matière de ressources humaines au personnel en poste sur le terrain (notamment par la création de mécanismes d'échange de connaissances sur les meilleures pratiques à l'intention de spécialistes des ressources humaines du monde entier)	1	1	100,0
26. Interprétations de principe et conseils sur les questions liées au terrain fournis	250	340	136,0
27. Rencontres avec les syndicats représentant le personnel hors Siège (Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies et Syndicat du personnel de l'Organisation des Nations Unies) dans le cadre d'un dialogue permanent	20	44	220,0
28. Enquêtes intermédiaires et générales sur les traitements et examen des mesures spéciales relatives aux traitements dans les opérations de maintien de la paix effectués en consultation avec le comité local d'enquête sur les conditions d'emploi	16	9	56,3
29. Ensemble de normes et de mécanismes des Nations Unies visant à assurer un accès équitable à un appui psychologique de qualité pour le personnel des Nations Unies	1	1	100,0
30. Conduite de l'application de la Stratégie pour la santé mentale et le bien-être dans le système des Nations Unies	1	1	100,0
31. Réunions du Comité mixte de négociation et du Comité Administration-personnel pour lesquelles des services sont fournis	3	3	100,0
32. États Membres à l'intention desquels des rapports ponctuels sont établis en ligne concernant la gestion des ressources humaines, notamment l'appui aux utilisateurs dans les missions permanentes	193	193	100,0
33. Plan de gestion prévisionnelle des besoins en personnel, y compris pour les opérations sur le terrain	1	1	100,0
34. Dispositif de mobilité élaboré pour le Secrétariat afin de répondre aux besoins de l'Organisation, y compris ceux des opérations sur le terrain	1	1	100,0
35. Campagnes de communication associées à une collaboration avec les États Membres en vue de trouver des candidats à des postes dans les missions et au Siège, à l'appui des opérations de maintien de la paix, compte tenu des objectifs liés aux questions de genre	2	17	850,0
36. Contributions à la conception, à la mise à l'essai, à la mise en œuvre et à la communication des changements apportés au système de gestion des aptitudes Inspira menées pour répondre aux besoins des opérations de maintien de la paix	2	3	150,0
37. Contributions à l'élaboration, à l'exécution et à l'évaluation de programmes découlant de la stratégie sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies, axés notamment sur la parité des genres sur le terrain	4	5	125,0
38. Documents d'orientation sur l'intégration des personnes handicapées élaborés et activités de portée mondiale menées dans l'Organisation pour sensibiliser à l'intégration des personnes handicapées, en coordination avec les efforts déployés sur le terrain	3	3	100,0
39. Contributions à l'élaboration et à l'exécution de programmes favorisant un environnement de travail sûr, ouvert à tous et stimulant, visant notamment à prévenir et combattre le harcèlement sexuel	3	8	266,7

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Autres services			
Coopération internationale et coordination et liaison interorganisations			
40. Réunions du Réseau ressources humaines du Conseil des chefs de secrétariat recevant des services	12	16	133,3
41. Réunions de l'Équipe spéciale du Comité permanent interorganisations chargée de l'application du principe de responsabilité à l'égard des populations touchées et de la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles recevant un appui	2	2	100,0
42. Séances d'information organisées à l'intention des États Membres et des organisations non gouvernementales sur la stratégie globale de lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles ainsi que les autres formes de comportement répréhensible du personnel des opérations de maintien de la paix	24	24	100,0

Principaux résultats obtenus

89. Le Bureau des ressources humaines a appuyé les organes intergouvernementaux de l'ONU et les États Membres en fournissant des données et des analyses précises, opportunes et approfondies sur les effectifs afin d'éclairer la prise de décisions. Il a également élaboré le rapport du Secrétaire général sur les conditions de voyage en avion (A/75/654/Rev.1) et celui sur les militaires et policiers en service actif détachés par leur gouvernement (A/75/646), sur la base desquels l'Assemblée générale a adopté respectivement les résolutions 75/253 B et 75/292 (produit 11).

90. En ce qui concerne les produits 20 et 21, dans le cadre du déploiement du Système de suivi de la gestion des dossiers, un nouveau système de catégorisation des fautes plus transparent a été mis en service en janvier 2021. Les allégations de catégorie I et de catégorie II ont été remplacées respectivement par les groupes « faute grave » et « faute » et transposées dans le nouveau système. Les visites sur le terrain ont été reportées en raison des restrictions aux déplacements liées à la COVID-19 (produit 23). Des réunions ont été tenues chaque semaine avec le personnel sur le terrain pour échanger des points de vue sur l'assistance technique, les directives et des sujets particuliers afin de maintenir la continuité des opérations durant la pandémie de COVID-19. La pandémie a également eu une incidence sur la fourniture d'orientations générales et sur le nombre de réunions tenues avec le Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies, d'où le nombre supérieur de produits livrés par rapport aux prévisions (produits 26 et 27). Par ailleurs, des enquêtes qui avaient été programmées ont dû être reportées, et certaines enquêtes ont pris plus de temps que prévu en raison des difficultés à obtenir les informations requises auprès des régimes étudiés à titre de comparaison (produit 28). L'élaboration d'une politique générale rationalisée et modernisée en matière de gestion des ressources humaines est en cours. L'examen des textes administratifs a été effectué à 55 % et 18 des 29 textes adoptés concernaient les missions (produit 24). Bien que les manifestations et les campagnes de sensibilisation en présentiel aient été annulées en raison de la pandémie, le Bureau a organisé de nombreuses manifestations en ligne qui ont permis de toucher plus de 40 000 membres du personnel (professionnels en milieu de carrière et jeunes professionnels) originaires de 72 États Membres (produit 35). Les présentations sur les carrières ont traité les questions relatives aux emplois ou aux carrières à l'ONU, l'accent étant mis sur les possibilités offertes par les missions sur le terrain. Enfin, en collaboration avec le Cabinet du Secrétaire général, le Bureau a organisé avec des participants issus de différents lieux d'affectation un « dialogue ouvert à toutes et tous » pour promouvoir des environnements de travail prenant mieux en compte les questions de genre (produit 39).

4. Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité

91. La Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité a continué à fournir un appui et des conseils au sujet du dispositif d'application du principe de responsabilité du Secrétariat et de la délégation de pouvoirs aux missions de maintien de la paix, notamment en organisant des réunions d'information individuelles à l'intention de tous les chefs et chefs adjoints de mission entrants. Elle a également donné des conseils concernant la gestion axée sur les résultats. Des améliorations d'importance stratégique ont été apportées au tableau de bord de gestion qui contient les indicateurs clés de performance relatifs à la délégation de pouvoirs. Par ailleurs, la Division a continué à fournir aux missions de maintien de la paix des orientations générales et un appui technique aux fins de la mise en œuvre du cadre de gestion du risque institutionnel, les aidant ainsi dans leur préparation d'un inventaire des risques actualisé.

92. Grâce à l'initiative de l'ONU en matière d'informatique décisionnelle, plus de 200 modèles de données certifiés sont désormais disponibles par l'intermédiaire de la fonction d'analyse et, le cas échéant, ont été intégrés à divers produits de visualisation et d'analyse, notamment au tableau de bord de gestion, afin d'appuyer les opérations et la prise de décisions. À l'appui de la Stratégie du Secrétaire général pour l'exploitation des données par tout le monde, partout, un programme de formation avancée en science des données et en visualisation de données a été lancé le 23 avril 2021, la MINUSS servant d'entité pilote.

93. La Division a également géré les contrats de mission des hauts fonctionnaires conclus par le Secrétaire général avec les chefs des missions de maintien de la paix, apportant un appui technique au Conseil d'évaluation de la performance des hauts fonctionnaires, qui est présidé par le Directeur de cabinet. En outre, elle a amélioré le modèle de contrat de mission en renforçant les dispositions dans le domaine de la responsabilité des dirigeants, notamment en ce qui concerne la déontologie et la discipline et les nouveaux objectifs dont l'application du principe de responsabilité concernant le matériel appartenant aux Nations Unies.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

		<i>Mesure des résultats</i>	
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	<i>2020/21</i>	
i) Données d'activité stratégique mises en ligne à la disposition des États Membres et des missions de maintien de la paix (nombre de tableaux de bord en ligne tenus à jour)	Objectif atteint. Les données d'activité stratégique sont accessibles à partir : a) du tableau de bord de gestion, qui fournit aux missions de maintien de la paix des données dans les domaines de la performance de l'Organisation, de l'emploi des ressources et des ressources humaines ; b) d'une section consacrée au suivi des indicateurs concernant le respect du principe de responsabilité renforcé, qui permet de suivre les indicateurs clés de performance relatifs à la délégation de pouvoirs ; c) d'une plateforme en ligne qui présente un répertoire de la délégation de pouvoirs. Les travaux relatifs à l'élaboration d'un portail intégré à l'intention des États Membres ont progressé	Objectif	3
		Estimation	3
		Résultats effectifs	3

ii) Information financière automatisée répondant aux normes du Conseil des chefs de secrétariat (nombre de normes couvertes)	Objectif atteint. La phase 1, qui couvre 4 normes, a été achevée	Objectif	4
		Estimation	4
		Résultats effectifs	4
iii) Recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant les opérations de maintien de la paix appliquées dans les délais (en pourcentage)	Sur les 108 recommandations en suspens qui figuraient dans les rapports du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des exercices précédents, 49 recommandations (soit 45 %) ont été appliquées/classées	Objectif	50
		Estimation	50
		Résultats effectifs	45
iv) Recommandations du Bureau des services de contrôle interne concernant les opérations de maintien de la paix appliquées dans les délais (en pourcentage)	Objectif atteint. Sur les 361 recommandations formulées par le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) à l'intention des opérations de maintien de la paix en 2020, 247 recommandations (soit 68 %) ont été appliquées	Objectif	50
		Estimation	50
		Résultats effectifs	68

Réalisation escomptée b) : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Pouvoirs suffisants délégués aux chefs des missions de maintien de la paix nouvellement créées dans les 15 jours qui suivent leur prise de fonctions (pourcentage des nouvelles missions bénéficiant d'une délégation de pouvoir)	Aucune mission de maintien de la paix n'a été créée durant l'exercice	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	sans objet

Réalisation escomptée c) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Les missions de maintien de la paix reçoivent l'appui et les conseils nécessaires pour gérer leurs ressources de façon efficace et efficiente en ce qui concerne la délégation de pouvoir (nombre de visites sur le terrain et de stages de formation organisés et de supports de formation élaborés)	Objectif atteint. Des ateliers en ligne portant sur divers sujets relatifs à la délégation de pouvoirs ont été proposés aux missions. Des directives portant sur les exceptions aux instructions administratives en matière de ressources humaines ont été données. Par ailleurs, tous les chefs et chefs adjoints de mission entrants ont reçu une formation individuelle à la délégation de pouvoirs	Objectif	4
		Estimation	4
		Résultats effectifs	7
ii) Augmentation du pourcentage de missions de maintien de la paix disposant d'inventaires des risques actualisés et de plans de traitement et de gestion des risques élaborés au niveau des entités (nombre de visites sur le terrain et de stages de formation organisés et de supports de formation élaborés)	Objectif atteint. Entre autres : a) 9 entités de maintien de la paix et 2 missions politiques spéciales ont soumis leur inventaire des risques approuvé b) 2 conférences sur la gestion du risque institutionnel ont été organisées et les quelque 190 participants à chaque conférence en ont été satisfaits c) 2 cours d'apprentissage en ligne sur la gestion du risque institutionnel ont été élaborés d) 2 webinaires sur la gestion du risque institutionnel ont été organisés pour sensibiliser davantage à la conduite d'estimations des risques	Objectif	6
		Estimation	6
		Résultats effectifs	9

iii) Toutes les missions de maintien de la paix reçoivent des orientations pour déployer la nouvelle politique en matière d'évaluation (en pourcentage)	La politique a été élaborée et communiquée aux missions de maintien de la paix pour consultation au cours de l'exercice. La politique a été publiée en août 2021	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	50
iv) Les missions de maintien de la paix reçoivent l'appui et les conseils nécessaires pour gérer leurs ressources de façon efficace et efficiente en matière d'analyse de données (nombre d'utilisateurs actifs des tableaux de bord de gestion intégrés dans les opérations de maintien de la paix)	Un accès a été octroyé à 145 utilisateurs dans les missions de maintien de la paix, dont 84 en tant qu'« utilisateurs actifs ». Des conseils et un appui ont été fournis dans le cadre d'activités de vulgarisation	Objectif	150
		Estimation	150
		Résultats effectifs	84

Produits livrés

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts, et rapports correspondants			
<i>Assemblée générale</i>			
1. Réunions des Comités (CCQAB et CCIQA)	4	4	100,0
<i>Cinquième Commission</i>			
Services fonctionnels pour les réunions			
2. Séances de la Cinquième Commission	2	2	100,0
3. Consultations de la Cinquième Commission	3	3	100,0
Documentation destinée aux organes délibérants			
4. Observations du Secrétaire général sur les rapports du Corps commun d'inspection	1	1	100,0
5. Rapports du Secrétaire général sur la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes	1	1	100,0
6. Rapport du Secrétaire général sur l'application du principe de responsabilité, portant sur le renforcement de l'application du principe de responsabilité au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies	1	1	100,0
Services d'appui administratif			
Gestion d'ensemble			
Visites sur place			
7. Visites sur place visant à aider les missions de maintien de la paix à évaluer les risques	4	0	0,0
8. Visites sur place dans les missions de maintien de la paix visant à traiter des questions liées aux délégations de pouvoir	4	0	0,0
9. Visites sur place visant à réaliser une analyse approfondie des données dans les missions de maintien de la paix	3	0	0,0
10. Visites sur place dans les missions de maintien de la paix visant à traiter des questions complexes liées à la transformation opérationnelle et au principe de responsabilité	2	0	0,0
11. Visites sur place visant à aider certaines opérations de maintien de la paix à faire un bilan d'ensemble de leurs capacités et de leurs besoins en matière d'activités d'évaluation	3	0	0,0
Ateliers			
12. Ateliers sur la gestion avancée du risque institutionnel organisés à l'intention des missions de maintien de la paix	2	4	200,0
13. Atelier sur le contrôle organisé à l'intention des points focaux chargés du contrôle dans les opérations de maintien de la paix	1	0	0,0
14. Atelier sur les contrats de mission des hauts responsables organisé à l'intention des missions de maintien de la paix	1	2	200,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
15. Ateliers sur les outils analytiques de pointe organisés à l'intention des missions de maintien de la paix	2	3	150,0
16. Ateliers sur l'évaluation organisés à l'intention des points focaux chargés de l'évaluation dans les opérations de maintien de la paix	2	0	0,0
Outils d'orientation et d'appui			
17. Outil de gestion du risque institutionnel mis en place aux fins de l'automatisation de la gestion des risques	1	0	0,0
18. Documents d'orientation sur la gestion axée sur les résultats élaborés à l'intention des opérations de maintien de la paix (nombre d'entités)	13	13	100,0
19. Ensemble d'améliorations apportées à la plateforme en ligne pour les contrats de mission	1	1	100,0
20. Contrats de mission de hauts responsables de missions de maintien de la paix publiés	11	11	100,0
21. Activité d'appui au Conseil d'évaluation de la performance des hauts responsables concernant les contrats annuels de ces derniers	1	1	100,0
22. Tableaux de bord en ligne consacrés aux résultats de l'Organisation, à l'emploi des ressources et aux ressources humaines	3	3	100,0
23. Trousses à outils de gestion de la viabilité environnementale	2	0	0,0
24. Activité d'appui à la session annuelle de formation sur la résilience organisationnelle organisée à l'intention des coordonnateurs des missions	1	0	0,0
25. Activités d'appui aux opérations de maintien de la paix en matière de renforcement et d'amélioration des capacités d'évaluation	10	10	100,0
Autres services			
26. Réunions du Comité d'examen des fournisseurs	12	16	133,3
Activités ou documentation technique			
27. Rapport de synthèse sur les capacités et les besoins en matière d'évaluation dans toutes les opérations de maintien de la paix	1	1	100,0

Principaux résultats obtenus

94. La Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité a mis en ligne, à l'intention des missions de maintien de la paix, des données opérationnelles stratégiques améliorées par l'intermédiaire du tableau de bord de gestion, d'un répertoire des pouvoirs délégués et d'autres plateformes de données et d'analyse. Un programme complet de formation aux compétences en science des données a été élaboré et mis à l'essai auprès de deux entités, dont la MINUSS, en avril 2021. En ce qui concerne la délégation de pouvoirs, en rendant le rapport trimestriel sur les indicateurs clés de performance disponible en ligne dans la section du tableau de bord de gestion consacrée au suivi des indicateurs concernant le respect du principe de responsabilité, la Division a fait en sorte que l'on puisse accéder plus rapidement à chaque indicateur clé de performance et consulter les indicateurs d'autres entités. Elle a commencé à intégrer l'utilisation de l'évaluation en créant une communauté virtuelle de pratique. La fourniture d'un appui technique au Conseil d'évaluation de la performance des hauts fonctionnaires a permis de réduire de moitié le délai de traitement des évaluations relatives à l'exécution des contrats de mission des chefs de missions de maintien de la paix pour l'exercice 2019/20. À la suite des cours en ligne sur la gestion du risque institutionnel et de l'appui apporté aux missions de maintien de la paix, la plupart des missions ont été en mesure de préparer un inventaire des risques actualisé.

95. L'entrée en vigueur de la politique relative à l'évaluation et l'organisation d'ateliers sur l'évaluation (produit 16) ont été reportées à l'exercice suivant, la

politique ayant été approuvée en août 2021. L'atelier sur le contrôle organisé à l'intention des points focaux (produit 13) a été reporté en raison de la pandémie de COVID-19 et d'autres priorités concurrentes. La plupart des visites sur site prévues (produits 7 à 11) et des ateliers en présentiel (produits 12, 14 et 15) ont été remplacés par un plus grand nombre de séances en ligne, permettant ainsi de toucher un public plus large. Des ateliers ont dû être reportés car le contenu ne pouvait pas être dispensé efficacement en ligne. Par ailleurs, en raison des capacités requises pour régler les questions de continuité des opérations liées à la COVID-19, la mise en œuvre des outils de gestion de la durabilité environnementale a été retardée (produit 23). La formation sur la résilience institutionnelle n'a pas eu lieu faute de demandes (produit 24).

E. Bureau de l'informatique et des communications

96. Le Bureau a continué d'offrir aux opérations de maintien de la paix, ainsi qu'au Département des opérations de paix et au Département de l'appui opérationnel au Siège, des systèmes et services de communication audio et vidéo, de transmission de données à haut débit et de réseaux, mais aussi des solutions informatiques, dont des outils automatisés de collaboration, et des informations géospatiales. Le module d'Inspira consacré à l'entrée en fonctions des nouvelles recrues a été amélioré, le module Formation d'Inspira a été mis à jour, le contrat de mission des hauts fonctionnaires a été introduit et de nouveaux modules e-performance ont été mis en service. Les systèmes d'information du Service de l'appui aux bureaux extérieurs, qui couvrent l'aviation, la logistique, l'administration du personnel en tenue, la déontologie et la discipline et le contrôle des accès, ont pris en charge 1,2 million d'opérations effectuées par plus de 42 000 utilisateurs, et 150 versions d'applications ont été mises en service à des fins d'amélioration, de maintenance corrective et de renforcement de la sécurité.

97. Des produits d'information géospatiale ambitieux et des cartes analytiques, notamment des cartes ayant trait à la COVID-19, ont été fournis au Centre des Nations Unies pour les opérations et la gestion des crises à l'appui des séances d'information du Conseil de sécurité et des réunions du Comité exécutif et du Comité exécutif adjoint.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Le Conseil de sécurité reçoit, dans les 3 jours suivant la demande, des produits d'information géospatiale, des images satellitaires et des cartes d'analyse thématique actualisés se rapportant aux questions dont il est saisi (nombre de jours)	Objectif atteint. Le Conseil de sécurité a reçu des produits d'information géospatiale actualisés et des services connexes dans les 3 jours suivant la demande	Objectif	3
		Estimation	3
		Résultats effectifs	3

Réalisation escomptée b) : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Les liaisons de communication avec les systèmes partagés sont installées dans les 24 heures suivant l'arrivée du matériel dans le cadre du démarrage ou de l'élargissement d'une opération de maintien de la paix (nombre d'heures)	Aucune nouvelle mission de maintien de la paix n'a été créée	Objectif	24
		Estimation	24
		Résultats effectifs	s.o.
ii) Des produits d'information géospatiale actualisés et des services connexes sont fournis aux départements et bureaux du Secrétariat, tout particulièrement au Centre des Nations Unies pour les opérations et la gestion des crises, au DPO, au Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, au DOS et au Département de la sûreté et de la sécurité, dans les 9 jours suivant la demande (nombre de jours)	Objectif atteint. 253 produits d'information géospatiale et des services connexes ont été fournis dans un délai de 9 jours	Objectif	9
		Estimation	9
		Résultats effectifs	9
iii) Des systèmes informatiques sont mis en service dans les missions nouvellement créées, dans les 10 jours suivant la demande (nombre de jours)	Aucune nouvelle mission de maintien de la paix n'a été créée	Objectif	10
		Estimation	10
		Résultats effectifs	s.o.

Réalisation escomptée c) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Taux de disponibilité de l'infrastructure informatique et des progiciels intégrés existants au Siège et dans toutes les missions de maintien de la paix (en pourcentage)	Objectif atteint. Le taux de disponibilité de l'infrastructure informatique et des progiciels intégrés existants au Siège et dans toutes les missions de maintien de la paix était de 99,3 %	Objectif	99,1
		Estimation	99,1
		Résultats effectifs	99,3
ii) Taux de disponibilité des réseaux au Siège (en pourcentage)	Objectif atteint. Le taux de disponibilité des réseaux au Siège s'est établi à 99,9 %	Objectif	99,8
		Estimation	99,8
		Résultats effectifs	99,9

Produits livrés

Produits	Produits prévus	Produits livrés	Taux d'exécution
Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts, et rapports correspondants			
<i>Conseil de sécurité</i>			
Services fonctionnels pour les réunions			
1. Produits d'information géospatiale, images satellitaires et cartes d'analyse thématique actualisés fournis au Conseil de sécurité et à ses groupes d'experts à des fins de consultation	35	37	105,7
2. Services de secrétariat fournis au Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale, en collaboration avec la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales	5	5	100,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Services d'appui à la gestion de l'information			
Gestion d'ensemble			
3. Activité consistant à assurer la maintenance des infrastructures de télécommunications qui relient le Siège de l'Organisation aux bureaux extérieurs et aux missions de maintien de la paix, y compris des stations terrestres de transmission par satellite et du centre informatique auxiliaire	1	1	100,0
4. Activité consistant à assurer la maintenance des services téléphoniques utilisés par le personnel à New York et la connexion au central téléphonique	1	1	100,0
5. Orientations fournies aux missions dans le cadre de l'établissement des budgets sur les moyens informatiques et les moyens de communication gérés centralement	1	1	100,0
6. Opérations de maintien de la paix supplémentaires utilisant la version Android du système de gestion du carburant et des rations et bénéficiant d'un appui connexe	2	3	150,0
7. Applications d'exploitation de Unite Identity et de la base de données contenant les coordonnées des responsables pour lesquelles le Bureau fournit un appui aux utilisateurs dans les missions et au Siège	2	2	100,0
8. Activité consistant à intégrer des fonctionnalités relatives aux inspections menées par les services médicaux dans le progiciel de gestion de la relation client pour le suivi du matériel appartenant aux contingents	1	1	100,0
9. Activité consistant à incorporer au système de gestion du personnel en tenue des fonctions d'établissement de rapports sur les effectifs, de calcul des montants à rembourser et de versement des remboursements aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police	1	1	100,0
10. Activités d'amélioration des modules de gestion des aptitudes et de la performance et du module Formation d'Inspira aux fins de leur utilisation dans les missions	10	10	100,0
11. Formation aux nouvelles fonctionnalités d'Inspira et aux changements apportés au système dispensée à l'intention des spécialistes des ressources humaines dans les opérations de maintien de la paix	1	1	100,0
12. Systèmes informatiques pour les services d'appui aux missions, systèmes de gestion électronique de la correspondance et systèmes de partage des documents faisant l'objet de services de maintenance dans les missions	22	22	100,0
13. Activité consistant à créer une plateforme commune pour la gestion de la sécurité informatique du Secrétariat et des opérations de maintien de la paix, en application des résolutions de l'Assemblée générale	1	1	100,0
14. Activité consistant à réviser, pour chaque mission, le plan de reprise après sinistre, dans le cadre de laquelle des orientations et des modèles concernant la reprise des activités après un sinistre sont fournis et au moins 1 exercice par an est conduit	1	1	100,0
Documentation destinée aux organes délibérants			
15. Cartes actualisées des déploiements des opérations de maintien de la paix fournies pour inclusion dans les rapports du Secrétaire général	40	35	87,5
Autres services			
16. Produits d'information géospatiale et cartes d'analyse thématique fournis pour inclusion dans des rapports et utilisation lors de réunions au Secrétariat	20	253	1265,0
17. Exercice de simulation de déploiement rapide du matériel informatique et de communications	1	0	0,0
Autres activités de fond			
Missions de bons offices, missions d'établissement des faits et autres missions spéciales			
18. Services de consultation technique et de conseil relatifs aux technologies géospatiales (notamment à l'analyse d'images satellitaires) fournis aux groupes d'experts et aux comités travaillant sur des questions comme les différends territoriaux ou les droits humains, ainsi qu'aux partenaires de réalisation des missions, pour renforcer leurs capacités en matière d'appréciation de la situation, de surveillance de l'activité au sol et de résolution des différends internationaux liés aux frontières	15	25	166,7

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Activités ou documentation technique			
19. Rapports d'analyse sur les différends frontaliers, établis afin d'élargir la base de connaissances sur ce sujet, comportant des informations sur l'état des différends et les traités s'appliquant, des cartes et des images satellitaires	3	4	133,3
20. Activités d'analyse de données dans le cadre du projet sur les limites administratives du deuxième niveau, menées en coordination avec les États Membres	3	5	166,7
Séminaires			
21. Groupes de travail sur la normalisation des données géospatiales, la géovisualisation et le renseignement d'origine image	3	3	100,0
22. Conférence annuelle des chefs de la Section des technologies des missions et des bureaux extérieurs	1	0	0,0
Coopération internationale et coordination et liaison interorganisations			
Autres services			
23. Services de secrétariat et de coordination fournis au Réseau géospatial des Nations Unies	5	5	100,0
Coopération technique			
24. Projets pilotes menés en partenariat avec les entités du système des Nations Unies, les États Membres, les milieux universitaires et les organisations à but non lucratif, consacrés à la fourniture de données géospatiales et aux technologies et services innovants, logiciels libres et données ouvertes dans le domaine de l'information géospatiale, conformément à l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général et à sa Stratégie en matière de nouvelles technologies	5	8	160,0

Principaux résultats obtenus

98. Le progiciel de suivi du matériel appartenant aux contingents a permis de normaliser 16 tableaux destinés aux inspections menées par les services médicaux et ainsi de gagner en cohérence et d'assurer efficacement l'entretien du matériel, conformément au Manuel relatif au matériel appartenant aux contingents, tout en donnant aux missions et au Siège une vision plus claire de tous les processus relatifs au matériel appartenant aux contingents dans un seul système. Le système de gestion du personnel en tenue est désormais utilisé dans toutes les missions pour déclarer chaque mois les effectifs de personnel en tenue et communiquer au Siège des rapports mensuels de synthèse, ce qui permet également de gagner en cohérence et en efficacité et d'améliorer les rapports analytiques. L'objectif était aussi de rationaliser et de renforcer la sécurité informatique tout en répondant aux besoins spécifiques des missions. La sécurité informatique est restée difficile à assurer face à des menaces croissantes et à des systèmes informatiques de plus en plus complexes. Des efforts constants ont été déployés pour renforcer la sécurité dans l'ensemble du Secrétariat et pour réagir aussi efficacement et aussi rapidement que possible face aux violations.

99. Dans le prolongement de la Stratégie du Secrétaire général en matière de nouvelles technologies et de la Stratégie d'exploitation des données, l'élaboration de la stratégie géospatiale des Nations Unies a permis à l'Organisation de disposer d'informations géolocalisées. Dans le contexte d'un recours accru aux cartes et aux services de localisation, qui sont nécessaires pour visualiser des situations spécifiques, et pour des raisons d'inaccessibilité et de travail à distance, le Bureau de l'informatique et des communications a dû faire face à une forte augmentation de la demande de produits géospatiaux de la part des entités du Secrétariat (produit 16). L'exercice de simulation de déploiement rapide du matériel informatique et de communications n'a pas eu lieu car le Bureau s'est attaché à répondre aux besoins informatiques immédiats des missions, notamment en développant l'infrastructure

nécessaire pour tenir des réunions virtuelles et en fournissant un appui à ces réunions. Cet exercice (produit 17) et la Conférence annuelle des chefs de la Section des technologies des missions et des bureaux extérieurs (produit 22) ont donc été reportés, sachant qu'il n'était pas possible d'organiser des réunions en présentiel du fait des restrictions liées à la pandémie.

F. Bureau des services de contrôle interne

100. Au cours de l'exercice, le Bureau a donné la priorité aux domaines suivants : a) mise en œuvre des réformes ; b) culture institutionnelle ; c) achats et chaîne d'approvisionnement ; d) missions en phase de transition. Il s'est également employé à renforcer la deuxième ligne de maîtrise des risques, à savoir les entités qui exercent des fonctions centralisées de facilitation des activités et sont responsables de l'identification des risques institutionnels, de la gestion des risques ainsi que du suivi des résultats et de l'établissement de rapports à l'échelle de l'Organisation.

101. Le Bureau a continué d'effectuer des audits pour identifier les risques ou les obstacles de nature à compromettre l'amélioration de la performance des entités auditées, au regard de l'économie, de l'efficacité et de l'efficacé, dans l'exécution des mandats, et pour évaluer le respect des politiques et des règles de l'Organisation. Pour la première fois, le rapport biennal sur le renforcement du rôle de l'évaluation au Secrétariat comportait une évaluation des fonctions d'évaluation des missions de maintien de la paix. En effet, le Bureau a pour nouvelle priorité d'évaluer les résultats concrets du maintien de la paix, et il apporte un appui croissant aux activités d'évaluation menées dans l'ensemble de l'Organisation. Il a également poursuivi ses investigations pour faute, en se concentrant principalement sur le harcèlement sexuel, l'exploitation et les atteintes sexuelles, les représailles, la fraude et la corruption, et s'est employé à renforcer les capacités d'investigation de ses partenaires internes et externes.

102. En raison de la pandémie de COVID-19, le Bureau a continué de mener à distance des activités de contrôle qui étaient d'ordinaire effectuées en présentiel ou par observation directe, et il a dû annuler ou reporter plusieurs missions d'audit et d'évaluation internes. En parallèle, pour aider l'Organisation à faire face aux risques émergents, il a retenu de nouvelles activités et apporté des aménagements aux activités prévues afin que l'appui fourni soit plus pertinent, plus opportun et plus efficace. Le Bureau a commencé à tirer parti de manière systématique des enseignements et des meilleures pratiques liés à la pandémie. Il a notamment reconnu que les systèmes informatiques et les données sur lesquels il s'appuyait pour s'acquitter de ses fonctions devaient être mieux connus du personnel et pouvoir être utilisés facilement, en particulier à distance. Il a donc amélioré les différents systèmes informatiques qui lui fournissent les informations dont il a besoin pour mieux suivre ses résultats et l'exécution de son mandat, en rendre compte plus exactement et obtenir à terme de meilleurs résultats.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Les rapports établis par le BSCI à l'intention de l'Assemblée générale sont présentés dans les délais prévus (pourcentage de rapports)	Objectif atteint. Les 4 rapports ont été présentés dans les délais prévus	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100

Réalisation escomptée b) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Les recommandations formulées par la Division de l'audit interne sont acceptées (pourcentage de recommandations)	Objectif atteint. Les 168 recommandations figurant dans les rapports d'audit ont été acceptées	Objectif	95
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
ii) Les recommandations issues des inspections et des évaluations sont acceptées (pourcentage de recommandations)	Objectif atteint. 98 % des recommandations ont été acceptées	Objectif	95
		Estimation	95
		Résultats effectifs	98
iii) Les signalements reçus sont examinés et, le cas échéant, des enquêtes sont ouvertes sur les allégations de vol, de détournement, de contrebande, de corruption ou autres fautes, de gaspillage, d'abus d'autorité ou de mauvaise gestion (pourcentage de signalements)	Objectif atteint. Tous les signalements reçus ont été examinés et, le cas échéant, des enquêtes ont été ouvertes	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
iv) Les investigations lancées pendant l'exercice sont achevées dans un délai de 12 mois au plus (pourcentage d'investigations)	57 % des investigations ont été achevées dans un délai de 12 mois au plus	Objectif	100
		Estimation	80
		Résultats effectifs	57
v) Les investigations portant sur des faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles sont achevées dans un délai de 6 mois au plus (pourcentage d'investigations)	17 % des investigations ont été achevées dans un délai de 6 mois au plus	Objectif	100
		Estimation	80
		Résultats effectifs	17
vi) Le personnel de missions de maintien de la paix est formé aux techniques fondamentales d'investigation et suit de nouveaux programmes de formation (pourcentage de missions dont le personnel est formé)	Objectif atteint. Le personnel de 93 % des missions de maintien de la paix a participé au programme de formation	Objectif	70
		Estimation	70
		Résultats effectifs	93

Produits livrés

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Documentation destinée aux organes délibérants			
Rapports du Secrétaire général			
1. Rapport du BSCI expressément demandé par l'Assemblée générale	1	3	300,0
2. Rapport annuel présenté à l'Assemblée générale sur les résultats des contrôles effectués dans les opérations de maintien de la paix	1	1	100,0
Services d'appui administratif			
Services de contrôle interne			
Audit			
3. Rapports d'audit établis par des auditeurs au Siège	12	6	50,0
4. Rapports d'audit établis par des auditeurs dans des missions de maintien de la paix	57	47	82,5
Inspection et évaluations			
5. Rapports d'évaluation ou d'inspection portant sur les résultats au niveau des sous-programmes et sur les questions ou priorités stratégiques transversales	6	4	66,7
Investigations			
6. Études et analyses de signalements d'un comportement potentiellement répréhensible, pour décision quant à l'instance à saisir et aux investigations à effectuer	400	672	168,0
7. Investigations sur des faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles achevées dans un délai de 6 mois	45	11	24,4
8. Investigations achevées dans un délai de 12 mois	110	151	137,3
Autres activités de fond			
Séminaires			
9. Conférence des auditeurs résidents à des fins de perfectionnement	1	0,3	30,0
10. Réunion des chefs des auditeurs résidents aux fins de la planification annuelle des travaux	1	0,3	30,0
11. Programmes de formation aux techniques d'investigation (portant sur les normes applicables, la conduite prohibée et l'exploitation et les atteintes sexuelles) mis en place à l'intention des enquêteurs nationaux et de l'équipe d'intervention immédiate	4	12	300,0

Principaux résultats obtenus

103. La Division de l'audit interne a établi, à l'intention des gestionnaires de programmes, 53 rapports d'audit et rapports consultatifs dans lesquels figuraient 168 recommandations visant à renforcer les procédures en matière de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle. Elle a conseillé les opérations de paix sur plusieurs sujets, notamment : a) la stratégie d'exploitation des données et la confidentialité des données au Secrétariat ; b) les stratégies de riposte face à la COVID-19 qui permettaient d'assurer la continuité des opérations et la sécurité du personnel ; c) un renforcement de la délégation des pouvoirs. Les recommandations formulées portaient également sur la passation des marchés, le surstockage d'articles et les moyens de le réduire, ainsi que l'élaboration de plans d'acquisition réalistes et le renforcement de leur suivi. D'autres recommandations tendaient à renforcer le contrôle de la gestion du matériel appartenant aux contingents déployés, l'état de préparation des contingents et la gestion des munitions, et toutes les recommandations ont été acceptées par les entités concernées. Le nombre de rapports d'audit établis a été inférieur aux prévisions en raison d'une réduction temporaire des capacités et de la pandémie de COVID-19 (produits 3 et 4). La Division a certes été en mesure de réaliser ses audits à distance, mais il lui a fallu plus de temps que prévu : en effet, les

délais étaient plus longs pour obtenir des informations d'audit et l'accès en présentiel était restreint. Par ailleurs, les membres du personnel chargés de l'audit des opérations de maintien de la paix ont rencontré des problèmes de connectivité, véritables obstacles au travail à distance, dans leurs résidences situées dans les zones de mission lorsque les bureaux étaient fermés. Les activités d'audit qui supposaient de procéder à des vérifications physiques et d'évaluer les contrôles informels et les infrastructures informatiques ont également été difficiles à mener.

104. La Division de l'inspection et de l'évaluation a publié des rapports d'évaluation sur la MINUAD (à l'appui de la transition du maintien de la paix à la consolidation de la paix), sur la culture institutionnelle des opérations de maintien de la paix et sur les mesures prises par l'Organisation pour lutter contre l'exploitation et les atteintes sexuelles, en plus du rapport biennal sur le renforcement du rôle de l'évaluation. Dans le cadre de la réponse à la pandémie de COVID-19, elle a également publié cinq rapports supplémentaires dans lesquels elle a évalué en temps réel les mesures opérationnelles adoptées pour faire face à la pandémie, notamment en ce qui concerne la désinformation, les camps et la gestion des soins de santé. S'agissant des produits dont la livraison a été retardée (produit 5), la Division a fait d'importants progrès sur quatre autres évaluations : les affaires politiques dans les missions de maintien de la paix, l'appui apporté par la MINUSMA à l'état de droit au Mali, l'appui apporté par la MONUSCO à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité en République démocratique du Congo et les résultats liés aux femmes et à la paix et à la sécurité dans le cadre de six études de cas portant sur des missions précises. Ces évaluations devraient être achevées d'ici au quatrième trimestre de 2021, à l'exception de l'évaluation sur les femmes et la paix et la sécurité, qui devrait être achevée au deuxième trimestre de 2022.

105. La Division des investigations a étudié 672 signalements de comportements potentiellement répréhensibles au lieu des 400 prévus ; en effet, le nombre de signalements reçus est revenu à son niveau d'avant la pandémie. Le nombre de programmes de formation aux techniques d'investigation mis en place a été plus élevé que prévu (produit 11), dans le cadre d'un effort délibéré visant à faire appliquer les normes relatives aux investigations concernant les comportements prohibés à l'échelle de toute l'Organisation. Le rythme d'achèvement des investigations portant sur des faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles a considérablement ralenti pendant la pandémie de COVID-19. L'objectif consistant à achever toutes ces investigations dans un délai de six mois n'a pas été atteint en raison : a) d'un nombre de signalements toujours élevé ; b) de la complexité croissante des affaires ; c) des délais de réponse des pays fournisseurs de contingents ; d) des effets de la pandémie sur les capacités de réponse de la Division (produit 7). Le pourcentage du nombre total d'investigations achevées dans les 12 mois s'est élevé à 57 %, principalement en raison de l'augmentation de la demande (265 affaires effectives contre 110 affaires prévues) et des effets durables de la COVID-19 (produit 8).

G. Cabinet du Secrétaire général

106. Le Cabinet du Secrétaire général a continué d'aider ce dernier à orienter l'élaboration des politiques et à donner des orientations concernant l'action des opérations de maintien de la paix. Tous les rapports du Secrétaire général sur les opérations de maintien de la paix, présentés à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, ont été revus et approuvés par le Cabinet, de même que toutes les communications et déclarations et tous les éléments de discussion du Secrétaire général et de la Vice-Secrétaire générale concernant les questions relatives au maintien de la paix. Le Cabinet a également continué d'assurer la liaison avec les départements, les États Membres et d'autres interlocuteurs en ce qui concerne

l'initiative Action pour le maintien de la paix, qui a reçu le soutien de 154 États Membres et de quatre organisations régionales depuis son lancement en 2018 et qui continue de fournir des orientations communes aux fins du renforcement du maintien de la paix.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Soumission dans les délais des rapports sur des questions liées au maintien de la paix destinés au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et aux autres organes compétents (en pourcentage)	Objectif atteint. Tous les rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité et 88 % de ses rapports à l'Assemblée générale ont été présentés à la date prévue ou avant celle-ci. Les retards dans les soumissions, le cas échéant, ont été dus principalement à la complexité et au caractère délicat des questions, qui exigeaient des consultations et des examens plus approfondis par de multiples parties prenantes au Secrétariat, ainsi qu'à des retards inattendus liés à la pandémie de COVID-19	Objectif	95
		Estimation	95
		Résultats effectifs	96
ii) Tous les documents (éléments de discussion, déclarations, lettres et discours) sont examinés et renvoyés au département chef de file dans les 4 jours (jours)	Objectif atteint. Tous les documents ont été examinés et renvoyés au département chef de file dans les 4 jours	Objectif	4
		Estimation	4
		Résultats effectifs	4

Réalisation escomptée b) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Traitement des demandes émanant du Département des opérations de paix dans les 5 jours (en pourcentage)	Objectif atteint. Les demandes ont généralement été traitées dans les 5 jours ouvrables. Dans de rares cas, il s'est avéré nécessaire de rallonger ce délai en raison de la complexité ou du caractère délicat de la question, qui supposait un examen plus approfondi ou des consultations.	Objectif	95
		Estimation	95
		Résultats effectifs	95

Produits livrés

Produits	Produits prévus	Produits livrés	Taux d'exécution
Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts, et rapports correspondants			
<i>Conseil de sécurité et Assemblée générale</i>			
1. Établissement de conseils pour la rédaction d'environ 125 rapports du Secrétaire général sur le maintien de la paix destinés au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale	125	216	172,8
2. Prestation de conseils pour environ 1 600 éléments de discussion au Conseil de sécurité	1 600	1 620	101,3
3. Préparation de 12 exposés du Secrétaire général au Conseil de sécurité	12	16	133,3
4. Conseils pour la rédaction de 150 lettres du Secrétaire général adressées au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux, aux pays qui fournissent des contingents et à d'autres interlocuteurs sur des questions relatives au maintien de la paix	150	155	103,3

Principaux résultats obtenus

107. Le Cabinet du Secrétaire général a fourni, par l'intermédiaire des départements concernés, des orientations générales et un retour d'information sur les questions de paix et de sécurité aux acteurs présents sur le terrain, pour que les interventions du système des Nations Unies soient efficaces et coordonnées. La communication d'informations au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents a été rendue plus efficace pour que toutes ces entités puissent prendre des décisions judicieuses sur les questions de maintien de la paix. Des conseils ont été régulièrement adressés au Département des opérations de paix et au Département de l'appui opérationnel, l'objectif étant d'améliorer l'efficacité et l'efficience des opérations de maintien de la paix. Le Cabinet a contribué à l'élaboration d'une série de notes d'orientation sur des questions liées à la COVID-19. Il a présidé à l'élaboration du contenu du rapport du Secrétaire général intitulé « Notre Programme commun », notamment en ce qui concerne les questions de paix et de sécurité, et appuyé les consultations mondiales menées avec les acteurs concernés, notamment les États Membres mais aussi des meneurs d'opinion, des organisations de la société civile et des jeunes.

H. Administration de la justice

1. Bureau de l'aide juridique au personnel

108. Le Bureau de l'aide juridique au personnel a continué de fournir des avis juridiques aux membres du personnel des missions de maintien de la paix et de les représenter dans le cadre de différends sur le lieu de travail. Au cours de la période considérée, des conseils ou des services de représentation ont été fournis dans 326 cas, y compris 48 cas qui avaient été reportés de l'année précédente. De plus, le Bureau a organisé des séances d'information et mis en place des antennes de conseils juridiques dans plusieurs missions de maintien de la paix afin de mieux faire connaître le système de justice interne et d'offrir au personnel de ces missions la possibilité de recevoir en personne l'aide d'un conseiller juridique.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Présentation dans les délais de statistiques et d'autres informations, notamment concernant les éventuels problèmes d'ordre structurel recensés (en pourcentage)	Objectif atteint. Le Bureau a fourni dans les temps des informations aux fins de l'élaboration : a) du rapport du Secrétaire général sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (A/76/99) ; b) du rapport du Conseil de justice interne sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (A/76/124)	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100

Réalisation escomptée b) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Prévention ou règlement efficace et rapide des différends sur le lieu de travail grâce au recours aux services du Bureau de l'aide juridique au personnel pour traiter les affaires introduites par des membres du personnel des missions (en pourcentage)	Objectif atteint. Le personnel de maintien de la paix a fait appel au Bureau de l'aide juridique au personnel pour 326 différends, dont 236 (72 %) ont été résolus	Objectif	65
		Estimation	65
		Résultats effectifs	72

Produits livrés

Produits	Produits prévus	Produits livrés	Taux d'exécution
Autres services			
1. Prestation de conseils et de services de représentation dans les affaires concernant le personnel de maintien de la paix qui sont jugées susceptibles d'aboutir favorablement (nombre de cas)	200	154	77,0
2. Prestation de conseils juridiques dans les affaires concernant le personnel de maintien de la paix et ayant peu de chances d'aboutir favorablement, en vue de dissuader les requérants de mener ou de poursuivre inutilement des actions en justice (nombre de cas)	200	172	86,0
3. Activités de sensibilisation visant à optimiser le recours aux mécanismes de règlement des différends, notamment par la diffusion de documentation sur papier ou au format électronique	10	9	90,0
4. Rapports contenant des statistiques et d'autres informations, notamment concernant les éventuels problèmes d'ordre structurel recensés	3	2	66,7

Principaux résultats obtenus

109. En résolvant les différends entre les membres du personnel et l'Organisation, le Bureau de l'aide juridique au personnel a contribué à fournir un soutien administratif global aux acteurs sur le terrain. La résolution des différends, en particulier dès leurs débuts, favorise un environnement de travail plus harmonieux, permet de réduire les coûts et contribue à un changement positif de comportement au sein de l'Organisation. Sur les 326 affaires touchant le personnel de maintien de la paix et traitées par le Bureau au cours de l'exercice 2020/21, 236 ont été résolues sans qu'il soit nécessaire de saisir le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies.

110. Les produits ont été inférieurs aux prévisions (produits 1 et 2) parce que le Bureau s'attendait à ce que la réduction des effectifs de plusieurs missions de maintien de la paix entraîne une augmentation du nombre d'affaires et s'était donc fixé des objectifs en conséquence. Or, la réduction des effectifs n'a pas nécessairement entraîné l'augmentation attendue. En ce qui concerne les activités de sensibilisation (produit 3), la diffusion de documents sur papier et l'organisation d'événements en présentiel ont été perturbées par la pandémie de COVID-19. La stratégie de communication de l'information du Bureau de l'administration de la justice ayant évolué, les informations qui figuraient dans les rapports d'activité annuels non obligatoires ont été intégrées dans deux rapports ([A/76/99](#) et [A/76/124](#)) (produit 4).

2. Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies

111. Au cours de l'exercice, le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies a fourni des services de règlement à l'amiable des différends dans 681 affaires émanant des opérations de maintien de la paix. Il a également poursuivi ses activités auprès du personnel des missions pour que celui-ci connaisse mieux la procédure non formelle d'administration de la justice et ses avantages et soit plus à même de gérer efficacement les différends au travail. Comme l'avait demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 75/248, le Bureau a recensé les causes profondes des différends (problèmes systémiques) et les a portées à l'attention des parties prenantes. Compte tenu des problèmes systémiques observés, il s'est donné pour priorité de promouvoir la dignité par la civilité en organisant des ateliers sur la communauté, la civilité et la communication ainsi que des cafés de la civilité pour le personnel de maintien de la paix. Il a également joué un rôle actif dans l'appui fourni à l'Équipe spéciale pour l'éradication du racisme et la promotion de la dignité de toutes et tous à l'ONU et a mené à ce titre un projet de sensibilisation et de dialogue concernant le racisme sur le lieu de travail.

112. Dans le contexte des restrictions de déplacement liées à la COVID-19, le Bureau a adopté un « modèle de mission virtuelle » en complément des visites en présentiel. Grâce à ce modèle, il est resté présent sur le terrain et le personnel de maintien de la paix a continué d'avoir accès aux services de règlement à l'amiable des différends pendant la pandémie.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Des services de règlement à l'amiable des différends sont fournis à 5 % du personnel des opérations de maintien de la paix pouvant y prétendre	Objectif atteint. Des services ont été fournis à 681 des 11 951 membres du personnel en mission sur le terrain	Objectif	5
		Estimation	5
		Résultats effectifs	5

Produits livrés

Produits	Produits prévus	Produits livrés	Taux d'exécution
Documentation destinée aux organes délibérants			
Rapport du Secrétaire général			
1. Rapport annuel à l'Assemblée générale sur les activités du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, y compris des renseignements sur les problèmes systémiques	1	1	100,0
Autres services			
2. Prestation de services dans le cadre d'au moins 1 040 affaires de médiation, en faisant notamment appel à des ombudsmans et à des médiateurs intervenant sur demande	1 040	681	65,5
3. Activités de sensibilisation et de perfectionnement visant à renforcer les compétences en matière de règlement des différends et de civilité sur le lieu de travail. Parmi les autres activités de communication figurent les visioconférences et les communications en ligne, ainsi que les mises à jour bimensuelles du site Web du Bureau	40	40	100,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
4. Production et distribution de documents au format électronique et sur papier (2 000 brochures, 300 dépliants et 200 affiches)	5 500	4 000	72,7
Autres activités de fond			
Missions de bons offices, missions d'établissement des faits et autres missions spéciales			
5. Visites périodiques et ponctuelles effectuées dans des missions de maintien de la paix pour assurer des services de médiation sur place et renforcer les compétences du personnel en matière de règlement des conflits au moyen d'actions de sensibilisation et d'information	9	0	0,0
6. Visites effectuées dans la zone de mission par l'ombudsman régional de Goma (MONUSCO) pour fournir des services	8	0	0,0
7. Visites effectuées dans la zone de mission par l'ombudsman régional d'Entebbe (MINUSMA, MINUSCA, MINUSS, MINUAD, FISNUA et MINURSO) pour fournir des services	11	0	0,0
Activités ou documentation technique			
8. Analyse et suivi transversaux de 1 040 affaires en vue de déterminer les facteurs à l'origine des différends et des problèmes systémiques, l'objectif étant de garantir un retour régulier d'informations permettant d'améliorer l'organisation des entités concernées (nombre de rapports)	1	1	100,0

Principaux résultats obtenus

113. Le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies a apporté une contribution essentielle à la création d'un espace de travail sain et porteur dans les missions de maintien de la paix, alors même que le personnel travaillait dans des conditions très difficiles du fait de la pandémie. Il s'est associé aux activités de l'Équipe spéciale pour l'éradication du racisme et la promotion de la dignité de toutes et tous à l'ONU en tant qu'intermédiaire neutre et a organisé à ce titre sept dialogues entre missions de maintien de la paix ; les informations issues de ces dialogues ont été communiquées à l'Équipe spéciale et orienteront le futur plan d'action stratégique de l'Organisation. Les réactions des participants ont été extrêmement positives, nombre d'entre eux affirmant que les dialogues leur avaient donné pour la première fois l'occasion de parler ouvertement du racisme avec leurs collègues dans un espace sûr et de contribuer aux travaux de l'Équipe spéciale.

114. Le nombre d'affaires gérées par le Bureau et le nombre de visites périodiques et ponctuelles ont été moins élevés que prévu en raison des restrictions de déplacement liées à la COVID-19 (produits 2 et 5 à 7). Bien que le Bureau ait adopté un « modèle de mission virtuelle » et organisé des sessions virtuelles avec la MONUSCO, la MINUSCA, la FISNUA, la MINURSO, la MINUAD, la MINUSS, l'UNFICYP et la Base de soutien logistique de Brindisi, ces solutions n'ont pas remplacé les réunions en présentiel. Dans certains endroits, il a été malaisé de bénéficier des services virtuels du Bureau en raison du défaut d'accès à Internet et à du matériel de communication.

I. Bureau de la déontologie

115. Le Bureau de la déontologie a répondu à 77 demandes d'avis et de conseils en matière de déontologie émanant d'opérations de maintien de la paix, a procédé à 17 examens des déclarations d'intérêt de candidats à des postes de direction dans ces opérations et a continué d'organiser des séances d'information sur la déontologie à l'intention de 12 nouveaux hauts fonctionnaires. Le Bureau a procédé à l'examen annuel prévu dans le cadre du dispositif de transparence financière ; 1 262 déclarants relevant du budget des opérations de maintien de la paix ont fait l'objet de l'examen

portant sur le cycle de déclaration de 2020. Il a publié des notes d'orientation sur des questions de déontologie telles que la participation à des activités politiques, notamment des manifestations, et le fait d'accepter des cadeaux ou des distinctions honorifiques.

116. Le Bureau de la déontologie a conçu, avec le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, et mis en œuvre le dialogue en cascade de 2020, qui portait sur la reconnaissance de la dignité par la civilité et sur les manières de communiquer qui sont propices à la création d'un climat de travail plus harmonieux. Il a également conçu, avec le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, le dialogue en cascade de 2021, qui portait sur le dispositif d'application du principe de responsabilité au Secrétariat de l'ONU et sur la manière de le comprendre et de faire en sorte qu'il fonctionne bien. Quelque 40 000 membres du personnel ont participé au dialogue en cascade en 2020.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Sensibilisation accrue aux questions de déontologie du fait de l'augmentation du nombre de demandes de conseils et d'orientation en la matière (nombre de demandes)	77 demandes ont reçu une réponse. Le nombre de demandes a été inférieur aux prévisions, probablement en raison de l'évolution de l'environnement de travail pendant la pandémie de COVID-19	Objectif	100
		Estimation	110
		Résultats effectifs	77
ii) Application intégrale du dispositif de transparence financière (en pourcentage)	Objectif atteint. Le taux d'application a été de 100 %	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
iii) Augmentation du nombre des réunions de sensibilisation et d'information	Objectif atteint. Au total 55 réunions ont été organisées et tous les participants ayant répondu à l'enquête connexe ont estimé que les présentations étaient d'excellente ou de bonne qualité	Objectif	30
		Estimation	40
		Résultats effectifs	55
iv) Examen préliminaire des demandes de protection contre les représailles dans un délai de 30 jours après dépôt du dossier complet, conformément aux dispositions de la circulaire du Secrétaire général ST/SGB/2017/2/Rev.1 (en pourcentage)	Objectif atteint. Le Bureau a évalué toutes les demandes dans un délai de 30 jours à compter de la réception de tous les documents requis	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100

Produits livrés

Produits	Produits prévus	Produits livrés	Taux d'exécution
Autres activités de fond			
Missions de bons offices, missions d'établissement des faits et autres missions spéciales			
1. Suite donnée aux demandes émanant du personnel des missions	100	77	77,0
2. Déclarations de situation financière ou déclarations d'intérêts présentées par le personnel affecté à des postes financés au moyen du budget des missions de maintien de la paix	1 300	1262	97,1
3. Visites officielles dans des missions de maintien de la paix (FINUL, MINURSO, MINUSMA et MINUAD)	4	0	0,0
4. Déploiement du projet de dialogue en cascade dans les missions sur le terrain	1	1	100,0

Principaux résultats obtenus

117. Malgré les difficultés persistantes résultant de la pandémie, le Bureau de la déontologie a continué de fournir des services consultatifs au personnel des missions en utilisant tous les moyens de communication à distance à sa disposition, notamment son site Web, sa boîte aux lettres électronique conçue à cet effet et ses missions de sensibilisation à distance. Le Bureau a adapté la conception et l'organisation des ateliers thématiques et des réunions générales et a fourni des conseils plus détaillés, au cas par cas, sur divers problèmes de déontologie mis en évidence dans les enquêtes préalables menées sur le terrain. Au total, 55 réunions de sensibilisation ont été organisées à l'intention des missions de maintien de la paix, soit une nette augmentation par rapport aux 31 réunions organisées lors de l'exercice précédent, et tous les participants ayant répondu à l'enquête connexe ont estimé que les présentations étaient d'excellente ou de bonne qualité (ils n'étaient que 85 % pendant l'exercice précédent). En outre, le nombre de participants au dialogue en cascade de 2020 (près de 40 000, contre 32 800 en 2019) a été le plus élevé depuis la création du dialogue en 2012.

Le Bureau a réussi à mener à distance les quatre missions prévues ainsi qu'une mission de sensibilisation auprès de la MINUSS, qui avait été reportée de l'exercice précédent en raison des restrictions de déplacement liées à la COVID-19 (produit 3). La MINUAD ayant fermé, le Bureau a remplacé la mission qui y était prévue par une mission à distance à la FISNUA ; il a par ailleurs réaffecté le solde non utilisé du montant alloué aux voyages et l'a utilisé au titre des consultants et de l'informatique, de manière à financer l'examen externalisé du dispositif de transparence financière de l'ONU, la maintenance de la plateforme en ligne et l'élaboration des supports du dialogue en cascade de 2020 destinés au personnel des missions. Le Bureau a certes continué d'optimiser l'utilisation des outils en ligne et à distance pour fournir ses services, mais il estime que rien ne remplace les visites menées sur le terrain en présentiel et les rencontres en personne pour ce qui est de mieux faire connaître les services qu'il propose et de susciter la confiance. Il considère que la demande continue de conseils en matière de déontologie traduit la confiance établie parmi le personnel à l'égard de ses services, notamment les visites sur le terrain, au fil des ans, le vif intérêt du personnel pour les normes d'intégrité et de déontologie ainsi qu'une plus grande confiance dans les mécanismes visant à encourager le respect de la déontologie, la transparence et la responsabilité.

J. Bureau des affaires juridiques

119. Le Bureau des affaires juridiques a aidé les opérations de maintien de la paix à s'acquitter efficacement de leur mandat respectif dans le respect du droit international, et a contribué à améliorer la gestion administrative et financière des opérations et des activités de maintien de la paix de l'Organisation, en donnant des conseils juridiques, en atténuant les risques juridiques et en limitant la responsabilité juridique liée à ces opérations et activités. Chaque année, le Bureau contribue dans une large mesure à la réalisation de ces objectifs, et les indemnités dont l'Organisation est redevable au titre des opérations de maintien de la paix ont diminué considérablement, grâce aux services de représentation, à l'assistance et aux conseils juridiques qu'il fournit.

120. Le Bureau a fourni une assistance et des conseils juridiques sur les fonctions d'appui relatives aux activités et aux opérations de maintien de la paix, notamment : la portée du mandat ; l'élaboration de règles d'engagement, de principes directeurs et d'instructions permanentes ; le respect des privilèges et immunités des missions et des membres de leur personnel ; les accords avec les gouvernements ; les achats et la

sous-traitance des activités de logistique ; le règlement des différends et le traitement des plaintes ; l'application et le renforcement des mesures de responsabilité mises en place par l'Organisation ; l'interprétation et l'application du Règlement financier et des règles de gestion financière ainsi que du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation et de la réforme correspondante ; la représentation du Secrétaire général dans le système d'administration de la justice.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Les indemnités dues par l'Organisation au titre des opérations et activités de maintien de la paix sont réduites au minimum par rapport aux montants réclamés (pourcentage du montant initialement réclamé)	Les indemnités demandées au titre des opérations de maintien de la paix, qui s'élevaient à 29 717 156 dollars, ont été ramenées à 12 723 102 dollars, soit 43 % du montant initialement réclamé, à l'issue de procédures de règlement à l'amiable et de sentences arbitrales En outre, grâce aux recours formés devant le Tribunal d'appel des Nations Unies, le Bureau a réduit de 58 007 dollars le montant des indemnités accordées par le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies dans des jugements concernant les opérations de maintien de la paix	Objectif	40
		Estimation	40
		Résultats effectifs	43
ii) Absence de cas, hormis ceux de renonciation volontaire, dans lesquels le statut, les privilèges et les immunités de l'Organisation ne sont pas respectés dans le cadre d'opérations de maintien de la paix	Objectif atteint. Les privilèges et immunités ont été respectés dans tous les accords relatifs au maintien de la paix examinés par le Bureau et, hormis lorsque la levée a été prononcée, dans toutes les procédures juridiques concernant l'Organisation ou ses fonctionnaires et touchant à des questions de maintien de la paix	Objectif	0
		Estimation	0
		Résultats effectifs	0

Produits livrés

Produits	Produits prévus	Produits livrés	Taux d'exécution
Services d'appui administratif			
Gestion d'ensemble			
Prestation d'une assistance ou d'un appui juridiques sur les questions ou dans les cas suivants :			
1. Avis formulés sur le cadre réglementaire des missions de maintien de la paix, notamment leur mandat et leur gouvernance, les accords institutionnels et opérationnels (par exemple accords sur le statut des forces, accords sur le statut des missions et autres accords analogues), les questions générales de droit international public, les règles d'engagement et les mesures de lutte contre la piraterie, y compris la négociation, ainsi que l'interprétation et l'application des accords conclus avec les gouvernements, les organisations internationales et les autres partenaires à cet égard	395	401	101,5
2. Avis formulés sur les arrangements logistiques et autres dispositifs d'appui (par exemple lettres d'attribution, mémorandums d'accord, accords-cadres de coopération, dons ou accords similaires) arrêtés avec des gouvernements, d'autres organisations internationales et partenaires internationaux et des entités des Nations Unies	50	91	182,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
3. Avis formulés sur la coopération avec les tribunaux pénaux internationaux spéciaux et autres juridictions à caractère international dans le cadre de leurs activités découlant des opérations de maintien de la paix ou s'y rapportant, ainsi que sur les commissions de vérité et d'autres commissions créées dans le cadre des opérations de maintien de la paix, dont les mécanismes d'enquête sur les allégations de violations généralisées et systématiques du droit humanitaire et du droit des droits humains	50	54	108,0
4. Avis formulés sur les aspects commerciaux, notamment les contrats et la passation de marchés importants de fournitures, de services logistiques, d'assurance, de services de déminage et d'opérations similaires, la liquidation des actifs et les opérations d'affrètement pour les transports aériens et maritimes	595	603	101,3
5. Avis formulés sur les réclamations nées de litiges en matière contractuelle, les demandes d'indemnisation du personnel de l'ONU en cas d'invalidité ou de décès et les demandes d'indemnisation présentées au titre de la responsabilité civile en cas de dommage matériel, de dommage corporel ou de décès, y compris les demandes découlant d'accidents d'avion ou d'attaques menées contre les locaux ou le personnel de l'Organisation	90	258	286,7
6. Avis formulés sur les questions financières, y compris l'élaboration et l'interprétation du Règlement financier et des règles de gestion financière, les opérations de trésorerie ainsi que les arrangements de séquestre et les arrangements bancaires complexes touchant les opérations de maintien de la paix	15	47	313,3
7. Cas d'arbitrage, dont les procédures judiciaires et les services consultatifs connexes, y compris la représentation des intérêts de l'Organisation devant les instances arbitrales, judiciaires, quasi judiciaires ou administratives	2	5	250,0
8. Avis formulés sur la défense des privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies et de ses opérations de maintien de la paix devant les instances judiciaires, quasi judiciaires et administratives	65	68	104,6
9. Avis formulés sur l'application du principe de responsabilité, la déontologie et la discipline au sein du personnel de l'ONU et du personnel associé, y compris en ce qui concerne l'exploitation et les atteintes sexuelles, ainsi que l'appui et les conseils y relatifs fournis aux équipes déontologie et discipline, les enquêtes internes et externes, et la coopération de l'Organisation, dans le cadre de ses privilèges et immunités, avec les autorités des États Membres	76	82	107,9
10. Avis formulés sur les questions liées au personnel, notamment l'interprétation et l'application du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation, les questions intéressant les droits et obligations des fonctionnaires et les prestations et indemnités	175	183	104,6
11. Cas de représentation du Secrétaire général devant le Tribunal d'appel des Nations Unies	20	38	190,0
12. Avis formulés sur les questions et affaires qui relèvent du système d'administration de la justice	240	235	97,9
13. Avis formulés sur les aspects juridiques de la sécurité, y compris l'application du Manuel des politiques de sécurité et les directives connexes	50	53	106,0
14. Participation aux travaux de comités permanents et autres comités, à des enquêtes spéciales, à des séances de formation et à des débats d'autres instances institutionnelles concernant les opérations de maintien de la paix, ainsi qu'à la formulation et à l'examen de politiques, de rapports, d'accords-cadres, d'orientations et de procédures opérationnelles	120	176	146,7
15. Avis formulés sur les aspects juridiques des technologies innovantes utilisées dans les activités des opérations de maintien de la paix, y compris celles qui s'appliquent à l'appréciation de la situation et à la surveillance	20	19	95,0
16. Avis formulés sur la création de commissions d'enquête et de groupes d'experts chargés d'examiner les questions liées aux opérations de maintien de la paix, la fourniture d'une assistance technique et juridique à ces commissions et groupes et le suivi de leurs résultats	50	52	104,0

Principaux résultats obtenus

121. Le Bureau joue un grand rôle dans l'exécution du mandat des opérations de maintien de la paix. Il a prêté son concours en dispensant, à plusieurs centaines d'occasions, des avis juridiques écrits et oraux à ses clients internes, comme indiqué dans les résultats. Il a contribué à atténuer les risques juridiques et à limiter la responsabilité juridique de l'Organisation en défendant les opérations de maintien de la paix. Un montant total de 12 723 102 dollars a été versé par suite de règlements à l'amiable obtenus dans le cadre de demandes d'indemnisation au titre des opérations de maintien de la paix se chiffrant à 29 717 156 dollars, de sentences arbitrales rendues ou d'affaires classées parce que les requérants avaient cessé leurs poursuites contre l'Organisation, ce qui représente 43 % du montant initialement réclamé. En outre, grâce aux recours formés devant le Tribunal d'appel des Nations Unies, le Bureau a réduit de 58 007 dollars le montant des indemnités accordées par le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies dans des jugements concernant les opérations de maintien de la paix.

122. Le Bureau a représenté le Secrétaire général dans 38 affaires devant le Tribunal du contentieux administratif, ce qui est supérieur aux 20 affaires prévues (produit 11). Pour qu'une procédure soit engagée devant le Tribunal d'appel des Nations Unies, les fonctionnaires concernés doivent former un recours. Le nombre plus élevé que prévu de recours ainsi formés en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix peut être attribué, en grande partie, aux affaires liées à la réduction des effectifs de diverses missions. Les produits 2, 5, 6 et 14 ont été plus nombreux que prévu en raison de l'appui et de l'assistance juridiques fournis dans le cadre de la mise en place à l'échelle du système du mécanisme d'évacuation sanitaire relatif à la COVID-19, lequel a pour but d'évacuer et de traiter les membres du personnel des Nations Unies ou du personnel affilié œuvrant sur le terrain qui sont gravement malades de la COVID-19. Par ailleurs, depuis la fin de 2020, le Bureau dispense des avis au Département de l'appui opérationnel et appuie les accords de contribution conclus entre institutions et avec les gouvernements en vue de l'achat et de l'administration de vaccins contre la COVID-19 destinés au personnel des Nations Unies sur le terrain, dans le cadre du programme de vaccination à l'échelle du système.

K. Département de la communication globale

123. Le Département de la communication globale a continué de coopérer avec le Département des opérations de paix et le Département de l'appui opérationnel afin de fournir aux missions un appui en matière de communication stratégique, notamment en collaborant étroitement avec ses partenaires au Siège et en assurant la liaison avec les composantes chargées de la communication stratégique et de l'information dans les missions de maintien de la paix. Il s'est notamment agi d'aider les missions à organiser leur communication sur la COVID-19 en : diffusant des informations quotidiennes et des messages hebdomadaires à l'échelle mondiale ; organisant une formation spécialisée virtuelle d'une journée à l'intention du personnel chargé des communications sur le terrain, en lieu et place du séminaire de formation annuel d'une semaine, afin d'aborder des questions de première importance ; fournissant aux missions des conseils concernant leurs stratégies de communication et leurs plans de travail, notamment en organisant un webinaire sur les politiques relatives aux médias numériques et sociaux à l'intention du personnel hors Siège ; contribuant à l'examen des questions liées à la communication au sein des groupements tactiques intégrés ; assurant l'appui aux sites Web hébergés par les missions ; évaluant les candidats à des postes sur le terrain dans le domaine de l'information ; menant des campagnes médiatiques ciblées auprès des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ; établissant des liens entre les missions de maintien de la paix, d'une part, et le réseau mondial des centres d'information des Nations Unies et d'autres plateformes du Département, d'autre part ; produisant, collectant et diffusant des enregistrements vidéo. Le Département a continué à travailler main dans la main avec le Département des opérations de paix, le Département de l'appui opérationnel et le Bureau de la Coordinatrice spéciale chargée d'améliorer les moyens d'action de l'Organisation des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles en vue de prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles dans les opérations de maintien de la paix, notamment en organisant deux ateliers de formation à l'intention du personnel hors Siège sur les stratégies de communication sur l'exploitation et les atteintes sexuelles.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Les opérations de maintien de la paix se déclarent globalement satisfaites de la qualité de l'appui fourni en matière de communication stratégique et d'information (en pourcentage)	Objectif atteint. Tous les répondants ont indiqué que l'appui fourni était très bon ou satisfaisant	Objectif	90
		Estimation	90
		Résultats effectifs	100
ii) Les articles distribués sont diffusés ou repris sur des sites Web d'information par au moins 5 médias à vocation régionale (en pourcentage)	Objectif atteint. 60 % des articles distribués ont été diffusés ou repris sur des sites Web d'information par au moins 5 médias à vocation régionale	Objectif	60
		Estimation	60
		Résultats effectifs	60

Produits livrés

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Services fonctionnels			
1. Fourniture de conseils stratégiques et de services de soutien aux opérations de maintien de la paix en collaboration avec le Département des opérations de paix	11	11	100,0
2. Déplacements dans les zones de mission des opérations de maintien de la paix pour fournir sur place des conseils et un appui en matière de communication	1	0	0,0
3. Organisation et facilitation, en coopération avec le Département des opérations de paix et le Département de l'appui opérationnel, d'un séminaire de formation spécialisée d'une semaine pour 30 agents chargés, dans les missions et au Siège, de l'information concernant le maintien de la paix	1	0	0,0
4. Hébergement, gestion et actualisation d'environ 100 pages Web sur le site des opérations de maintien de la paix en langue anglaise, en collaboration avec le Département des opérations de paix	100	100	100,0
5. Coordination de la tenue à jour du site Web consacré au maintien de la paix dans les 5 autres langues officielles de l'Organisation	5	5	100,0
6. Prise en charge, pour le compte des missions et avec le Département des opérations de paix et le Bureau de l'informatique et des communications, de la coordination du système de gestion des sites Web des missions, pour garantir la cohérence de la présentation et du contenu des sites et limiter autant que possible les coûts d'administration incombant aux missions	11	11	100,0
7. Campagne d'information auprès des pays fournissant des contingents ou du personnel de police sur les activités des missions, au moyen de communiqués de presse, photos et articles adressés aux principaux médias, aux pouvoirs publics et aux représentations permanentes des pays concernés, et par l'intermédiaire du réseau des centres et services d'information des Nations Unies pour ce qui est des questions touchant la participation de tel ou tel pays à une opération de maintien de la paix	45	45	100,0
Documentation destinée aux organes délibérants			
8. Production mensuelle de reportages de qualité sur des thèmes intéressant le maintien de la paix et diffusion par UNifeed, ONU Info et les médias sociaux			
9. Téléversement et hébergement mensuels, sur la télévision en ligne des Nations Unies et sur la chaîne YouTube de l'ONU, de vidéos portant sur des questions de maintien de la paix	8	8	100
10. Production annuelle de reportages de fond sur des thèmes relatifs au maintien de la paix pour la série L'ONU en action, et distribution à des organes de presse audiovisuelle du monde entier	5	10	200,0
11. Production de vidéos à des fins autres que la diffusion, mettant en avant le travail des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police	2	4	200,0

Principaux résultats obtenus

124. Le Département de la communication globale a entamé la troisième phase de la campagne Service et sacrifice, qui vise à remercier les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police de leur contribution au maintien de la paix. La troisième phase avait été reportée l'année précédente en raison de la pandémie. Le Département a travaillé en étroite collaboration avec le Département des opérations de paix et les missions pour assurer un appui en matière de communication sur la pandémie, notamment en diffusant des messages essentiels, en particulier ceux venant de l'OMS, et en envoyant, d'abord tous les jours puis trois fois par semaine, des courriels contenant des informations sur la COVID-19 provenant de l'ensemble du système des Nations Unies. Dans le cadre de la série Ma mission, c'est la paix, il s'est associé au Département des opérations de paix pour produire, en vue de l'édition 2021 de la Journée internationale des femmes, une vidéo qui visait à détruire les mythes et les stéréotypes entourant la participation des femmes aux opérations de paix des

Nations Unies en présentant des femmes travaillant dans ces opérations, et qui a été traduite en 14 langues, dont les 6 langues officielles de l'Organisation. Il a conçu et mis en œuvre une stratégie de communication sur la réduction des effectifs et la liquidation de la MINUAD. En coopération avec le Département des opérations de paix, il a également conduit, en prévision de la Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies, une campagne d'un mois dans les médias sociaux et traditionnels, qui a mis l'accent sur le rôle inestimable joué par les jeunes Casques bleus et sur les activités de maintien de la paix menées à l'appui du programme de l'Organisation relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité. Il a organisé, avec le Département des opérations de paix, le Département de l'appui opérationnel et le Bureau de la Coordinatrice spéciale chargée d'améliorer les moyens d'action de l'Organisation des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles, deux ateliers de formation à l'intention du personnel hors Siège sur les stratégies de communication sur l'exploitation et les atteintes sexuelles.

125. En raison de la restriction des déplacements imposée par la COVID-19, le Département n'a pas pu effectuer les visites sur le terrain qu'il avait prévues (produit 2) pour fournir des orientations sur place. Le séminaire de formation spécialisée d'une semaine qu'il devait dispenser aux agents chargés de l'information sur le terrain a été remplacé par une réunion virtuelle d'une journée (produit 3). Moment essentiel pour le personnel hors Siège, ce séminaire est l'occasion de veiller à ce que les évolutions dans le domaine de la communication stratégique soient bien comprises et gérées sur le terrain. Il permet aussi aux missions et au Siège d'aligner leurs priorités pour l'année. Au cours du prochain exercice, il doit donc impérativement se tenir en présentiel si les conditions le permettent. La pandémie a également eu une incidence sur le nombre d'articles publiés concernant le maintien de la paix, les manifestations organisées ayant été moins nombreuses que prévu (produit 8). Le nombre de vidéos et d'autres types de contenu a toutefois dépassé les objectifs (produits 10 et 11).

L. Département de la sûreté et de la sécurité

126. Malgré les restrictions imposées par la pandémie de COVID-19, le Département de la sûreté et de la sécurité a conjugué technologies disponibles et meilleures pratiques relatives au système de gestion de la sécurité des Nations Unies, et continué d'offrir des services de supervision et d'appui en matière de sécurité à toutes les missions de maintien de la paix. Après l'adoption de mesures supplémentaires de sécurité sanitaire, il s'est employé en priorité à effectuer des visites d'assistance dans les missions de maintien de la paix à haut risque, telles que la MINUSMA, la MINUAD et la MINUSS, afin de leur fournir sur place des conseils et un appui propres à répondre à leurs problèmes de sécurité. Par exemple, la visite d'assistance qu'il a faite au Mali à la suite de l'augmentation du nombre d'atteintes à la sécurité et de victimes lui a permis de définir des mesures concrètes en vue de combler les lacunes et d'optimiser le système de gestion de la sécurité des Nations Unies dans le pays. Celle qu'il a effectuée à la MINUAD a elle aussi joué un rôle particulièrement important, car elle a été l'occasion de tenir avec la direction de la mission et les autorités du pays hôte un dialogue sur les mesures à prendre pour protéger le personnel et les biens de la mission pendant les phases de fermeture et de liquidation. Pour les missions dans lesquelles il n'a pas pu se rendre physiquement, le Département s'est employé à tenir des réunions virtuelles individuelles afin de s'assurer que les objectifs du système de gestion de la sécurité étaient atteints. L'expérience a toutefois montré que l'interaction en face à face (en personne) est irremplaçable lorsqu'il s'agit d'effectuer des visites d'évaluation de la sécurité, de former le personnel chargé de la sécurité dans les missions aux nouvelles politiques

et procédures adoptées dans le cadre du système de gestion de la sécurité ou de procéder à des vérifications physiques essentielles concernant les programmes de gestion de la sécurité mis en œuvre sur le terrain.

127. La demande de services d'accompagnement psychosocial et la prestation de tels services ont considérablement augmenté. Le Département a offert des services de soutien psychosocial en ligne et mené des activités de renforcement des capacités à l'échelle mondiale en vue de contrer ou d'atténuer les incidences psychosociales de la pandémie de COVID-19 et d'autres événements traumatisants sur les membres du personnel des Nations Unies et les personnes à leur charge. Malgré les restrictions imposées par la pandémie, il a pris des mesures pour faire face aux situations de crise qui se sont produites, notamment les attaques terroristes lancées en Somalie et au Mali et la catastrophe naturelle survenue en République démocratique du Congo, et soutenu, au Darfour, les responsables concernés pendant la transition de la MINUAD et la création de la MINUATS.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Mise en œuvre dans toutes les missions de maintien de la paix du dispositif de gestion des risques de sécurité et de plans de sécurité actualisés (en pourcentage)	Objectif atteint. 96 examens de la gestion des risques de sécurité ont été effectués pour 74 zones de sécurité correspondant à 12 missions de maintien de la paix et 2 bases de soutien, ce qui montre que le dispositif et les plans de sécurité étaient en place. Au vu de l'évolution des conditions de sécurité et de la nécessité d'appuyer les visites du Groupe d'experts du Conseil de sécurité et de hauts fonctionnaires de l'ONU, des examens supplémentaires ont été réalisés	Objectif	90
		Estimation	90
		Résultats effectifs	100

Produits livrés

Produits	Produits prévus	Produits livrés	Taux d'exécution
Services d'appui administratif			
Gestion d'ensemble			
1. Coordination du programme de réaffectations encadrées des agents de la sécurité	1	1	100,0
2. Aide à l'établissement de listes de candidats dans la catégorie d'emplois Sécurité en vue de permettre une sélection immédiate des candidats correspondant aux postes devenus vacants dans les missions (nombre de missions)	11	11	100
Autres activités de fond			
Missions de bons offices, missions d'établissement des faits et autres missions spéciales			
3. Organisation de visites dans 12 missions et 2 bases de soutien (BSLB et Centre de services régional d'Entebbe), afin d'examiner les dispositions prises en matière de gestion de la sécurité, d'évaluer l'état de préparation aux crises et de formuler des recommandations y relatives ; organisation, en marge de ces visites, de réunions d'information sur la gestion du dispositif de sécurité et les principes connexes ainsi que les nouveaux problèmes ou risques liés à la sécurité, à l'intention des équipes de coordination du dispositif de sécurité présentes sur place (nombre de visites)	19	4	21,1

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
4. Rapports d'évaluation stratégique des risques ou comptes rendus de visites de liaison et d'information effectuées auprès d'opérations de maintien de la paix sur la question	4	3	75,0
5. Visites d'évaluation des besoins et ateliers sur la gestion du stress à l'intention du personnel de missions de maintien de la paix (nombre de visites)	6	1	16,7
6. Déploiement de responsables du soutien antistress dans des missions de maintien de la paix en réponse aux crises et aux situations d'urgence (nombre de responsables déployés)	4	0	0,0
7. Rapports d'évaluation des besoins en formation portant sur les groupes chargés de la formation en matière de sécurité ainsi que les installations et le matériel de formation connexe dans les missions de maintien de la paix	3	0	0,0
Activités ou documentation technique			
8. Examen continu du dispositif de gestion des risques de sécurité dans 12 missions et 2 bases de soutien (BSLB et Centre de services régional d'Entebbe) et fourniture de conseils et d'orientations à l'intention des hauts responsables des missions sur les mesures de gestion des risques de sécurité facilitant l'exécution des mandats	15	14	93,3
9. Examen des budgets de sécurité de 12 missions et 2 bases de soutien (BSLB et Centre de services d'Entebbe)	15	14	93,3
10. Contributions aux rapports sur la sécurité établis chaque jour par le Département de la sûreté et de la sécurité et aux comptes rendus d'incidents faits à l'intention des interlocuteurs compétents relevant du système de gestion de la sécurité des Nations Unies	261	290	111,1
11. Examen et actualisation des modules de formation portant sur l'analyse des informations ayant trait aux menaces à la sécurité et sur la définition de pratiques exemplaires pour toutes les missions (nombre de modules de formation)	7	7	100,0
12. Examen et actualisation des enseignements tirés de l'analyse des informations relatives aux menaces pesant sur la sécurité et de la définition de pratiques exemplaires pour toutes les missions (nombre d'enseignements)	29	29	100,0
Séminaires			
13. Stages de formation à l'intention des agents habilités (nouveaux chefs et chefs adjoints de mission)	10	10	100,0
14. Organisation d'un atelier annuel à l'intention des responsables de la sécurité des missions, de la BSLB et du Centre de services régional d'Entebbe (nombre de responsables formés)	20	0	0,0
15. Cours théoriques et pratiques d'analyse des conditions de sécurité visant à améliorer les méthodes d'analyse et d'appréciation de la situation et de communication de l'information dans le cadre des missions de maintien de la paix	2	0	0,0
16. Formation des analystes des informations sur la sécurité des missions de maintien de la paix dans le cadre des cours théoriques et pratiques d'analyse des conditions de sécurité (nombre de personnes formées)	40	0	0,0
17. Formation et certification de conseillers en poste dans les opérations de maintien de la paix dans le domaine des techniques de prévention et de gestion du stress traumatique (nombre de conseillers formés)	10	0	0,0
18. Organisation d'ateliers de formation par les pairs (nombre d'ateliers)	3	2	66,7
19. Formation et certification des stagiaires des ateliers de formation par les pairs (nombre de membres du personnel formés et certifiés)	30	51	170,0
20. Formation des agents et officiers de la sécurité, gardes et responsables de formation aux politiques et procédures relatives à la sûreté et à la sécurité, notamment en ce qui concerne les politiques et tactiques d'emploi de la force, le recours à des mesures tactiques létales ou non, le comportement à adopter en cas d'attaque de tireur « actif », la conduite défensive et les manœuvres d'évitement, la sécurité incendie, les gestes de premier secours et de réanimation cardio-respiratoire, l'utilisation d'un défibrillateur automatique externe et de trousse médicale d'urgence, et formation aux consignes de sécurité de base (sécurité physique, sécurisation des accès, procédures de filtrage, techniques de contre-surveillance) (nombre de membres du personnel formés)	170	0	0,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
21. Évaluation, certification et renouvellement de la certification des compétences des responsables de la formation armes à feu et formateurs des instructeurs des missions dans le domaine des tactiques létales et non létales (nombre d'instructeurs certifiés)	14	7	50,0
Coopération internationale et coordination et liaison interorganisations			
Autres services			
22. Examen et actualisation des instructions permanentes d'ordre technique destinées à aider les missions dans la collecte, la compilation, l'analyse et la diffusion de renseignements sur les menaces relatives à la sécurité (nombre de chapitres)	9	9	100,0
23. Conseil technique des conseillers en poste dans les missions de maintien de la paix (nombre de conseillers)	10	10	100,0
24. Offre de consultations et soutien techniques à l'intention des responsables du Département des opérations de paix et du Département de l'appui opérationnel au Siège, sur les questions d'ordre psychosocial, notamment les stratégies afférentes aux interventions d'urgence et réductions d'effectifs (nombre de problèmes ou de cas traités)	8	8	100,0

Principaux résultats obtenus

128. Le Département de la sûreté et de la sécurité a subi les effets de la pandémie de COVID-19 sur les plans tant stratégique qu'opérationnel. La plupart de ses activités ne pouvant être exécutées à distance, il lui est difficile d'atteindre ses objectifs essentiels si son personnel n'a pas la possibilité de se rendre dans les missions de maintien de la paix. Il s'est néanmoins employé à fournir des consignes, des directives opérationnelles et des conseils techniques en matière de sécurité, à dispenser une formation à la sécurité et à assurer un soutien en cas de crise au personnel de terrain des missions de maintien de la paix. Au cours de l'exercice 2020/21, il s'est attaché en particulier à fournir les orientations et les outils voulus pour renforcer la procédure de gestion des risques de sécurité dans les missions de maintien de la paix du monde entier. Il s'est notamment agi de gérer les risques pesant sur la sécurité du personnel, des locaux et des biens des Nations Unies et de faire en sorte que les tâches prescrites et les activités relatives aux programmes puissent être exécutés dans les conditions les plus sûres possible. L'exécution de son plan stratégique nécessitant une forte mobilisation, le Département a recouru à des interventions en direct et à des réunions virtuelles, lesquelles ont donné naissance à des idées intéressantes et à des perspectives nouvelles, et il en a directement adopté certaines de façon à mieux appuyer les missions manquant de capacités, principalement celles à haut risque. Les visites de liaison et d'information concernant les menaces contre la sécurité ont aidé les dispositifs de gestion de la sécurité à renforcer les capacités d'analyse dans leurs missions respectives, et des recommandations ont été faites aux responsables désignés, aux commandants des forces et aux responsables de la sécurité.

129. La restriction des déplacements liée à la COVID-19 n'ayant pas été levée, le Département a dû annuler l'atelier annuel destiné aux hauts responsables de la sécurité. La réunion qu'il a tenue en ligne et à laquelle 31 agents de sécurité sur le terrain ont participé n'a pas donné tous les résultats souhaités. Les cours théoriques et pratiques d'analyse des conditions de sécurité, qui nécessitent nombre d'interactions en personne, ont également été supprimés. Un court webinaire d'introduction aux menaces pesant sur la sécurité a été proposé en remplacement. Bien qu'il n'ait pas pu déployer physiquement des conseillers, le Département s'est attaché à répondre aux besoins du personnel des missions en la matière en faisant appel aux services de trois conseillers en renfort à court terme. Il a ainsi pu satisfaire les besoins opérationnels du personnel sur le terrain liés à la COVID-19 et mettre en œuvre le plan d'urgence psychosociale. Environ 1 300 réunions de supervision

technique ont été tenues en ligne à l'intention des conseillers hors Siège des missions de maintien de la paix, et 5 579 membres du personnel de 3 missions de maintien de la paix ont bénéficié de consultations, d'un suivi et d'un soutien psychologique à la suite d'événements traumatisants et d'incidents liés à la COVID-19. Comme il n'a pas pu donner les formations habituelles en matière de sécurité, celles-ci nécessitant le déplacement d'instructeurs dans les missions de maintien de la paix, le Département s'est attaché à soutenir le personnel de sécurité sur le terrain par le biais de formations à distance. Il a également organisé un webinaire sur la pratique du tir fictif pour aider les missions à mettre au point des activités de formation au maniement des armes à feu en remplacement des formations habituelles annulées à cause de la COVID-19. La formation à distance ne saurait toutefois se substituer à un entraînement pratique interactif. L'absence d'activités de formation et de certification en matière de sécurité en face à face risque de nuire à la capacité des missions de respecter les normes des Nations Unies relatives à la formation en matière de sécurité.

M. Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

130. Au cours de l'exercice 2020/21, le secrétariat du Comité consultatif a fourni à ce dernier des conseils et un appui technique sur les questions de politique générale ou de procédure, notamment en examinant et analysant les propositions formulées par le Secrétaire général dans ses rapports. La pandémie de COVID-19 ayant d'emblée contraint à recourir aux méthodes de travail à distance, le secrétariat a continué de simplifier les procédures de façon à permettre au Comité consultatif de travailler à distance en maintenant les normes de qualité les plus élevées et en produisant des rapports dans les délais fixés. Il a également fourni des rapports préparatoires plus approfondis, des analyses, des conseils et un appui fonctionnels et techniques aux réunions du Comité, celui-ci étant saisi de questions de plus en plus complexes, concernant notamment les demandes de ressources, les propositions relatives aux opérations de maintien de la paix et les autres propositions relatives à la politique à mener. Ces exigences supplémentaires ont conduit le secrétariat à adapter et à rationaliser en continu les modèles de rapport du Comité, ce qui a permis de gagner en concision et en efficacité dans la rédaction des rapports.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Tous les rapports du Comité consultatif sont présentés dans les délais prévus	Objectif atteint	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
ii) Nombre de documents de réflexion présentés par le Secrétariat en vue de préciser les modalités du système de remboursement pour les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police	Objectif atteint	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100

Produits livrés

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Services fournis aux organes intergouvernementaux et organes d'experts, y compris l'établissement de rapports			
<i>Assemblée générale</i>			
<i>Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires</i>			
Services fonctionnels pour les réunions			
1. Fourniture de conseils et d'un appui fonctionnels et techniques aux réunions du Comité consultatif	120	84	70,0
2. Fourniture en temps voulu d'un appui fiable aux réunions du Comité consultatif	1	1	100,0
Documentation destinée aux organes délibérants			
Rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires :			
3. Production de rapports solidement documentés et exacts sur le plan technique, qui reflètent pleinement les vues du Comité consultatif	47	40	85,1
Autres services			
4. Calendrier des réunions : calendrier bien conçu, laissant une marge de manœuvre suffisante pour permettre l'examen de résolutions et de décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ainsi que la présentation ponctuelle de rapports de façon à produire la documentation dans les délais	120	84	70,0

Principaux résultats obtenus

131. Le secrétariat du Comité consultatif a apporté à ce dernier un appui efficient et efficace tout au long de l'exercice 2020/21 et assuré la continuité de ses activités liées au maintien de la paix. Il a produit des rapports de plus en plus complexes et détaillés sur les questions de maintien de la paix. Son personnel a fait preuve d'une forte motivation, veillant à ce que tous les rapports soient complets, exacts et produits en temps voulu malgré les difficultés liées à la pandémie de COVID-19, l'augmentation marquée de la charge de travail et des effectifs limités.

132. En ce qui concerne l'écart entre le nombre de réunions du Comité consultatif prévues et le nombre de réunions effectivement tenues (produit 1), le secrétariat a estimé qu'il serait nécessaire de tenir une trentaine de réunions supplémentaires aux fins du deuxième examen des rapports du Comité. Bien que les modalités de travail aient empêché de tenir lesdites réunions pendant la pandémie de COVID-19, les deuxièmes examens ont été menés hors ligne, notamment par courriel, en raison des contraintes de temps et de la complexité et du volume croissants de la documentation examinée par le Comité. En outre, bien que les produits 3 et 4 aient été inférieurs aux prévisions, la charge de travail du Comité et de son secrétariat s'est nettement alourdie à la session consacrée aux opérations de maintien de la paix puisqu'il a fallu examiner les réponses à 2 300 questions sur les missions et les questions connexes, contre environ 1 410 questions à la session consacrée à l'exercice 2019/20.

N. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

133. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a continué de prêter son concours aux opérations de maintien de la paix, au Département des opérations de paix, au Département de l'appui opérationnel et aux États Membres en leur proposant des conseils, des analyses, un soutien opérationnel, des formations et des orientations concernant les droits humains, tout en s'adaptant

aux méthodes de travail rendues nécessaires par la pandémie de COVID-19. Il a continué de soutenir la MINUSMA, la MINUSCA, la MONUSCO ainsi que la MINUAD, en cours de transition, en établissant des orientations en matière de planification stratégique et d'action et en intégrant la question des droits humains dans le programme relatif à la paix et à la sécurité dans les quartiers généraux. En particulier, il a animé des exposés sur les droits humains dans les opérations de maintien de la paix à l'intention des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police au sein du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, et il a organisé une visite d'appui logistique à la MINUSMA pour faciliter la planification stratégique, l'application des orientations générales et la mise en œuvre continue de sa politique de diligence voulue en matière de droits humains ; il a aussi poursuivi ses échanges avec l'Union africaine au sujet du respect des droits humains, intégré des analyses et des informations sur les questions liées aux droits humains et à la protection dans les activités de transition et de réduction des effectifs de la MINUAD, et recensé les enseignements tirés de l'exécution des mandats relatifs aux droits humains. Le HCDH a également continué de prêter assistance au Département des opérations de paix dans le cadre de l'initiative Action pour le maintien de la paix, en faisant des points de situation à l'intention des États Membres, notamment au sein du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, et il a continué d'offrir à l'Union africaine un appui à l'élaboration de politiques dans le domaine de la planification des droits humains par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine. Malgré les annulations de formations dues à la COVID-19, il a continué de contribuer de façon importante à l'élaboration et à l'organisation de cours de formation à l'intention du personnel en tenue. Au chapitre de la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles, il a notamment œuvré pour l'adoption de mesures de protection contre ces fléaux dans le cadre de la riposte face à la COVID-19, apporté une assistance juridique aux victimes, fourni des conseils sur l'intégration d'une approche fondée sur les droits humains dans les enquêtes sur ce type d'atteintes et assuré un suivi des préoccupations auprès des États Membres.

Indicateurs de succès effectifs

Réalisation escomptée a) : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
i) Les résolutions du Conseil de sécurité relatives aux opérations de maintien de la paix tiennent compte des questions liées aux droits humains (en pourcentage)	Objectif atteint. Dans les résolutions qu'il a adoptées concernant 5 missions (MINUAD, MINUSCA, MINUSMA, MINUSS et MONUSCO), le Conseil de sécurité a expressément mentionné la promotion et la protection des droits humains	Objectif	100
		Estimation	100
		Résultats effectifs	100
ii) Des exposés et des rapports circonstanciés sont régulièrement présentés aux États Membres sur la question des droits humains	Objectif atteint. Les États Membres se sont vu présenter 35 exposés et rapports circonstanciés	Objectif	35
		Estimation	35
		Résultats effectifs	35

Réalisation escomptée b) : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus	Indicateurs de succès effectifs	Mesure des résultats	
			2020/21
		Objectif	8

i) Concepts de mission, analyses des conflits, cadres stratégiques, examens des effectifs et budgets, nouveaux ou actualisés, qui illustrent le caractère prioritaire des droits humains	Objectif atteint. Le Bureau a procédé à l'examen ou contribué à l'examen ou à l'établissement de 8 concepts de mission, plans de mission, analyses de conflit, stratégies de transition et budgets actualisés	Estimation Résultats effectifs	8 8
ii) Intégration d'éléments relatifs aux droits humains dans les politiques de maintien de la paix et les cours de formation destinés au personnel des missions, notamment les contingents et le personnel de police, et mise en place dans les opérations de maintien de la paix et à l'Union africaine de mécanismes et d'instruments conformes aux grandes orientations en matière de droits humains	Objectif atteint. Des éléments relatifs aux droits humains ont été intégrés dans 25 politiques, directives, documents d'orientation, protocoles, programmes de formation et manuels, nouveaux ou existants, relatifs au maintien de la paix	Objectif Estimation Résultats effectifs	25 25 25

Produits livrés

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
Services fournis aux organes intergouvernementaux et organes d'experts, y compris l'établissement de rapports			
Documentation destinée aux organes délibérants			
Rapports du Secrétaire général			
1. Contributions, informations et recommandations du HCDH relatives aux droits humains dans les rapports de pays et rapports thématiques que le Secrétaire général présente périodiquement au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale	1	1	100
2. Contribution du HCDH au rapport annuel du Secrétaire général sur les mesures spéciales de protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles liées à l'exploitation et aux atteintes sexuelles commises par des forces autres que celles des Nations Unies agissant sous mandat du Conseil de sécurité, et contribution aux rapports trimestriels	1	1	100
Autres activités de fond			
Autres services			
3. Présentation, à l'intention des organes intergouvernementaux de l'ONU, des États Membres, des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et des organisations régionales, d'exposés sur l'évolution de la situation des droits humains et les activités y relatives dans les opérations de maintien de la paix	20	22	110,0
4. Prestation de conseils stratégiques et techniques sur l'inclusion d'une analyse de la situation des droits humains et des priorités en la matière dans les documents de planification, notamment les concepts de mission, les analyses de conflit, les cadres stratégiques, les examens d'effectifs et les budgets des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et des opérations de maintien de la paix régionales pendant les phases de démarrage, de transition et de réduction des effectifs	8	8	100,0
5. Prestation mensuelle de conseils aux composantes Droits humains des opérations de maintien de la paix sur l'intégration des droits humains, compte tenu de l'évolution de la situation dans la zone des missions concernées	12	12	100,0
6. Examen, sur le plan technique, et approbation avant publication de rapports établis par les composantes Droits humains des opérations de maintien de la paix sur la situation des droits humains	8	8	100,0
7. Prestation mensuelle d'un appui aux composantes Droits humains des opérations de maintien de la paix afin de donner des orientations concernant l'évaluation des risques, conformément à la politique de diligence voulue en matière de droits humains	12	12	100,0
8. Actualisation des instructions permanentes pour la mise en œuvre de la politique de diligence voulue en matière de droits humains	2	2	100,0

<i>Produits</i>	<i>Produits prévus</i>	<i>Produits livrés</i>	<i>Taux d'exécution</i>
9. Prestation mensuelle de conseils aux équipes chargées du maintien de la paix intégrées dans la structure régionale, à la Division de la police et au Bureau des affaires militaires sur le renforcement de l'application de la politique de diligence voulue en matière de droits humains	12	12	100,0
10. Prestation mensuelle de conseils à l'Union africaine et au Bureau des Nations Unies auprès de cette organisation concernant la prise en compte de la problématique des droits humains et de l'analyse relative à la protection lors de la planification, du déploiement et des opérations des contingents et des forces de police menées dans le cadre des opérations de maintien de la paix régionales ou menées conjointement par l'ONU et l'Union africaine	12	12	100,0
11. Intégration d'éléments relatifs aux droits humains, notamment à l'exécution des mandats de protection des civils, dans les politiques et les documents d'orientation du Département des opérations de paix destinés au personnel en tenue et dans les documents d'orientation sur l'exploitation et les atteintes sexuelles applicables aux opérations de maintien de la paix	8	12	150,0
12. Consultations trimestrielles sur les faits nouveaux ayant une incidence sur l'intégration des droits humains dans le contexte du maintien de la paix, en vue d'établir des priorités stratégiques et de faciliter les activités de planification menées au sein du HCDH et par les composantes Droits humains des opérations de maintien de la paix	4	4	100,0
13. Prestation de conseils en matière de planification, de méthodologie et d'opérations au Département des opérations de paix et au Département de l'appui opérationnel sur l'intégration des droits humains dans l'élaboration de dispositifs relatifs au respect de ces droits au titre des dispositifs d'appui des deux départements aux opérations de paix régionales et à celles de l'Union africaine	2	2	100,0
14. Présentation d'exposés et séances de formation sur la prise en compte des droits humains dans le maintien de la paix, organisés dans le cadre de la formation initiale et continue des hauts responsables des missions	2	2	100,0
15. Organisation de cours de formation spécialisés sur le rôle et les responsabilités du personnel militaire et des effectifs de police chargés du maintien de la paix en matière de droits humains, notamment d'une formation destinée aux formateurs des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police sur le rôle et les responsabilités en matière de droits humains du personnel militaire et des effectifs de police	12	12	100,0
16. Appui au Service intégré de formation du Département des opérations de paix et aux centres de formation au maintien de la paix dans les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police en vue de l'élaboration et du perfectionnement de programmes et de documents de formation sur les droits humains qui feront partie de l'instruction et entraînement préalables au déploiement et d'activités de formation organisées dans les missions	3	3	100,0
17. Prestation mensuelle de conseils aux opérations de maintien de la paix et au personnel des missions sur le traitement et le signalement des allégations d'exploitation et d'atteintes sexuelles impliquant des membres de forces autres que celles des Nations Unies agissant sous mandat du Conseil de sécurité	12	12	100,0
18. Présentation d'exposés sur la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et sur la lutte contre ces phénomènes à l'intention du personnel des Nations Unies et des États Membres et des organisations régionales déployant des forces autres que celles des Nations Unies agissant sous mandat du Conseil de sécurité	3	5	166,7
Missions de bons offices, missions d'établissement des faits et autres missions spéciales			
19. Mission préalable au déploiement en vue d'aider à planifier l'intégration d'une composante Droits humains dans une nouvelle opération de maintien de la paix ou le déploiement d'effectifs supplémentaires recrutés pour prêter assistance aux composantes Droits humains dans les situations de crise	1	0	0,0
20. Réalisation de missions d'évaluation stratégique et technique auprès d'opérations de maintien de la paix des Nations Unies ou d'opérations de maintien de la paix régionales dans le cadre d'opérations de planification ou de visites d'appui logistique pour la formulation de recommandations sur l'intégration effective des droits humains dans les opérations de maintien de la paix	9	2	22,2

Principaux résultats obtenus

134. Le HCDH a continué d'apporter un soutien spécialisé aux opérations de maintien de la paix et aux organisations régionales en contribuant à l'actualisation de huit concepts de mission, cadres stratégiques et examens budgétaires pour trois missions de maintien de la paix (MINUSCA, MINUSMA et MONUSCO). En outre, il a continué d'assurer une protection efficace des droits humains dans le cadre des opérations de maintien de la paix et d'appuyer l'action menée à l'échelle nationale pour faire en sorte que les auteurs de violations répondent de leurs actes, en contribuant à tenir les États membres du Conseil de sécurité informés de la situation des droits humains et des évolutions observées. Il a également fourni des conseils techniques et stratégiques aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies en vue de l'application de la politique de diligence voulue en matière de droits humains en cas d'appui de l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes. En particulier, il a prêté son concours au BANUS, à la FINUL, à la MINUK, à la MINUSCA, à la MINUSMA, à la MINUSS et à la MONUSCO et leur a prodigué des conseils sur la réalisation d'évaluations des risques ciblées et l'élaboration de mesures d'atténuation adaptées au contexte local. Il a contribué à doter les opérations de maintien de la paix et l'Union africaine de mécanismes et d'instruments conformes à 25 politiques relatives aux droits humains. À cette fin, en collaboration avec la Division des politiques, de l'évaluation et de la formation du Département des opérations de paix, il a fourni des conseils et des orientations à la Commission de l'Union africaine et lui a transmis des données d'expérience au sujet de la conception d'un cadre réglementaire afin de contribuer à l'élaboration et à l'examen des documents de conformité de l'Union africaine concernant les opérations de soutien de la paix. En dépit des restrictions de voyage imposées dans le contexte de la COVID-19, il a atteint son objectif de formation grâce aux activités de formation en ligne.

135. L'écart le plus important, observé dans les domaines de la prestation de services de formation et de la réalisation de missions d'évaluation stratégique et technique (produit 20), s'explique par les restrictions de voyage liées à la COVID-19. Il en a résulté une sous-utilisation importante des crédits au titre des voyages officiels, le HCDH ayant seulement effectué deux des neuf visites d'appui opérationnel prévues. Toutefois, le Bureau a pu non seulement fournir virtuellement un appui opérationnel supplémentaire à d'autres missions, y compris à la MONUSCO et à la MINUAD, toutes deux en phase de transition, en ce qui a trait notamment aux processus de planification stratégique et aux analyses connexes, mais aussi apporter un soutien technique concernant la politique de diligence voulue en matière de droits humains à la MINUK, à la MINUSCA, à la MINUSS et à la MONUSCO.

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

Tableau 1

Récapitulatif de l'exécution du budget par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021.)^a

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3) ÷ (1)
I. Postes	242 685,1	243 207,9	(522,8)	(0,2)
II. Autres objets de dépense				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	12 111,8	12 488,4	(376,6)	(3,1)
Consultants	2 323,5	2 557,1	(233,6)	(10,1)
Voyages officiels	7 856,7	1 482,5	6 374,2	81,1
Installations et infrastructures	23 186,8	23 247,2	(60,4)	(0,3)
Transports terrestres	72,6	57,1	15,5	21,3
Communications et informatique	17 749,7	17 729,9	19,8	0,1
Santé	87,6	97,1	(9,5)	(10,8)
Fournitures, services et matériel divers	13 435,3	17 125,7	(3 690,4)	(27,5)
Assurance maladie après la cessation de service (comprise dans les fournitures, services et matériel divers)	11 094,1	11 778,3	(684,2)	(6,2)
Total partiel (II)	76 824,0	74 785,0	2 039,0	2,7
Total (I et II)	319 509,1	317 992,9	1 516,2	0,5
Progiciel de gestion intégré	13 381,3	13 381,3	–	–
Dispositif de prestation de services centralisée	868,5	868,5	–	–
Système de préparation des moyens de maintien de la paix	3 881,6	2 738,0	1 143,6	29,5
Dépenses liées à la maintenance d'Umoja et aux services d'appui au système	18 053,7	20 512,2	(2 458,5)	(13,6)
Total partiel	36 185,1	37 500,0	(1 314,9)	(3,6)
Total brut	355 694,2	355 492,9	201,3	0,1
III. Recettes provenant des contributions du personnel	26 817,1	27 615,6	(798,5)	(3,0)
Total net (I à III)	328 877,1	327 877,3	999,8	0,3

^a Les écarts mineurs existant entre les nombres figurant dans le tableau ci-dessus et ceux figurant dans le volume II des états financiers portant sur l'exercice annuel clos le 30 juin 2021 sont dus au fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 2
Récapitulatif de l'exécution du budget par département/bureau

(En milliers de dollars des États-Unis)

Département/bureau	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Département des opérations de paix	90 618,0	94 034,2	(3 416,2)	(3,8)
Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine	8 458,7	8 168,2	290,5	3,4
Département de l'appui opérationnel	101 865,4	99 901,0	1 964,4	1,9
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	48 054,1	47 507,1	547,0	1,1
Bureau de l'informatique et des communications	20 858,9	20 252,1	606,8	2,9
Bureau des services de contrôle interne	31 982,2	31 153,6	828,6	2,6
Cabinet du Secrétaire général	1 211,7	1 085,4	126,3	10,4
Administration de la justice	985,0	2 907,7	(1 922,7)	(195,2)
Bureau de l'aide juridique au personnel	228,0	184,6	43,4	19,0
Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies	2 615,8	1 805,3	810,5	31,0
Bureau de la déontologie	1 132,5	980,8	151,7	13,4
Bureau des affaires juridiques	4 080,2	3 761,7	318,5	7,8
Département de la communication globale	873,0	703,4	169,6	19,4
Département de la sûreté et de la sécurité	3 511,5	3 443,4	68,1	1,9
Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	659,9	475,2	184,7	28,0
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	2 374,2	1 629,2	745,0	31,4
Total partiel	319 509,1	317 992,9	1 516,2	0,5
Progiciel de gestion intégré	13 381,3	13 381,3	—	—
Dispositif de prestation de services centralisée	868,5	868,5	—	—
Système de préparation des moyens de maintien de la paix	3 881,6	2 738,0	1 143,6	29,5
Dépenses liées à la maintenance d'Umoja et aux services d'appui au système	18 053,7	20 512,2	(2 458,5)	(13,6)
Total partiel	36 185,1	37 500,0	(1 314,9)	(3,6)
Total brut	355 694,2	355 492,9	201,3	0,1

Tableau 3
Autres produits et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Produit des placements	536,2
Produits divers ou accessoires	52,2
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	1 525,0
Total	2 113,4

B. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Postes	(522,8)	(0,2 %)

136. Un dépassement de crédits a été enregistré au titre des postes, et ce, en dépit du fait que le taux de vacance moyen pour la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur a été de 11,1 % durant l'exercice, contre un taux de 8,5 % prévu au budget. Des dépenses supplémentaires ont été engagées en raison principalement de la hausse des coefficients d'ajustement et de la relève du personnel militaire détaché au Département des opérations de paix. Comme il est expliqué dans le projet de budget du compte d'appui pour l'exercice 2021/22 ([A/75/785](#), par. 26), le coefficient d'ajustement appliqué à New York a été relevé de plus de 3,3 %, passant de 67,1 à 69,3 à compter du 1^{er} février 2021. De plus, le taux de vacance des postes de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées a été légèrement inférieur aux prévisions (13,4 %, contre un taux approuvé de 13,6 %) et les traitements nets ont été majorés de 1,2 % à compter du 1^{er} novembre 2020, conformément à la circulaire [ST/IC/2021/1](#), ce qui a entraîné un léger dépassement global des crédits prévus au titre des postes.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(376,6)	(3,1 %)

137. Les dépenses ont été supérieures aux prévisions, bien que les taux de vacance effectifs moyens, à savoir 17,4 % pour les administrateurs et 9,8 % pour les agents des services généraux, aient été plus élevés que les taux prévus au budget (13,5 % et 10,0 % respectivement). Comme expliqué ci-dessus, les modifications apportées durant l'exercice aux coûts salariaux standard pour ces deux catégories ont contribué au dépassement des crédits. Il a également été nécessaire d'affecter au BSCI des ressources plus importantes qu'anticipé, étant donné que le taux de vacance du personnel temporaire s'est avéré inférieur aux prévisions et qu'il a fallu remplacer les fonctionnaires en congé de maladie ou de maternité et déployer des renforts pour des besoins de courte durée ou lors des pics d'activité. Au Département de l'appui opérationnel, des dépenses plus élevées que prévu ont été engagées pour les remplacements, les besoins de courte durée ou les pics d'activité liés aux travaux suivants : a) la conception, l'élaboration et la prestation de programmes de formation et de développement des capacités ; b) la prestation d'un soutien professionnel et la

¹ Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent ± 4 % ou 50 000 dollars.

supervision des opérations spécialisées de gestion des ressources humaines dans les domaines de l'entrée en fonctions, de la cessation de service et du traitement des droits à prestation complexes ; c) la gestion du programme Jeunes administrateurs.

	<i>Écart</i>	
Consultants et services de consultants	(233,6)	(10,1 %)

138. L'écart s'explique principalement par : a) un dépassement des crédits au Département des opérations de paix concernant l'élaboration de programmes et de supports de formation, l'appui à la gestion des connaissances et des enseignements tirés sur les répercussions de la COVID-19, l'examen des meilleures pratiques en matière de protection des civils, la mise en œuvre de la stratégie d'exploitation des données et de la boîte à outils analytiques dans le cadre de l'initiative Action pour le maintien de la paix, ainsi que l'examen du fonds d'affectation spéciale pour la réconciliation, la stabilisation et la résilience au Soudan du Sud ; b) les dépenses engagées au Département de l'appui opérationnel pour renforcer la capacité d'analyse des données et poursuivre les missions de consultants à l'appui des études sur la chaîne d'approvisionnement et des programmes de formation, lesquelles ont été toutefois compensées en partie par la sous-utilisation des crédits au Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, au BSCI, au Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies, au Bureau de la déontologie et au Bureau des affaires juridiques en raison du report partiel de certaines activités sous l'effet des restrictions imposées face à la pandémie de COVID-19.

	<i>Écart</i>	
Voyages officiels	6 374,2	81,1 %

139. L'écart tient essentiellement au fait que les dépenses globales afférentes aux voyages ont été moins importantes que prévu en raison de la restriction des déplacements sous l'effet de la pandémie de COVID-19. Bien que diverses mesures de substitution et d'atténuation aient été prises, l'impossibilité de voyager a contraint à reporter quelques activités de formation et ateliers.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	(60,4)	(0,3 %)

140. L'écart s'explique principalement par un dépassement de crédits imputable : a) au Département de l'appui opérationnel, en raison de la répartition des frais de location proportionnellement au nombre approuvé de postes financés au moyen du compte d'appui ; b) au BNUUA, dont le coût des loyers versés à la Commission économique pour l'Afrique a été supérieur aux prévisions ; c) au BSCI, dont les capacités à la Base d'appui d'Entebbe ont fait l'objet de dépenses plus élevées que prévu, compensées toutefois en partie par une sous-utilisation des crédits dans divers bureaux en raison de besoins moins importants en fournitures de bureau.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	15,5	21,3 %

141. L'écart tient principalement au fait que les dépenses afférentes aux services d'entretien et au carburant ont été inférieures aux prévisions en raison de la circulation limitée des véhicules dans le sillage de la pandémie de COVID-19.

	<i>Écart</i>	
Santé	(9,5)	(10,8 %)

142. L'écart s'explique principalement par la mise à disposition d'un nombre de fournitures médicales et sanitaires supérieur aux prévisions en raison des mesures de sécurité liées à la COVID-19.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	(3 690,4)	(27,5 %)

143. L'écart tient principalement : a) à la prise en charge de la part des frais d'administration de la justice revenant aux opérations de maintien de la paix (1 922 700 dollars), dont le règlement avait été reporté à l'exercice 2018/19 en raison d'un dépassement des crédits au titre des coûts salariaux et qui a été entièrement acquittée au cours de l'exercice 2020/21 (voir aussi par. 4) ; b) au dépassement de crédits (684 200 dollars) au titre de la part de l'assurance maladie après la cessation de service incombant aux opérations de maintien de la paix, les dépenses de santé engagées par les fonctionnaires retraités ayant été plus élevées que prévu (ibid.) ; c) au Département des opérations de paix, du fait de l'élaboration et de la traduction de supports normalisés à l'appui de la formation des formateurs d'enquêteurs nationaux et de la maintenance du portail en libre-service ; d) au Département de l'appui opérationnel, en raison des investissements réalisés dans le perfectionnement du personnel et des équipes de direction, la formation à la lutte contre la corruption dans les pratiques d'achat et la formation médicale aux soins intensifs et aux soins d'urgence pendant la pandémie de COVID-19 ; e) au Bureau de l'informatique et des communications, en raison du versement de droits administratifs plus élevés que prévu à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique au titre du personnel en poste à Bangkok. Ce dépassement de crédits a été en partie compensé par une sous-utilisation des crédits de formation dans plusieurs bureaux en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19.

	<i>Écart</i>	
Système de préparation des moyens de maintien de la paix	1 143,6	29,5 %

144. L'écart s'explique principalement par le nombre moins élevé que prévu d'unités constituées au niveau d'engagement Déploiement rapide du Système de préparation des moyens de maintien de la paix, qui tient en partie aux difficultés logistiques en matière d'achat et de formation que les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ont rencontrées pendant la pandémie. Le nombre d'unités constituées au niveau d'engagement Déploiement rapide est fonction des exigences et critères établis, à savoir notamment l'engagement pris par les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police concernés à déployer de nouvelles unités dans un délai de 60 jours sans aucune réserve ni restriction, la réalisation d'une visite de vérification et la signature d'un accord de niveau d'engagement Déploiement rapide.

	<i>Écart</i>	
Dépenses liées à la maintenance d'Umoja et aux services d'appui au système	(2 458,5)	(13,6 %)

145. Cette rubrique comprenait de nombreuses dépenses directes liées au fonctionnement et à la maintenance d'Umoja, dont 62 % des dépenses totales consacrées à l'infrastructure d'appui à Umoja, la part des dépenses afférentes à l'équipe de gestion des données de base qui incombait aux opérations de maintien de la paix, les dépenses liées aux

infrastructures, à l'analyse fonctionnelle et au service d'assistance propres aux missions, les dépenses de maintenance liées aux applications propres aux missions, ainsi que les dépenses de formation couvrant les modules de gestion de la chaîne d'approvisionnement d'Umoja-Extension 2. Le montant total des dépenses engagées s'est établi au niveau initialement proposé par le Secrétaire général pour l'exercice 2020/21 au titre du compte d'appui ([A/74/743](#)), qui était semblable au niveau de l'exercice 2019/20. Malgré la diminution de 2,5 millions de dollars des crédits alloués dans le budget définitif approuvé, les dépenses n'ont pas pu être contenues.

IV. Activités du Service intégré de formation

Principales activités de formation menées en 2020/21

<i>Activité</i>	<i>Lieu</i>	<i>Période</i>
Réunion de l'International Peace Institute sur le renforcement des capacités à l'appui de la protection des civils	En ligne	Juillet 2020
Formation des formateurs à l'utilisation de Microsoft Teams pour l'apprentissage en ligne (10 cours)	En ligne	Juillet 2020
Renouvellement de la validation des stages de préparation au déploiement sur le terrain : observateurs militaires des Nations Unies (Allemagne)	En ligne	Juillet 2020
Plateforme d'apprentissage en ligne du Service de l'informatique (développement, 2 cours de vaste portée)	En ligne	Juillet 2020
Validation des stages de préparation au déploiement sur le terrain : observateurs militaires des Nations Unies (Autriche)	En ligne	Juillet 2020
Validation des stages de préparation au déploiement sur le terrain : observateurs militaires des Nations Unies (Hongrie)	En ligne	Juillet 2020
Validation des stages de préparation au déploiement sur le terrain : officiers d'état-major des Nations Unies et observateurs militaires des Nations Unies (Suisse)	En ligne	Juillet 2020
Visite préalable à la relève auprès d'un bataillon d'infanterie motorisée (Cameroun)	En ligne	Août 2020
Visite préalable à la relève auprès d'un bataillon d'infanterie motorisée (Mauritanie)	En ligne	Août 2020
Validation des stages de préparation au déploiement sur le terrain : observateurs militaires des Nations Unies (Bosnie-Herzégovine)	En ligne	Septembre 2020
Conception et réalisation d'exercices destinés à renforcer la performance des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police dans les opérations de maintien de la paix (Malawi)	En ligne	Septembre 2020
Visite préalable à la relève auprès d'un bataillon d'infanterie motorisée (Malawi)	En ligne	Septembre 2020
Conception et création du programme de formation renforcée pour l'appui opérationnel de haut niveau : supports de formation en ligne	En ligne	Septembre 2020
Stages de formation à l'intention des entités sises à Entebbe (2 cours)	En ligne	Octobre 2020

<i>Activité</i>	<i>Lieu</i>	<i>Période</i>
Réunion sur le projet de renforcement des capacités de défense de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	En ligne	Octobre 2020
Visite d'inspection avant déploiement auprès de la force d'intervention rapide (République-Unie de Tanzanie)	En ligne	Novembre 2020
Conception et réalisation d'exercices destinés à renforcer la performance des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police dans les opérations de maintien de la paix (République-Unie de Tanzanie)	En ligne	Novembre 2020
Réunion de l'Association latino-américaine des centres de formation au maintien de la paix	En ligne	Novembre 2020
Conception et réalisation d'exercices destinés à renforcer la performance des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police dans les opérations de maintien de la paix (Gambie)	En ligne	Novembre 2020
Visite d'évaluation et de consultation à distance auprès de la force d'intervention rapide (Sénégal)	En ligne	Novembre 2020
Programme des Nations Unies à l'intention des responsables nationaux de la planification (Guatemala)	En ligne	Décembre 2020
Équipe itinérante de formation (Guatemala)	En ligne	Décembre 2020
Stages de formation des cadres aux fonctions de direction à l'intention de 26 nouveaux hauts responsables de missions	En ligne	Décembre 2020
Équipe itinérante de formation (MONUSCO)	En ligne	Décembre 2020
Conception et réalisation d'exercices destinés à renforcer la performance des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police dans les opérations de maintien de la paix (Sénégal)	En ligne	Décembre 2020
Atelier à l'intention du personnel des centres de formation au maintien de la paix et des responsables de la formation sur le terrain	En ligne	Décembre 2020
Élaboration de supports de formation spécialisés à l'appui de la logistique opérationnelle des opérations de paix des Nations Unies	En ligne	Décembre 2020
Visite d'évaluation et de consultation à distance auprès de la force d'intervention rapide (Gambie)	En ligne	Décembre 2020
Atelier d'élaboration de supports de formation normalisés à l'usage des spécialistes du renseignement militaire des Nations Unies	En ligne	Janvier 2021
Élaboration de supports de formation spécialisés sur les opérations de paix des Nations Unies à l'intention des bataillons d'infanterie	En ligne	Janvier 2021
Documents d'orientation en matière de conception, d'exécution et d'évaluation des programmes de formation	En ligne	Janvier 2021
Visite d'évaluation et de consultation à distance auprès de la force d'intervention rapide (Malawi)	En ligne	Janvier 2021
Visite d'évaluation et de consultation à distance auprès de la force d'intervention rapide (Afrique du Sud)	En ligne	Janvier 2021
Équipe itinérante de formation (MONUSCO)	En ligne	Janvier 2021
Ateliers d'élaboration de supports de formation spécialisés à l'intention des bataillons d'infanterie des Nations Unies	En ligne	Janvier 2021

<i>Activité</i>	<i>Lieu</i>	<i>Période</i>
Stages de formation des cadres aux fonctions de direction à l'intention de 26 nouveaux hauts responsables de missions	En ligne	Février 2021
Formation des formateurs à l'utilisation de Microsoft Sway pour l'apprentissage en ligne (7 cours)	En ligne	Février 2021
Cours à distance de renforcement et de vérification des acquis avant déploiement à l'intention des officiers d'état-major des Nations Unies (brigade d'intervention de la MONUSCO)	En ligne	Février 2021
Atelier d'élaboration d'un module de formation sur le renforcement des capacités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance des opérations de maintien de la paix des Nations Unies	En ligne	Mars 2021
Sessions d'orientation intensives à l'intention des chefs de la composante militaire	En ligne	Mars 2021
Visite d'évaluation et de consultation à distance auprès de l'équipe de lutte contre les engins explosifs improvisés (Jordanie)	En ligne	Mars 2021
Visite d'évaluation et de consultation à distance auprès d'une unité d'hélicoptères de transport moyens (Ukraine)	En ligne	Mars 2021
Élaboration de lignes directrices régissant la réalisation des évaluations des besoins en formation	En ligne	Mars 2021
Élaboration d'instructions permanentes pour les modules de formation	En ligne	Mars 2021
Visite d'évaluation et de consultation à distance auprès des équipes chirurgicales itinérantes (Jordanie)	En ligne	Mars 2021
Validation des stages de préparation au déploiement sur le terrain : cours de formation complets sur la protection du personnel civil et des unités fluviales militaires	Brésil	Avril 2021
Atelier virtuel de validation et cours de formation pilote à l'intention des policiers hors unités constituées des Nations Unies : supports de formation normalisés	Allemagne	Avril 2021
Réunion avec le personnel du Centre de services régional d'Entebbe sur la reprise des formations en présentiel dans le contexte de la COVID-19	Ouganda	Avril 2021
Projet pilote relatif aux supports de formation normalisés à l'intention de la police des Nations Unies	Allemagne	Avril 2021
Formation initiale à l'intention des spécialistes du renseignement militaire des Nations Unies	En ligne	Avril 2021
Visite d'inspection avant déploiement auprès de la force d'intervention rapide (Kenya)	En ligne	Avril 2021
Visite d'évaluation et de consultation à distance auprès de la force d'intervention rapide (Burkina Faso)	En ligne	Avril 2021
Visite d'évaluation et de consultation à distance auprès de la force d'intervention rapide (Togo)	En ligne	Avril 2021
Équipe itinérante de formation (Mexique)	En ligne	Avril 2021
Stages de formation des formateurs des missions de maintien de la paix portant sur les priorités de fond, la conception de programmes	En ligne	Mai 2021

<i>Activité</i>	<i>Lieu</i>	<i>Période</i>
d'apprentissage en ligne et l'amélioration des compétences, et visites visant à renforcer la formation dans les missions (7 cours)		
Stages de formation préalable au déploiement à l'intention de 150 membres du personnel civil des opérations de maintien de la paix (16 cours)	En ligne	Mai 2021
Programme des Nations Unies à l'intention des responsables nationaux de la planification (Mexique)	En ligne	Mai 2021
Élaboration d'une version française du guide pratique relatif à l'évaluation des activités de formation en matière de maintien de la paix	En ligne	Mai 2021
Atelier d'élaboration de supports de formation spécialisés et de modules d'approfondissement des connaissances	Siège de l'ONU	Mai 2021
Programme de perfectionnement à l'intention de 16 hauts fonctionnaires des opérations de paix	En ligne	Juin 2021
Réunion avec le Collège européen de sécurité et de défense	En ligne	Juin 2021
Réunion entre des membres de la police des Nations Unies et tous les formateurs des États Membres	En ligne	Juin 2021
Réunion avec le Collège de défense de l'OTAN	En ligne	Juin 2021
Équipes d'assistance et de coopération rapides à l'appui de la prévention des conflits, de la gestion des crises et du relèvement en période postconflictuelle	Espagne	Juin 2021

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

146. Il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, soit 201 300 dollars ;

b) se prononce sur l'affectation des autres produits de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, soit 2 113 400 dollars [produit des placements (536 200 dollars), produits divers ou accessoires (52 200 dollars) et annulations d'engagements d'exercices antérieurs (1 525 000 dollars)] ;

c) se prononce sur l'affectation de la part du solde non utilisé des ressources prévues au titre du projet de progiciel de gestion intégré qui revient aux opérations de maintien de la paix, soit 4 201 000 dollars, conformément à la résolution [74/263](#) de l'Assemblée générale.